

Notes et références

Chapitre 2 : Notes

- 1 Narayan et al, 2001.
- 2 Chronic Poverty Report (CPRC), 2004/2005.
- 3 CPRC, 2004.
- 4 Barrientos et De Jong, 2004.
- 5 Cf. chapitre 6.
- 6 Assez littéralement, les filles en état de malnutrition ont plus de chances de donner naissance à des bébés de poids faible, *Ibid.*
- 7 Les deux tiers des morts d'enfants sont liées à la malnutrition. Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, 2002.
- 8 Au Zimbabwe, la sécheresse de 2000 a entraîné une perte de 7-12 % des gains à vie pour les enfants souffrant alors de malnutrition. Alderman et al, 2003.
- 9 Banque mondiale, World Development Indicators Online.
- 10 UNICEF et OMS, 2004.
- 11 Part et nombre absolu, mesurés en parité de pouvoir d'achat aux prix de 1993.
- 12 Ravallion et Chen, 2004. En effet, de nombreuses personnes affirment que la réduction a été beaucoup plus rapide en Inde que ce que les chiffres de la Banque mondiale indiquent.
- 13 Bien que les différences soient plus réduites lorsque nous remplaçons les taux de change standard par la parité du pouvoir d'achat pour comparer les revenus entre les pays (ce qui est, à certains égards, plus approprié bien que cela présente des difficultés en termes de données et de mesure), elles restent très importantes.
- 14 La pauvreté a augmenté en nombre absolu en Afrique entre 1981 et 2000 : elle est passée de 163,6 millions à 312,7 millions (41,6 % à 46,6 % de la population), Ravallion et Chen, 2004.
- 15 La population est inférieure à un million dans neuf pays d'Afrique. D'autres pays sont très peuplés, ce qui est le cas de l'Éthiopie par exemple (67 millions). Certains ont une densité faible (Namibie), d'autres une densité élevée (Rwanda). Certains ont des ressources naturelles abondantes (Nigeria), d'autres sont moins généreusement pourvus (Burkina Faso).
- 16 Noter que ces chiffres sont corrigés de la parité du pouvoir d'achat (PPA), ce qui signifie que la conversion de revenus en monnaie nationale en revenus en dollars tient compte du coût de la vie généralement inférieur dans les économies pauvres. Si par contre nous utilisons les taux de change du marché pour effectuer la conversion, les économies les plus pauvres d'Afrique paraissent encore plus pauvres. En Zambie, le revenu par habitant s'élevé à 160 USD seulement. En Éthiopie, il est de 100 USD.
- 17 Chiffres 2002/2003. Appleton, 2003.
- 18 Données obtenues de POVCALNET <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet>. Pourcentage de la population vivant avec moins d'un dollar par jour, norme internationale couramment utilisée, mesuré en prix internationaux de 1993 et corrigé pour la monnaie locale à l'aide de la parité du pouvoir d'achat.
- 19 World Bank Indicators Online, 2004.
- 20 La corrélation marquée entre la croissance et le recul de la pauvreté est un résultat qui ressort de la plupart des études économétriques.
- 21 Banque mondiale, 2004a.
- 22 Stern et al, 2005.
- 23 Banque mondiale, 1999 et 2001.
- 24 Ces statistiques ne sont pas faciles à interpréter. Les chiffres servent plus à classer les pays et les régions qu'à indiquer, en pourcentage, dans quelle mesure la gouvernance est meilleure dans un pays que dans un autre. En d'autres termes, le fait de passer de 2,9 à 3,1 sur l'échelle ne correspond pas nécessairement au même degré d'amélioration que de passer de 3,1 à 3,3. Mais le fait que les notes obtenues par l'Afrique se sont régulièrement améliorées est encourageant, comme le montrent les indicateurs d'amélioration de la gouvernance d'autres institutions (y compris la Commission économique pour l'Afrique).
- 25 Herbst, 2001.
- 26 International Rescue Committee, 2003. On dénombre 13 millions de déplacés internes et 3,5 millions de réfugiés, soit plus du double du nombre absolu en Asie, dont la population est pourtant cinq fois supérieure à celle de l'Afrique (Norwegian Refugee Council, 2003 et Banque mondiale, 2003a).
- 27 Cf. chapitre 5.
- 28 De nombreux enfants sont recrutés, de force bien souvent, dans les groupes armés où ils servent d'enfants soldats, de porteurs ou d'esclaves sexuels. Les femmes sont souvent soumises à des sévices sexuels.
- 29 International Rescue Committee, 2003.
- 30 PNUD, 2003.
- 31 Banque mondiale, 2004b.
- 32 Banque mondiale, 2004b: 14.
- 33 Le rapport *Doing Business in 2004* de la Banque mondiale montre qu'une réglementation commerciale pesante compte, pour les pauvres notamment. D'après le rapport, les pays pauvres sont ceux qui réglementent le plus les affaires.

- 34 Loup, 2000.
- 35 CNUCED, 1999; Asiedu, 2002; Jenkins et Thomas, 2002.
- 36 De 1980 à 2000, les cours mondiaux de 18 produits d'exportation importants ont chuté de 25 % en termes réels.
- 37 Khor, 2004.
- 38 CNUCED, 2003.
- 39 Bien que le Chili et le Botswana aient montré qu'une stratégie de développement à moyen terme dans laquelle les ressources naturelles jouent un rôle important peut remporter un certain succès.
- 40 Limao et Venables, 2001.
- 41 Indicateurs du développement mondial, 2004.
- 42 Tibajuka, 2005.
- 43 4,87 % contre 2,5 % de croissance annuelle. Tibajuka, 2005.
- 44 Tibajuka, 2005.
- 45 Collier, Hoeffler et Patillo, 2001.
- 46 Banque mondiale, 2003b.
- 47 Base de données CAD de l'OCDE.
- 48 Banque mondiale, 2002.
- 49 Des exportations de marchandises seulement. Chiffres 2003. OMC, 2004.
- 50 Le PIB total de l'Afrique subsaharienne est légèrement supérieur à 300 milliards d'USD.
- 51 L'OIM (Organisation internationale des migrations) emploie l'expression « fuite des cerveaux » pour désigner les mouvements transfrontaliers de personnes très qualifiées qui restent à l'étranger pendant une période prolongée, en d'autres termes, celles qui possèdent ou sont en train d'obtenir un niveau d'études supérieur. L'expression « fuite du capital humain » englobe également la migration des personnes moins qualifiées.

Chapitre 2 : références

- Alderman, H, J Hoddinott et B Kinsey (2003) "Long term consequences of early childhood malnutrition", article de base du FCND n° 168, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington D.C.
- Appleton, S (2003) "Regional or national poverty lines? The case of Uganda in the 1990s", *Journal of African Economies* 12 (4): 598-624.
- Asiedu, E (2001) *On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: Is Africa Different?* University of Kansas, Lawrence, KS, États-Unis.
- Banque mondiale (1999) *World Development Report 1999/2000: Entering the 21st Century: The Changing Development Landscape*, Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2001) *World Development Report 2002: Building Institutions for Markets*, Washington, DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2002) *Globalisation, Growth and Poverty*, Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2003a) *World Bank Population Statistics*, Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2003b) *Global Development Finance*, Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2004a) *World Development Indicators 2004*, Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2004b) *Gouvernement du Mozambique Review of the Economic and Social Plan for 2003*.
- Banque mondiale (2004c) *World Development Report 2005: A Better Investment Climate For All*, Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2004d) *Doing Business in 2004: Understanding Regulations*. Copublication de la Banque mondiale, la Société financière internationale et Oxford University Press.
- Banque mondiale (2004e) *Global Development Finance* Washington DC: Banque mondiale.
- Barrientos, A et J De Jong (2004) *Child Poverty and Cash Transfers*, rapport du CHIP n° 4.
- Base de données CAD de l'OCDE accessible à l'adresse <http://www.oecd.org/dac/stats/idsonline>
- Chronic Poverty Research Centre (2004), *The Chronic Poverty Report 2004-05*, Chronic Poverty Research Centre, Institute for Development Policy and Management, University of Manchester.
- Collier, P, A Hoeffler et C Patillo (2001) "Capital Flight as a Portfolio Choice", étude économique de la Banque mondiale, 15 (1): 55-80.
- CNUCED (2003) *Trade Performance and Commodity Dependence*. Economic Development in Africa. ONU Genève et Londres.
- FAO (2002) *The State of Food Insecurity in the World*, Rome: FAO.
- Herbst, J (2001) "Political liberalisation in Africa after ten years", *Comparative Politics* 33(3): 357 -375.
- International Rescue Committee et Burnet Institute (2004) *Mortality in the Democratic Republic of Congo: Results from a Nationwide Survey Conducted April - July 2002*, International Rescue Committee.
- International Rescue Committee IRC (2003) *Mortality in the Democratic Republic of Congo: results from a nationwide survey*, International Rescue Committee, New York.
- Jenkins, C et Thomas, L (2002) *Foreign Direct Investment in Southern Africa: Determinants, Characteristics and Implications for Economic Growth and Poverty Alleviation, Globalisation and Poverty*, University of Oxford, Londres School of Economics, Royaume-Uni.
- Khor, M (2004) *Break the 'conspiracy of silence' on commodities*. Global Trends, Third World Network. 30 août 2004.
- Limao, N et Venables, A (2001) "Infrastructure, Geographical Disadvantage and Transport Costs", étude économique de la Banque mondiale 15:451-479.
- Loup, J (2000) *The UNDP Round Tables and the Private Sector: An Issue Paper*.
- Narayan, D et P Patesch (eds) (2002) *Voices of the Poor: From Many Lands*: Copublication de la Banque mondiale et d'Oxford University Press.
- Narayan, D, R Chambers, M Shah et P Patesch (eds) (2001) *Voices of the Poor: Crying Out for Change*: Oxford University Press.
- Norwegian Refugee Council (2003) *Norwegian Refugee Council Global IDP Project: International Displacement*: accessible à l'adresse <http://www.db.idpproject.org/Sites/idpSurvey.nsf/wCountries/Nigeria>
- Organisation mondiale du commerce (2004) *World Trade Report 2004*, Genève: OMC.
- PNUD (2003) *The Millennium Development Goals 2003 Uganda Country Report*. New York/Genève: PNUD, accessible à l'adresse www.undg.org/documents/5263-Uganda_MDG_Report__2003_.pdf

PovertyNet, Washington DC: Banque mondiale, accessible à l'adresse
http://poverty.worldbank.org/files/BPES_2003_Inglis_FMI.pdf

Ravallion et Chen (2004) "How Have the World's Poorest Fared since the Early 1980s?" *The World Bank Research Observer*, 19 (2).

Starkey et al (2002) *Improving rural mobility*. Étude technique de la Banque mondiale 525.

Stern, N, J Dethier et H Rogers (2005) *Growth and Empowerment: Making Development Happen*. Cambridge, Mass, MIT Press.

Tibaijuka, A (2005) *Africa on the Move: an urban crisis in the making*. Article préparé pour la Commission pour l'Afrique.

UNICEF et OMS (2004) *Meeting the Millennium Development Goals (MDG) drinking water and sanitation target – A mid-term assessment of progress*, accessible à l'adresse
<http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2004/pr58/en/>

Chapitre 3 : Notes

- 1 Cf. Rao et Walton, 2004 pour une analyse des définitions de la culture.
- 2 Walton, 2004.
- 3 Huntington (2000), Landes (2000) et Harrison (2000) font la distinction entre les sociétés qui observent les cultures traditionnelles par opposition aux cultures modernes, en concluant que « les sociétés imprégnées de cultures traditionnelles ne se prêtent pas à un développement axé sur le marché et sont, par conséquent, sérieusement handicapées dans la poursuite de la croissance » (cité dans Rao et Walton, 2004:10).
- 4 Cf. Sen, 2004.
- 5 PNUD, 2004.
- 6 Smith, A. (1776) *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, cité par Sen, 2004.
- 7 Commission indépendante sur les questions de développement international, 1980:24.
- 8 Commission mondiale sur la culture et le développement, 1996:8-14.
- 9 Paragraphe 5 de la déclaration (NU, 2002). Le chapitre VII du Plan est axé sur l'Afrique et propose des objectifs dans les domaines de la science et de la technologie, de la protection et de l'application des connaissances indigènes, du tourisme soutenable respectant les cultures et les traditions locales et de l'urbanisation et des établissements humains soutenables.
- 10 Sen, 2004.
- 11 Voir par exemple : le forum en ligne de la Commission (plus de 200 contributions) ouvert en novembre/décembre 2004 ; les sondages d'opinion réalisés auprès d'Africains pour le compte de la Commission par VSO en octobre 2004 et par Globescan en 2005. Tous sont disponibles à l'adresse www.commission for Africa.org. Voir aussi les débats à l'antenne et en ligne de BBC World Service et l'enquête « Pulse of Africa » de la BBC (2004).
- 12 Cf. Chang (2002) pour de plus amples informations sur cet argument.
- 13 Pour de plus amples informations sur cette question, voir Rao et Walton (2004:9), Sen (2004:37) et Moncrieffe (2004).
- 14 Ellis et ter Haar, 2004a.
- 15 Ceux qui ont vu dans l'éthique protestante l'explication du début réussi du capitalisme en Europe du Nord ont été obligés d'étendre cette notion à toute la chrétienté lorsque l'Europe catholique a décollé, puis, à des degrés différents, à la culture japonaise, aux valeurs asiatiques, etc., à mesure que d'autres sociétés ont connu la réussite, comme l'explique Amartya Sen (2004:48).
- 16 Statistiques de Tibaijuka, 2005.
- 17 Scott et al, 2004.
- 18 Moncrieffe, 2004.
- 19 Karugire (1980:13), à propos de l'Ouganda, cité par Moncrieffe, 2004:4.
- 20 Les sondages d'opinion réalisés auprès de la population renforcent cette idée. Afrobarometer (2004) indique que les Africains sont pleins d'espoir, y compris en ce qui concerne les perspectives économiques. D'après BBC World Service (2004), 90 % des personnes interrogées ont indiqué être fières de l'Afrique et la majorité d'entre elles jugent leur pays digne d'admiration.
- 21 <http://www.maryknollafrika.org/Facts.htm>
- 22 Les différences entre les zones rurales et urbaines sont souvent particulièrement marquées, point souligné au chapitre 7.
- 23 D'après le PNUD (2004: 33 et 63), il y aurait 2 500 langues et 85 % des Africains parlent 15 langues africaines principales en tant que première, deuxième ou troisième langue. Pour tout complément d'information sur le défi présenté par la diversité linguistique du Nigeria, voir l'article de Ngozi Okonjo-Iweala, ministre nigérien des Finances, dans le journal britannique Guardian du 31 janvier 2005.
- 24 Les données provenant du Mali, du Niger, du Nigeria et de la Zambie montrent que les écoles bilingues peuvent être plus efficaces que les écoles monolingues pour renforcer la continuité des communautés et les interactions, ainsi que pour améliorer le statut des deux langues. PNUD (2004:61).
- 25 Le programme Langue locale de Microsoft développe des progiciels dans plusieurs langues africaines, dont le Kiswahili et l'Amharic. Site Web de BBC World Service, 17 juin 2004, <http://www.bbc.co.uk/worldservice/index.shtml>
- 26 IDEA (2005) montre que la participation électorale baisse en Afrique depuis le début des années 1980.
- 27 Bien que, naturellement, les membres d'un clan puissent se montrer loyaux envers un chef politique ou une élite provenant de leur propre tribu.
- 28 Comité d'études africaines, 2004. Bien que la tendance des petites entreprises à ne pas survivre à leur fondateur soit marquée en Afrique, des données sur les tendances analogues dans d'autres parties du monde seraient nécessaires pour montrer dans quelle mesure elle est propre à l'Afrique.
- 29 L'idée « d'optimiser l'anarchie » a été exprimée au cours du séminaire Nouvelle pensée de Bob Geldof, à Rome, en octobre 2004. www.commission for africa.org
- 30 Ellis et ter Haar (éds), 2004a et 2004b. Les auteurs analysent les caractéristiques de plusieurs sociétés secrètes et élitistes, et la manière dont les hommes politiques peuvent les utiliser non seulement pour faciliter leurs relations avec d'autres élites et accéder aux systèmes de protection, mais aussi pour obtenir des connaissances ésotériques de nature religieuse (2004a:8).
- 31 Les statistiques publiées indiquent que, sur une population d'environ 700-800 millions d'habitants, l'Afrique comporte environ 350 millions de musulmans, 400 millions de chrétiens et environ 100 millions d'adeptes de religions indigènes (Encyclopedia Britannica (2004), cité par Stanford University Library, accessible à l'adresse <http://www-sul.stanford.edu/depts/ssrg/africa/religion.html>).
- 32 Comité d'études africaines, 2004.

- 33 Ellis et ter Haar, 2004b.
- 34 Cheikh Anta Baboui, "Brotherhood solidarity, education and migration: the role of the Dahiras among the Murid Muslim community of New York", *African Affairs*, 101, 4003 (2002) p. 151-70; cité dans Ellis et ter Haar, 2004a.
- 35 Comité d'études africaines, 2004.
- 36 Les études menées dans le nord du Nigeria indiquent que la Shari'a, lorsqu'elle est appliquée correctement, est considérée offrir une plus grande protection aux femmes que les tribunaux civils, principalement dans les domaines du soutien aux enfants, de la protection pendant la grossesse et de l'amélioration des conséquences d'un divorce. La FOMWAN, fédération des organisations de femmes musulmanes du Nigeria, a souligné ce fait dans sa campagne. Linden (2004): Guest (2004) note la popularité initiale des tribunaux de la Shari'a lorsqu'ils ont été introduits dans le nord du Nigeria, ainsi que certaines des tensions et difficultés qui en ont résulté sur le plan de la gouvernance nationale, y compris la remise en question constitutionnelle d'une condamnation à mort par lapidation.
- 37 Exemple cité par Meles Zenawi, Premier ministre éthiopien, pendant les délibérations de la Commission.
- 38 Gbodossou, 2003.
- 39 Kelly, 2003.
- 40 Organisation mondiale de la santé, 2002.
- 41 Le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a instauré The World Faiths Development Dialogue.
- 42 Ellis et ter Haar, 2004b.
- 43 Guest 2004: 239.
- 44 Définition de la sorcellerie employée par Ellis et ter Haar, 2004a:149.
- 45 Villages de sorciers mentionnés par Ellis et ter Haar, op cit p.151 ; enfants sorciers en RDC et meurtre des « sorcières » en Tanzanie et Mozambique, accessible sur le site Web de BBC World Service, 17 janvier 2003, 29 octobre et 3 juillet 2002 <http://www.bbc.co.uk/worldservice/index.shtml>
- 46 Walton, 2004.
- 47 Par exemple, aux jeux olympiques d'Athènes 2004, des athlètes africains ont remporté les sept premières places au 10 000 mètres hommes.
- 48 Pour un exemple concernant l'Ouganda, voir FNUAP, 2004:34.
- 49 Comité d'études africaines, 2004.
- 50 Policy Sciences Center, 2004. La Banque mondiale a également indiqué qu'un déploiement est prévu au Ghana, au Mali et au Cap-Vert (Groupe Banque Mondiale, 2003).
- 51 Voir les soumissions de UK Sport (2004) et Alive and Kicking (2005), qui décrivent les programmes qui placent des messages de santé sur des ballons de football et autres équipements.
- 52 Ateliers de discussion sous-régionaux de l'UNESCO (Cuba, Thaïlande, Zimbabwe) 1999, accessible à l'adresse http://portal.unesco.org/en/ev.php+p-U_RL_ID=3315&U_RL_++DO=DO_TOPIC&U_RL_SECTION=201.html
- 53 Walton, 2004.
- 54 Harragin, 2004.
- 55 Linden, 2004.

Chapitre 3 : Références

- Afrobarometer (2004) *Document de travail n° 34*, accessible à l'adresse <http://www.afrobarometer.org>
- Chang, Ha-Joon (2002) *Kicking Away the Ladder – Development Strategy in Historical Perspective*, Londres: Anthem Press.
- Comité d'études africaines, Harvard University, (2004) *Harvard Africa Initiative*, document de travail.
- Ellis, S et G ter Haar (2004a) *Worlds of Power: Religious Thought and Political Practice*, New York: OUP.
- Ellis, S et G ter Haar (2004b) *Religion and Development in Africa*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.
- Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) (2004) *Culture Matters: Working with Communities and Faithbased Organizations*, New York:FNUAP.
- Gbodossou, E et. al. (2003) *The Role of Traditional Medicine in Africa's Fight Against HIV/AIDS*, AIDS in Africa: Scenarios for the Future series, UNAIDS.
- Groupe Banque mondiale (2003) *Report of the Civic Engagement, Empowerment and Respect for Diversity (CEERD) Group, Traditional Knowledge Products Group*, Washington DC, 12-13 juin 2003.
- Guest, R (2004) *The Shackled Continent*, Londres:MacMillan.
- Harragin, S (2004) "Relief and an Understanding of Local Knowledge: the Case of Southern Sudan", dans Rao, V et M Walton (eds), *Culture and Public Action*, Stanford University Press.
- Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2005). *A global survey: voter turnout from 1945 to date*, Stockholm.
- Kelly, M (2003) *The Role of Religion in the HIV/AIDS Epidemic (with special reference to Christianity and Islam)*, AIDS in Africa: Scenarios for the Future series, UNAIDS.
- Linden, I (2004) *New Thinking on Africa: Seminar Paper for Discussion on Culture and Development*, article préparé pour le séminaire Nouvelle pensée de Bob Geldof, Londres, 19 juillet 2004.
- Moncrieffe, J (2004) *The Role Of Culture In Development*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.
- ONU (2002) *Report of the World Summit on Sustainable Development, Johannesburg, South Africa, 20 August-4 September 2002*, document des Nations unies A/CONF.199/20, réf. E.03.II.A.I et erratum.
- Organisation mondiale de la santé, (2002) *WHO Traditional Medicine Strategy 2002-2005*.
- Policy Sciences Center (2004), *Music Industry Status report*, New Haven: Connecticut.
- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (2004) *Human Development Report 2004: Cultural liberty in today's diverse world*, Programme des Nations unies pour le développement.
- Rao, V et M Walton (2004) "Culture and Public Action: Relationality, Equality of Agency and Development", dans Rao, V et M Walton (eds) *Culture and Public Action*, Stanford University Press.
- Rapport de la Commission indépendante sur les questions de développement international (1980) *North-South: A programme for survival*, MIT Press.
- Rapport de la Commission mondiale sur la culture et le développement (1996) *Our Creative Diversity* (version résumée), Paris, accessible à l'adresse http://www.unesco.org/culture_and_development/ocd/ocd.html.
- Scott, N et. al. (2004) *The impact of mobile phones in Africa*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.
- Sen, A (2004) "How Does Culture Matter?", dans Rao, V et M Walton (eds), *Culture and Public Action*, Stanford University Press.
- Sondage *Pulse of Africa* de BBC World Service (2004), BBC World Service marketing, communications and audiences.
- Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de *Alive and Kicking*, janvier 2005.
- Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de *UK Sport*, décembre 2004.
- Tibajuka, A (2005) *Africa on the move: an urban crisis in the making*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.
- Walton, M (2004) *Culture and African Development*, article préparé pour le séminaire Nouvelle pensée de Bob Geldof, Londres.

Chapter 4: Notes

- 1 Kaufmann, 2003: 14.
- 2 Commission économique pour l'Afrique, 2004: iii.
- 3 Voir la proposition soumise à la consultation régionale de la Commission pour l'Afrique avec la société civile, Nairobi, 6-8 décembre 2004. Il existe d'autres instruments internationaux sur les droits de la femme, dont : les plates-formes d'action de Pékin et de Dakar, le programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le protocole de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et des droits de la femme en Afrique.
- 4 Le Rapport de suivi mondial 2004 tire des conclusions similaires. Il note que la performance varie considérablement, qu'il faut accélérer et approfondir la réforme dans de nombreux pays et que les insuffisances les plus graves se trouvent dans les domaines de la transparence, de la responsabilité et du contrôle de la corruption. Banque mondiale, 2004b: xvii - xviii.
- 5 Banque mondiale, 2004b: xviii.
- 6 L'objectif premier du MAEP est de favoriser l'adoption de politiques, de normes et de pratiques aboutissant à la stabilité politique, à une croissance économique élevée, au développement soutenable et à une intégration économique continentale et sous-régionale accélérée par la mise en commun des expériences et le renforcement des meilleures pratiques et des solutions éprouvées, y compris l'identification des insuffisances et l'évaluation des besoins de développement des capacités.
- 7 Les quatre premiers pays devant subir un contrôle sont le Ghana, le Rwanda, Maurice et le Kenya. Le premier contrôle a normalement lieu dans les 18 mois suivant l'adhésion d'un pays au MAEP. Par la suite, sauf circonstances exceptionnelles, un contrôle périodique a lieu tous les deux à quatre ans. Le processus MAEP devrait prendre entre six et neuf mois au total. Il se compose de cinq étapes : l'analyse minutieuse de la gouvernance et de l'environnement de développement dans le pays contrôlé, la visite de contrôle sur place par l'équipe MAEP, la préparation des résultats de la mission et l'examen du projet de rapport avec des représentants du gouvernement, l'examen et l'analyse des résultats du contrôle par les chefs d'État et de gouvernement participants, et la présentation formelle et publique des rapports de contrôle.
- 8 Les pays membres constituent la principale source de financement et il n'est pas possible de chiffrer le niveau probable du financement requis des donateurs. À mesure que la capacité se développera, il est possible que les institutions élargissent leurs activités. Par conséquent, il est possible que les besoins de financement augmentent. Étant donné l'importance du renforcement du rôle des institutions régionales et panafricaines, le pré-engagement des fonds serait précieux.
- 9 La crise du VIH/SIDA a aggravé les pénuries de personnel en faisant pression sur le personnel qui succombe à la maladie. Le Malawi perd 25 % de ses infirmières chaque année, dont environ un tiers à cause du SIDA. En Zambie, en dépit du renouvellement des efforts de formation des formateurs, les enseignants meurent plus vite qu'ils ne peuvent être formés. Voir la soumission du groupe parlementaire Africa All Party, novembre 2004.
- 10 En juillet 2003, le programme de l'UA de développement des capacités de gouvernance de l'administration publique en Afrique a été jugé constituer un volet prioritaire du programme NEPAD global.
- 11 26 % de l'aide au développement étrangère bilatérale en faveur de l'Afrique subsaharienne, Afrique du Sud exclue, ont été consacrés à la coopération technique en 2002. Voir www.oecd.org/dac/stats/idsonline
- 12 Boesen, N et O Therkildsen, 2004; Boesen, N., 2004.
- 13 La Tanzanie, par exemple, prépare quelque 200 rapports différents et a reçu plus d'un millier de délégations de donateurs chaque année. Banque mondiale, 2004c: 207.
- 14 CEA/OCDE-CAD (2005).
- 15 Levy, Brian et Sahr Kpundeh, 2004.
- 16 Rapport sur l'État de l'économie ghanéenne, 2002.
- 17 Ndulu, 2004: 2
- 18 Sawyerr, 2004: 27
- 19 Sawyerr, 2004: 18
- 20 Institut statistique de l'UNESCO, 2004: 3
- 21 Banque mondiale, 2000: 6
- 22 Calculs établis sur une moyenne de 10 millions d'USD par an pour chacun des 30 centres. Dans la pratique, le financement varierait d'un centre à l'autre et dans le temps, en fonction de la capacité d'absorption et des besoins.
- 23 Le programme devrait également concorder avec les objectifs et réseaux du nouveau Conseil du leadership africain. La fondation Nelson Mandela et la fondation Mandela Rhodes pourraient également avoir un rôle important à jouer.
- 24 Banque mondiale, cité dans Organisation internationale pour les migrations, 2003.
- 25 Banque mondiale, 2002 dans International Development Select Committee, 2004.
- 26 Bennell, P, 2004.
- 27 D'après les calculs d'un comité d'experts du PNUD/UNICEF, pour le Mozambique, le transfert d'environ 100 millions d'USD par an de la dotation en personnel d'assistance technique (environ 350 millions d'USD par an au total) aux salaires nationaux permettrait aux salaires de doubler en moyenne et de financer un programme d'incitations.
- 28 La gouvernance en ligne fait référence à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour améliorer la performance des institutions publiques et les rendre plus transparentes et réceptives.
- 29 Article 13.2. La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples a été adoptée en juin 1980 et est entrée en vigueur en octobre 1986.
- 30 Cela a été jugé nécessaire pour améliorer la mise en œuvre des projets de développement et donner de la « poigne » au président. Cela a ouvert la voie au régime autocratique pour les présidents à vie dans les États à parti unique. En outre, dans les cultures révérent les anciens et les obligations cérémoniales, un président exécutif n'est pas forcément le meilleur modèle. Il existe plusieurs autres modèles possibles, allant d'un président cérémonial assisté d'un Premier ministre exécutif chargé de la conduite au jour le jour des affaires gouvernementales à une constitution qui équilibre les pouvoirs entre le président et le Premier ministre.

- 31 Commission économique pour l'Afrique, 2004:4.
- 32 À plus de 45 %, le Rwanda affiche le pourcentage le plus élevé de femmes occupant des fonctions officielles. Voir les propositions soumises au cours de la consultation régionale de la Commission pour l'Afrique avec la société civile, Alexandrie, 14-16 décembre 2004.
- 33 Banque mondiale, 2001: 95.
- 34 British Council, 'Women in Politics and Leadership', 2003 cité dans Helen Jackson MP et. al, 2004.
- 35 Voir la soumission de l'International Development Committee des députés du parti travailliste 2004.
- 36 Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, article 9 : 1. Toute personne a droit à l'information. 2. Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et règlements.
- 37 Voir la soumission de l'OSI-AfriMAP, 2004.
- 38 Commission économique pour l'Afrique, 2004: 11.
- 39 Banque mondiale, 2002: 10.
- 40 Voir la soumission de M. Myers, 2004.
- 41 Y compris, éventuellement, des radiotélévisions ou des chaînes d'information panafricaines. Voir la soumission de Moeletsi Mbeki, 2005.
- 42 Pour un exemple, voir la soumission de BBC World Service Trust, 2005.
- 43 Ceci devrait inclure le soutien au service Médias du NEPAD/UA afin de l'aider à poursuivre son travail.
- 44 Voir la soumission de la Royal African Society, 2004.
- 45 En particulier : formation et accréditation des programmes de formation dans les réseaux régionaux ; ressources d'équipement ; stimulation de la programmation indigène africaine ; développement des services publics de diffusion et de la diffusion d'informations dans les zones rurales, aux femmes et aux jeunes ; soutien aux radios locales et aux médias dans les langues locales ; réforme juridique et réglementaire ; développement des compétences numériques pour un contenu diversifié sur Internet ; réalisation d'études de marché et d'audience en vue de disposer des données nécessaires pour rendre le contenu plus pertinent et pour cibler les recettes publicitaires et de marketing.
- 46 Voir la soumission de Sally-Ann Wilson, 2005.
- 47 Par exemple, en Angola, il faut plus de 1 000 jours et 47 procédures pour faire respecter un contrat, contre 27 jours et 14 procédures en Tunisie. (Commission économique pour l'Afrique, 2004:20).
- 48 Estimation du State Counsel du Law Officers Department de Freetown en novembre 2003, cité dans Open Society Justice Initiatives, 2004: 57.
- 49 Commission économique pour l'Afrique, 2004: 5.
- 50 Un rapport de la Banque mondiale sur la stratégie de lutte contre la pauvreté de l'Ouganda indique que « la décentralisation a contribué à accélérer la mise en œuvre des subventions d'indemnisation pour permettre au district de répondre aux priorités de pauvreté identifiées localement », cité dans la soumission du Local Government International Bureau.
- 51 Commission économique pour l'Afrique, 2004:10.
- 52 IDASA (non daté). Voir <http://www.idasa.org.za/>
- 53 La mauvaise gouvernance n'est pas la seule raison pour laquelle les pays riches en ressources restent pauvres. Dans l'abondante documentation à ce sujet, plusieurs autres explications sont proposées pour le phénomène appelé la « malédiction des ressources », y compris le déclin de longue date des termes de l'échange, l'instabilité des revenus, la maladie hollandaise, l'effet d'éviction, l'augmentation du rôle de l'État et certains effets politiques et socioculturels associés à la dépendance vis-à-vis des ressources. Voir, par exemple, Sachs et Warner, 1995 ; Auty, 2001 ; Ross, 2003. Pour une vue d'ensemble de la documentation, voir Stevens, 2003.
- 54 Gary, I et TL Karl, CRS, 2003 ; voir aussi Ross, 2001.
- 55 Déclaration du G8 sur la lutte contre la corruption et l'amélioration de la transparence, Évian 2003, accessible à l'adresse http://www.g8.fr/evian/english/navigation/2003_g8_summit/summit_documents/fighting_corruption_and_improving_transparency_-_a_g8_declaration.html. La section 6 traite de l'industrie extractive en particulier.
- 56 Pour tout complément d'information sur la directive relative à la transparence, voir http://europa.eu.int/comm/internal_market/securities/transparency/index_en.htm. Les sociétés du secteur de l'extraction sont traitées au paragraphe 14 de la directive.
- 57 Ces pays sont : la Géorgie, le Pérou, le Nicaragua et le Nigéria. Pour tout renseignement sur les contrats, voir <http://www.g8usa.gov/documents.htm>
- 58 Parmi les exemples mieux connus, citons les mesures prises contre Shell Oil à propos du naufrage de la plate-forme pétrolière hors service Brent Spar dans la mer du Nord et les mesures prises contre la banque Barclays parce qu'elle soutenait le régime de l'apartheid en Afrique du Sud.
- 59 Les cinq autres pays dans lesquels l'ITIE est mise en œuvre sont : l'Azerbaïdjan, la république de Kirghiz, Trinité-et-Tobago, le Pérou et le Timor-Leste.
- 60 Pour tout complément d'information sur l'ITIE, voir son site Web officiel à l'adresse www.eitransparency.org
- 61 La nécessité de développer la capacité au sein de la société civile a été soulignée dans une lettre à la Commission pour l'Afrique de la coalition Publish What You Pay, 10 décembre 2004.
- 62 Par exemple, au Burundi, jusqu'à 90 % du revenu des exportations provenaient du café, du thé et du sucre pendant la période 1990-1999. L'Éthiopie a tiré 80 % de son revenu des exportations de café, de cuir et de peau et de graines de sésame pendant la même période. São Tomé et Príncipe, qui allait devenir un grand producteur de pétrole au cours des années suivantes, comptait sur le cacao, la pêche et le café pour 81 % de ses exportations totales pendant la décennie précédente. CNUCED, 2003.
- 63 CNUCED, 2003.
- 64 Barrett, 2004.

- 65 En octobre 2001, les ministres de 31 pays d'Afrique, réunis à Yaoundé, ont signé la déclaration relative au respect de la loi sylvicole, à la gouvernance et au commerce en Afrique (AFLEG). Conçue pour relever du NEPAD, elle vise à stimuler l'engagement international, à des niveaux politiques élevés, envers le renforcement de la capacité du continent de faire appliquer le droit sylvicole dans toute l'Afrique, notamment en ce qui concerne l'exploitation illégale et le commerce du bois et des ressources de la faune et de la flore de source illégale. Déclaration ministérielle AFLEG, 2003. <http://www.illegal.logging.info>
- 66 L'expérience du développement d'une politique d'approvisionnement en bois au Royaume-Uni indique que le fait de n'acheter que du bois de source légale pourrait dans un premier temps élever les coûts d'approvisionnement d'entre 0 et 5 %, selon le produit, mais que cette augmentation devrait être temporaire et s'atténuer à mesure que le pourcentage de bois d'origine légale sur le marché mondial augmentera.
- 67 Déclaration ministérielle AFLEG, 2003.
- 68 Voir l'analyse au chapitre 7.
- 69 Voir, par exemple, la résolution A/59/L.23 de l'Assemblée générale de l'ONU de 2004, disponible à l'adresse <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/LTD/N04/594/63/PDF/N0459463.pdf?OpenElement>
- 70 Les contrats de royalties pour les bateaux de pêche en Afrique sont estimés valoir 0,6 milliard d'euros. DEFRA, 2004.
- 71 Par exemple, les pays côtiers d'Afrique pourraient envisager d'utiliser leur droit, prévu par la législation internationale, d'autoriser et de contrôler la pêche dans leurs eaux en vue de récupérer le coût intégral de l'administration et de l'application de la réglementation pour la pêche soutenable, et générer des revenus pour le développement et d'autres objectifs. Il s'agit de l'exercice du « droit souverain des États souverains » dans leur zone économique exclusive, prévu aux articles 61 et 62 de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, 1982.
- 72 À ce jour, 28 institutions, y compris la Banque d'investissement européenne et l'agence de crédit aux exportations danoise, ont adopté les Principes de l'Équateur. Pour tout complément d'informations, voir <http://www.equator-principles.com>. The. Les principes ont été bien accueillis, mais plusieurs banques signataires ont été critiquées parce qu'elles ont continué à financer des projets controversés sur le plan environnemental et social. Pour tout complément d'information, voir www.banktrack.org.
- 73 En 2004, la Banque a annoncé que, en réponse aux résultats du Bilan des industries extractives, elle commencerait à exiger la divulgation des revenus pour les nouveaux grands projets des industries extractives immédiatement et que cette exigence prendrait effet rétrospectivement dans les deux années suivantes. Elle a également appuyé l'ITIE et s'est engagée à utiliser des indicateurs de gouvernance explicites sur la qualité de la gestion fiscale, la transparence et les politiques de lutte contre la corruption, par exemple, pour déterminer si elle doit s'engager dans des projets touchant aux industries extractives. Banque mondiale, 2004a.
- 74 Le public a été invité à faire part de ses observations sur un projet de version du Guide de la transparence des revenus des ressources publié par le FMI. Voir <http://imf.org/external/n/p/sec/pr/2004/pr04274.htm>
- 75 Transparency International, 2002.
- 76 Transparency International, 2004.
- 77 Pour une analyse plus poussée et pour tout complément d'information sur les autres principes directeurs, voir la section 7.3.3 au chapitre 7.
- 78 Publish What You Pay, accessible à l'adresse <http://www.publishwhatyoupay.org/english/objectives/ecas.shtml>
- 79 Il y a des exceptions : par exemple l'agence de crédit aux exportations danoise EKF a souscrit aux principes de l'Équateur. Cf. note 72.
- 80 Voir www.thecornerhouse.org.uk. Pour connaître d'autres points de vue des ONG sur les ACE, voir également www.eca-watch.org, www.environmentaldefense.org
- 81 Adoptée par le Conseil de l'OCDE en décembre 2003, la recommandation définit des approches communes pour identifier et évaluer l'impact sur l'environnement des projets qu'elle soutient, y compris l'impact de la réinstallation involontaire, des peuples indigènes et des biens culturels. Pour tout complément d'information, voir <http://www.oecd.org/dataoecd/26/33/21684464.pdf>
- 82 Adoptée en novembre 2000 par les membres du groupe de travail de l'OCDE sur les crédits aux exportations et les garanties de crédit, OCDE 2000.
- 83 Pour une définition, voir le glossaire.
- 84 Pour tout complément d'information sur les activités du groupe de travail, voir http://www.oecd.org/departement/0,2688,en_2649_34181_1_1_1_1_1,00.html
- 85 Commission des communautés européennes, dialogue sur l'Afrique de l'Union européenne, 2003: 7. À titre indicatif, le montant qui pourrait être rapatrié si les centres financiers mettaient en œuvre toutes les actions indiquées ci-dessous, le gouvernement suisse, qui a pris les dispositions nécessaires, a récemment procédé au rapatriement d'environ 700 millions d'USD de fonds d'Abacha au gouvernement nigérian.
- 86 Plan d'action pour l'Afrique du G8, juin 2002, section 2.6 : « Nous nous engageons à... intensifier la coopération internationale afin de recouvrer des actifs financiers acquis de manière illégale. »
- 87 En octobre 2001, le groupe de travail d'action financière a élaboré huit recommandations spéciales sur la lutte contre le financement du terrorisme afin de compléter les 40 recommandations actuelles énonçant les normes mondiales de lutte contre le blanchiment de fonds. Un plan d'action a également été arrêté en vue d'assurer le respect mondial de ces recommandations.
- 88 Goredema, Institute of Security Studies, République d'Afrique du Sud 2003.
- 89 Des institutions telles que la Banque mondiale et l'ONU offrent une assistance de ce type. Mais, à ce jour, leurs efforts ont surtout porté sur des pays tels que le Kenya et le Nigeria qui sont des plates-formes financières régionales, deux grands producteurs de pétrole ou de diamants ou des pays où le terrorisme est perçu comme une menace. Les autres pays d'Afrique sont donc délaissés.
- 90 Certains pays ont déjà pris les mesures appropriées. En Suisse, par exemple, il est maintenant possible de geler un compte lorsqu'il existe de bonnes raisons de le faire. Les doutes peuvent reposer sur des informations communiquées par téléphone.
- 91 Voir le glossaire.

- 92 En Suisse, par exemple, le nombre d'appels autorisés a été réduit à un, et il intervient à la fin du processus.
- 93 Voir, entre autres, le rapport sur la corruption mondiale de Transparency International, 2004: 89-91.
- 94 En Zambie, par exemple, la Cour suprême a appuyé un vote parlementaire en faveur de la levée de l'immunité de l'ancien président Chiluba en février 2003.
- 95 Un contrat déterminant les termes du retour des fonds peut être passé entre les États qui les retournent et ceux qui les reçoivent. Un fonds de dépôt, tel que celui créé au Pérou, peut être institué dans le seul but de recevoir les actifs volés retournés.
- 96 Convention des Nations unies contre la corruption, disponible à l'adresse http://www.unodc.org/pdf/crime/convention_corruption/signing/Convention-e.pdf
- 97 Voir également les recommandations de la consultation régionale organisée à Nairobi.
- 98 Y compris PARIS21, réseau international de statisticiens, décideurs politiques et agences de développement qui vise à améliorer la prise de décision basée sur les données disponibles. Ses activités sont axées sur l'amélioration de l'image des statistiques, la promotion de l'apprentissage par l'expérience entre les pays et le développement et la mise en œuvre des meilleures pratiques ; le fonds de dépôt de la Banque mondiale pour le développement de la capacité statistique, qui apporte un capital de lancement pour aider les pays à élaborer et mettre en œuvre des plans stratégiques pour les plans statistiques ; STATCAP, qui fournit des fonds pour des programmes statistiques une fois que les pays ont développé des plans stratégiques statistiques ; et le système de diffusion généralisée des données du FMI, qui fournit un cadre d'évaluation.
- 99 Le plan d'action de Marrakech pour les statistiques (PAMS).
- 100 Besoins nationaux : intégrer la planification stratégique des systèmes statistiques et préparer des stratégies de développement statistique nationales pour tous les pays à bas revenus d'ici à 2006 ; commencer à préparer le recensement de 2006 ; accroître le financement du développement de la capacité statistique. Responsabilités internationales : constituer un réseau international d'enquêtes auprès des ménages ; entreprendre les améliorations urgentes qui s'imposent pour la surveillance des OMD d'ici à 2005 ; augmenter la responsabilité du système statistique international.

Chapitre 4 : Références

- Auty, R (2001) *Resource Abundance and economic development*, Oxford: Oxford University Press.
- Banque mondiale (2000) *Scientific and Technical Manpower Development in India*. Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2001) *Engendering Development*, Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2002) *The Right to Tell, The Role of Mass Media in Economic Development*, The World Bank, Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2004a) *Striking a Better Balance: the World Bank and Extractive Industries: The Final Report of the Extractive Industries Review – World Bank Group Management Response*, accessible à l'adresse <http://www.worldbank.org/ogmc/files/finaeirmanagementresponseexecsum.pdf>
- Banque mondiale (2004b), *The Global Monitoring Report*, Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2004c), *World Development Report 2004: Making Services Work for Poor People*, Washington DC: Banque mondiale.
- Bennell P (2004) *Teacher Motivation and Incentives in sub-Saharan Africa and Asia, Knowledge and Skills for Development*, Brighton.
- Boesen, N (2004) *Enhancing Public Sector Capacity – What Works, What Doesn't, and Why: A Literature Review for the OED Evaluation of World Bank Support for Capacity Building in Africa*. Article, Washington DC: Banque mondiale.
- Boesen, N et Therkildsen, Ole (2004) *Between Naivety and Cynicism: A Pragmatic Approach to Donor Support for Public Sector Capacity Development*, ministère des Affaires étrangères, Danemark.
- Chen, L et al. (2004) "Human resources for Health: overcoming the crisis", *Lancet*, Vol. 364.
- CEA/OCDE-CAD (2005) *Improving the Quality of Aid: Issues and Challenges Ahead*, dans ECA/OECD-DAC Mutual Review of Development Effectiveness (Draft).
- Commission économique pour l'Afrique (2004) *Striving for Good Governance in Africa*, synopsis du rapport 2005 sur la gouvernance en Afrique préparé pour le quatrième forum sur le développement en Afrique, Commission économique pour l'Afrique.
- Commission des communautés européennes, *Communication de la Commission au Conseil, The EU Africa dialogue*, COM (2003) 316 déf., accessible à l'adresse http://europa.eu.int/lex/en/com/cnc/2003/com2003_0316en01.pdf
- Convention des Nations unies (1982) sur le droit de la mer du 10 décembre 2000, accessible à l'adresse <http://www.un.org/Depts/los/index.htm?sfgdata=4>
- Déclaration ministérielle AFLEG (2003), accessible à l'adresse <http://www.illegal-logging.info>.
- Gary, I et TL Karl (2003) *Bottom of the Barrel: Africa's Oil Boom and the Poor*, Catholic Relief Services, accessible à l'adresse http://www.catholicrelief.org/get_involved/advocacy/policy_and_strategic_issues/oil_report_full.pdf
- Goredema, C (ed.) (2003) *Profiling Money Laundering in Eastern and Southern Africa*, série de monographies, n° 90, Pretoria.
- Institut statistique de l'UNESCO (2001) *The state of science and technology in the world, 1996-1997*, Quebec: Institut statistique de l'UNESCO.
- Institut statistique de l'UNESCO (2004) *UIS S&T Statistics Bulletin, Issue No.1 April 2004*, Quebec: Institut statistique de l'UNESCO en collaboration avec l'Institut National de la Recherche Scientifique (INRS).
- International Development Select Committee (2004) *The Commission for Africa and Policy Coherence: First do no harm*, Londres: The Stationery Office Ltd.
- Joint Learning Initiative (2004) *Human Resources for Health: Overcoming the Crisis*, Harvard University.
- Kaufmann, D (2003) *Governance Redux: The Empirical Challenge*, chapitre de World Economic Forum Global Competitiveness Report 2003-04, Oxford University Press.
- Khalil-Timamy, M H (2003) *State of Science and Technology Capacity in Sub-Saharan Africa* African Technology Policy Studies Network (ATPS) Série d'articles spécialisés, n° 12.
- Levy, B et S Kpundeh (eds) (2004) *Building State Capacity in Africa: New Approaches and Emerging Lessons*, Institut de la Banque mondiale, Washington DC: Banque mondiale.
- Lewin K M et J S Stewart (2003) *Researching teacher education: new perspectives on practice, performance and policy*, Multi-site teacher education research project (MUSTER), document sur l'éducation du DFID n° 49a.
- Myers, M (2004) *The Impact of ICT on Africa*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.
- Ndulu, B (2004) *Human Capital Flight: Stratification, Globalization and the Challenges to Tertiary Education in Africa*, Washington DC: Banque mondiale.

OCDE (2000) "OECD Export Credit Community Agrees Co-ordinated Action to Deter Bribery in Government-Supported Export Credit Transactions", communiqué de presse de l'OCDE, accessible à l'adresse <http://www1.oecd.org/media/release/nw00-127a.htm>

Open Society Justice Initiative (2004) Justice Initiatives, *Legal Aid Reform and Access to Justice*, accessible à l'adresse www.soros.org/resources/articles_publications/publications/justice_20040225

Organisation internationale pour les migrations (2003) *Background Paper*, Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit sur la coopération en matière de transport de transit, Almaty, 28-29 août 2003.

Propositions soumises à la consultation régionale de la Commission pour l'Afrique avec la société civile, Nairobi, 6-8 décembre 2004.

Propositions soumises à la consultation régionale de la Commission pour l'Afrique avec la société civile, Alexandrie, 14-16 décembre 2004.

Ross, M (2001) *Extractive Sectors and the Poor*, Oxfam America, accessible à l'adresse www.oxfamamerica.org/eirexport/index.html

Sachs, J et A. Warner (1995) "Natural resource abundance and economic growth", série de documents de travail du National Bureau of Economic Research n° 5398:1-47, Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.

Sawyer, A (2004) *Challenges facing African Universities, Selected Issues*, Association des universités africaines, accessible à l'adresse <http://www.aau.org/english/documents/asa-challenges.pdf>

Soumission à la commission pour l'Afrique reçue d'*Africa All Party Parliamentary Group*, novembre 2004.

Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de *Global Witness*, juillet 2004.

Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de *Helen Jackson MP, in co-operation with supporting MPs and NGOs*, novembre 2004.

Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de *Local Government International Bureau*, novembre 2004.

Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de *Moeletsi Mbeki et Amadou Mahtar Ba*, janvier 2005.

Soumission à la commission pour l'Afrique reçue d'*OSI-AfriMAP*, décembre 2004.

Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de *Parliamentary Labour Party International Development Committee*, 2004.

Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de *Publish What You Pay coalition*, novembre et décembre 2004.

Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de *Royal African Society*, novembre 2004. Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de *Sally-Ann Wilson*, janvier 2005.

Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de *Save the Children*, septembre 2004.

Soumission à la commission pour l'Afrique reçue d'*UN-Habitat: Africa on the Move, an Urban Crisis in the Making*, 2004.

Transparency International (2002) *Transparency International releases new Bribe Payers Index (BPI) 2002*, communiqué de presse accessible à l'adresse http://www.transparency.org/pressreleases_archive/2002/2002.05.14_bpi.en.html

Transparency International (2004) *Corruption is rampant in 60 countries, and the public sector is plagued by bribery*, communiqué de presse accessible à l'adresse http://www.transparency.org/pressreleases_archive/2004/2004.10.20.cpi.en.html

- 1 « Tout le monde a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité ». Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée et proclamée par la résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale des Nations unies du 10 décembre 1948.
- 2 En plus des nombreux événements organisés et des soumissions reçues par la Commission ou en son nom sur le thème de la paix et de la sécurité, la députée Nancy Baker s'est rendue sur place en République démocratique du Congo et en Ouganda afin de réfléchir aux problèmes particuliers des conflits. Le Centre africain d'études sur la paix et les conflits de l'université de Bradford a également organisé un séminaire d'experts sur le thème de la paix et de la sécurité à Londres. Les débats qui ont eu lieu à ce séminaire ont contribué à l'élaboration de nombre des propositions contenues dans ce chapitre.
- 3 Le Groupe de haut niveau des Nations unies a été créé par le secrétaire général de l'ONU en septembre 2003 afin de réfléchir à la manière de rendre l'ONU mieux adaptée aux problèmes de sécurité mondiaux et aux problèmes humains du XXI^e siècle. Il a présenté son rapport en décembre 2004. Ses conclusions seront reprises en 2005 et apporteront une contribution essentielle au sommet de bilan du Millénaire de l'ONU en septembre 2005.
- 4 Commission Carnegie sur la prévention des conflits mortels, 1997.
- 5 Chiffres du Conseil norvégien des réfugiés, 2004, sur les déplacements en Afrique et en Asie, et statistiques de la Banque mondiale relatives à la population.
- 6 International Rescue Committee, juillet 2004.
- 7 *Ibid.*
- 8 Institute for Peace and Conflict Resolution (IPCR) (gouvernement fédéral du Nigeria), 2003.
- 9 Pour une description percutante de l'impact des conflits violents sur la pauvreté et les droits de l'homme à South Kivu, en RDC, voir Bernard Kitambala dans Tegera, 2003.
- 10 Collier, 2004.
- 11 Par exemple, voir Stewart, 2001.
- 12 Voir Chalmers et Willets, 2003: 9 et Collier, 2003.
- 13 Pour une vue d'ensemble des questions de VIH/SIDA touchant à la paix et à la sécurité, voir Noack, 2004.
- 14 La population de Kinshasa est passée d'environ 50 000 en 1940 à près de 10 millions aujourd'hui.
- 15 Collier, 2004: 2.
- 16 Groupe de haut niveau des Nations unies, 2004b: 3.
- 17 Englobe plusieurs opérations pour lesquelles un budget de 3-4 mois seulement a été approuvé plutôt qu'un budget d'une année entière. Service des informations publiques des Nations unies, 2004.
- 18 Development Initiatives, 2003.
- 19 Voir Chalmers et Willett, 2003.
- 20 *Ibid.*
- 21 Schnabel, 2002.
- 22 Groupe de haut niveau des Nations unies, 2004a. Ce chiffre porte sur les conflits dans le monde entier et pas seulement sur l'Afrique.
- 23 Chalmers et Willets, 2003.
- 24 Conseil de sécurité de l'ONU, 2000b.
- 25 Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, 1998.
- 26 Collier et al., 2003: 58.
- 27 Voir Richards, 2005 : « Au centre du conflit du Liberia se trouve une classe de jeunes marginaux qui n'ont actuellement aucune foi dans les institutions. Ils considèrent que la famille, le mariage, l'éducation, les marchés et l'administration de la justice les ont laissés tomber. Beaucoup ont préféré tenter leur chance dans des groupes militaires variés. Pour réussir, la consolidation de la paix et la reconstruction par l'autonomisation des communautés dépendra dans une grande mesure du démantèlement de ces distinctions entre les citoyens et les sujets ancrées dans les institutions. Un processus de

- 36 Bureau of Intelligence and Research du département d'État américain, 1999. « Dans certains pays, il est plus facile et moins cher d'acheter une AK-47 que d'aller au cinéma ou de s'offrir un repas décent. »
- 37 Cross, Flew et McLean, 2004: 6.
- 38 Graduate Institute of International Studies, 2003. L'Afrique du Sud, par exemple, a un taux annuel de 30 homicides par arme à feu pour 100 000 (Graduate Institute of International Studies, 2004: 192-193).
- 39 Voir, par exemple, Secrétaire général de l'ONU, 1998; Collier, 2003.
- 40 Visite sur place de la Commission pour l'Afrique en Ouganda et en République démocratique du Congo.
- 41 Voir, par exemple, Nathan, 2004, et Joseph, 1999.
- 42 Voir Gurr et. al., 2003.
- 43 Dans le cas de la Banque mondiale, cette recommandation pourrait être mise en œuvre par la révision de ses politiques opérationnelles. La politique opérationnelle actuelle de la Banque mondiale en matière de conflits (numéro 2.30) traite de la réaction à la présence d'un conflit violent et de la reconstruction post-conflit et non pas de l'intégration de la prévention des conflits dans les politiques de la Banque. Les États membres de l'UE devraient soutenir la revigoration et l'amélioration de la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne relative à la prévention des conflits (Conseil de l'Union européenne, 2001), notamment en ce qui concerne l'amélioration de l'impact de l'aide au développement sur la réduction des conflits violents.
- 44 Voir Piron et McKay, 2004, et Uvin, 1998.
- 45 Voir, par exemple, IPCR, 2003.
- 46 Les critères de l'aide officielle au développement (AOD) ont été revus en conséquence. En 2004, les critères d'éligibilité pour l'AOD ont été modifiés de manière à tenir compte des dépenses consacrées aux programmes de surveillance civile des dépenses de sécurité, de l'amélioration de la surveillance du système de sécurité exercée par la société civile et de l'aide aux enfants soldats. D'autres changements proposés permettraient de soutenir la réforme du secteur de la sécurité, l'amélioration de la capacité civile dans la consolidation de la paix et les programmes sur les petites armes et les armes légères.
- 47 Voir Banque mondiale, 2003.
- 48 Ces réformes comprennent : la création d'un comité sur les aspects économiques et sociaux des menaces à la sécurité sous les auspices du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) et l'intégration des institutions financières internationales (IFI) et de l'ECOSOC au sein de la Commission de consolidation de la paix. Groupe de haut niveau des Nations unies, 2004b.
- 49 La convention-cadre proposée (élaborée par des avocats internationaux et principalement soutenue par des ONG internationales) sur les transferts internationaux d'armes est axée sur les engagements des États à propos du transfert international d'armes (toutes les armes, pas seulement les petites armes et les armes légères). Elle réunit les obligations actuelles des États membres résultant du droit international. Son point de départ est que des questions importantes liées telles que le courtage, la production sous autorisation et la surveillance de l'utilisation finale seront prises en compte dans les protocoles suivants. Les principes posés dans le TCA constituent le minimum à appliquer et n'interdisent pas l'application de règles nationales, régionales ou internationales plus rigoureuses. Voir le projet de convention-cadre sur le transfert international des armes, 2004. Sinon, le TCA pourrait être vu comme un régime juridique complet sur le commerce des armes, tenant également compte des questions liées au commerce plus général des armes.
- 50 Voir le glossaire.
- 51 Cross, Flew et McLean, 2004: 10.
- 52 Par exemple, en Afrique australe, le protocole de la SADC et, en Afrique orientale, le protocole de Nairobi.
- 53 Le gouvernement finlandais a joué un rôle majeur dans l'évolution de ce processus. Parmi les autres pays l'ayant soutenu, citons : la Tanzanie, le Kenya, le Royaume-Uni, etc.
- 54 Groupe parlementaire All Party sur la région des Grands Lacs, 2004.
- 55 Le programme de certification du processus Kimberley couvre désormais environ 98 % du commerce mondial des diamants. Gouvernement canadien, 2003.
- 56 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Global Witness, juillet 2004.
- 57 Voir www.kimberleyprocess.com
- 58 Un exemple de définition possible a été proposé par une ONG internationale : « les ressources sources de conflits sont des ressources naturelles dont l'utilisation ou le commerce provoque, entretient ou alimente des conflits armés qui menacent la sécurité nationale, régionale ou internationale. » Soumission de Global Witness à la Commission pour l'Afrique, septembre 2004.
- 59 Par exemple, un comité d'experts de l'ONU créé pour enquêter sur le rôle allégué d'entreprises locales et multinationales dans le conflit de la République démocratique du Congo a découvert que 85 sociétés étaient coupables de violations des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Cependant, au cours des deux années qui ont suivi la publication du rapport du comité, des mesures n'avaient été prises qu'à l'encontre d'un petit nombre d'entre elles. Voir RAID, 2004. Pour le rapport définitif du comité d'experts, voir Conseil de sécurité de l'ONU, 2001. Voir aussi APPG, février 2005 pour une évaluation de la suite donnée au rapport du comité d'experts.
- 60 Les suggestions du Groupe de haut niveau des Nations unies s'appuient sur les recommandations proposées à des réunions essentielles qui se sont tenues dans le cadre des processus d'Interlaken, de Bonn/Berlin et de Stockholm. Pour tout complément d'information, voir le gouvernement suédois, 2003.
- 61 Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de Global Witness, juillet 2004.
- 62 Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de Global Witness, décembre 2004.
- 63 Voir, par exemple, IPCR, 2003: 23. Au cours de la visite sur place de la Commission en République démocratique du Congo, nous avons entendu parler de sociétés qui louent des Interhamwe (milices armées responsables du génocide rwandais) pour faire valoir des prétentions à des droits d'exploitation des ressources.
- 64 IPCR, 2003.
- 65 Pour tout complément d'information sur ses activités dans la République démocratique du Congo, voir le Conseil de sécurité de l'ONU, 2001.

- 66 Le versement de pots-de-vin à un fonctionnaire, par exemple, est illégal dans de nombreux pays, alors que des actes tels que le déplacement forcé de populations pourrait constituer des crimes contre l'humanité ou, dans certains cas, des crimes de guerre. Lunde et. al., 2004.
- 67 Pour une analyse à ce sujet et sur d'autres principes directeurs, voir le chapitre 7.
- 68 Taylor, 2003; Lunde et. al., 2004.
- 69 G8, 2002.
- 70 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Rights and Accountability in Development (RAID), juillet 2004.
- 71 Pour une analyse détaillée des problèmes relatifs à l'interprétation des principes directeurs de l'OCDE, voir OECD Watch, 2004
- 72 Pour un résumé de la contribution de l'Union européenne, de l'OTAN et de l'OSCE à la prévention du conflit en Macédoine, voir : Ambassade allemande Washington DC: accessible à l'adresse www.germany-info.org/relaunch/info/archives/background/kosovo.html
- 73 La politique africaine commune relative à la défense et à la sécurité et adoptée à Syrte en février 2004 résume les différents éléments permanents de l'architecture de paix et de sécurité en Afrique.
- 74 Voir, par exemple, la référence aux violations des droits de l'homme par les troupes de l'ECOMOG en Sierra Leone dans Amnesty International, 2000, et les obstacles et les contraintes aux interventions régionales dans Schümer, 2004 et IPA, 2001 et 2002.
- 75 La Commission pour l'Afrique a commandé un sondage d'opinion dans plusieurs pays africains qui a clairement montré le soutien dont bénéficie l'ONU dans ses efforts de rétablissement de la paix et de maintien de la sécurité sur le continent. GlobeScan, 2005.
- 76 Pour un résumé de ces questions, voir Schümer, 2004.
- 77 Les systèmes d'alerte rapide ont fait l'objet d'une attention croissante ces dernières années. Sur le terrain, certains ont tenté de développer des « systèmes d'alerte rapide » pratiques, y compris en Afrique orientale, sous les auspices de l'AIGD et, en Afrique occidentale, sous la CEDEAO. Plusieurs intellectuels réfléchissent aux types d'indicateurs que ces systèmes feraient mieux d'employer. (Pour une vue d'ensemble des systèmes d'alerte rapide, voir Bloomfield, 2004). Les données disponibles permettent de penser que la rapidité est essentielle. Plus les informations sont nombreuses et circulent rapidement, plus le risque de conflit a de chances d'être détecté tôt (soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Laurie Nathan, 2004: 6).
- 78 Plate-forme européenne pour la prévention des conflits et la transformation, 1999.
- 79 Groupe de haut niveau des Nations unies, 2004a: 2.
- 80 Groupe de haut niveau des Nations unies, 2004a.
- 81 *Ibid.*
- 82 Nathan, 2004. Voir également les recommandations du Groupe de haut niveau des Nations unies. Plusieurs soumissions, dont, par exemple, celle de l'Institute for Security Studies (ISS) en Afrique du Sud, on fait référence à la création d'un Centre pour la paix en Afrique à Durban, projet approuvé par le NEPAD visant à offrir une formation aux responsables de l'UA, des CER et des États membres ainsi que des services de gestion directe des conflits et un soutien à la création de systèmes et de structures de mise en œuvre des stratégies de gestion des conflits.
- 83 Comme recommandé par le « rapport Brahimi » (Nations unies, 2000a).
- 84 Groupe de haut niveau des Nations unies, 2004b.
- 85 L'armée européenne est censée être un mécanisme de stabilisation ou de prévention à déploiement rapide qui serait utilisé dans les zones présentant un risque d'instabilité ou des signes d'effondrement imminent de l'État. Elle pourrait intervenir dans un large éventail de situations, théoriquement à la demande de l'Afrique, y compris dans le cadre de déploiements rapides de courte durée en vue de stabiliser des points chauds (Congo oriental, par ex.), améliorer la capacité de maintien de la paix en travaillant parallèlement aux forces de l'UA dans le cadre de missions dirigées par l'ONU/l'UA, garantir un niveau de sécurité locale élevé pendant les périodes préélectorales, mettre à disposition des forces de réserve transhorizon, etc. Elle est jugée avoir un effet multiplicateur important et un impact opérationnel sur le terrain marqué, ce qui signifie qu'elle peut envoyer un message clair aux perturbateurs potentiels du processus de paix.
- 86 Benn, 2004 et 2005.
- 87 Le Comité des sages est un mécanisme proposé au titre du protocole instituant le Conseil de la sécurité et de la paix de l'UA, qui se composerait d'un petit nombre de personnalités africaines chargées de donner des conseils indépendants et de guider sur les questions de paix et de sécurité en Afrique.
- 88 Certains ont également indiqué que la création d'une unité de médiation spécialisée afin de soutenir le Conseil de la paix et de la sécurité et le Comité des sages pourrait également contribuer à renforcer la capacité de médiation de l'UA. Voir la soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Laurie Nathan, 2004.
- 89 Les contributions évaluées sont des contributions obligatoires au budget de l'ONU devant être versées par chaque État membre. Elles sont calculées en fonction de leur PNB. Ces fonds servent au financement des opérations de maintien de la paix de l'ONU, mais ne sont actuellement pas mis à la disposition d'autres organisations.
- 90 Soumission à la commission pour l'Afrique reçue de l'ISS, décembre 2004.
- 91 Francis (ed.), 2005: 22.
- 92 Groupe de haut niveau des Nations unies, 2004b: 53-58.
- 93 Commission internationale sur l'intervention et la souveraineté des États, 2001.
- 94 Groupe de haut niveau des Nations unies, 2004b: 58-9.
- 95 Collier, 2004: 2.
- 96 Pour une analyse des difficultés et de l'expérience de la reconstruction et de la consolidation de la paix post-conflit voir, par exemple, l'article rédigé pour la deuxième réunion de la Commission pour l'Afrique par l'ISS (Cilliers, 2004a). Voir également Collier et Hoeffler, 2002, et Addison, 2003. La Commission pour l'Afrique a pu observer nombre de ces questions directement lors de sa visite sur place en République démocratique du Congo et en Ouganda.
- 97 Sans démantèlement de l'économie de guerre, les perturbateurs tels que les seigneurs de la guerre et les entrepreneurs qui ont bénéficié de l'économie de guerre continuent à représenter une menace pour le processus de paix et de reconstruction.

Chapitre 5 : Références

- Addison, T (ed.) (2003) *From Conflict to Recovery in Africa*. Oxford: Oxford University Press.
- Alexander, J (2003) *A Scoping Study of Transitional Justice and Poverty Reduction*, article rédigé pour le ministère britannique du Développement international, Londres: DFID.
- Alexander, L et D Smith (2004) *Evidence and Analysis: Tackling the Structural Causes of Conflict in Africa & Strengthening Preventive Responses*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.
- Association pour le développement international (2004) *Debt Sustainability and Financing Terms in IDA14: Further Considerations on Issues and Options*. Washington: Association pour le développement international.
- Austen, A et M Fischer et O Wils (eds) (2003) *Peace and Conflict Impact Assessment: Critical Views on Theory and Practice*. Berlin: Berghof Research Centre for Constructive Conflict Management.
- Banque mondiale (18 novembre 2003) *Project Appraisal Document on A Proposed Credit to the Federal Republic of Nigeria for the Second National Fadama Development Project*. Washington DC: Banque mondiale.
- Bannon, I et P Collier (2003) *Natural Resources and Violent Conflict: Options and Actions*. Washington D.C.: Banque mondiale.
- Benn, H, secrétaire d'État britannique au Développement international (2004) *Reform of the International Humanitarian System*, discours prononcé à l'Overseas Development Institute, Londres, le 15 décembre 2004.
- Benn, H (2005) *Keeping our promises: 2005 and beyond*, discours prononcé au siège de l'ONU, New York, le 16 février 2005.
- Bloomfield, D et al. (eds) (2004) *Berghof Handbook for Conflict Transformation*. Berlin: Berghof Research Centre for Constructive Conflict Management.
- Brown, M E et R N Rosecrance (1999) *Costs of Conflict: Prevention and Cure in the Global Arena*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers Inc.
- Brück, T (2001) "Mozambique: The Economic Effects of the War" dans Stewart, F et V Fitzgerald (eds) (2001) *War and Underdevelopment 2*, Oxford: Oxford University Press.
- Bureau of Intelligence and Research du département d'État américain (juillet 1999) Rapport du Bureau of Intelligence and Research du département d'État américain.
- Chalmers, M et S Willett (Dec. 2003) *Spending to Save? An Analysis of the Cost Effectiveness of Conflict Prevention Versus Intervention after the Onset of Violent Conflict: Phase 1 Final Report*. Bradford: Centre for International Co-operation and Security, Department of Peace Studies, University of Bradford.
- Cilliers, J (2004a) *Evidence and Analysis: Peacekeeping and Post-Conflict Reconstruction in Africa: Breaking the Conflict Trap Through Development*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.
- Cilliers, J (2004b) *Human Security in Africa: a Conceptual Framework for Review*, monographie pour l'African Human Security Initiative.
- Collier, P (2004) *Security and Development: Issues for the UN*, article préparé pour le Groupe de haut niveau des Nations unies sur les menaces, les défis et le changement.
- Collier, P et A Hoeffler (2002) *Aid Policy & Growth in Post-Conflict Societies*, article d'étude politique de la Banque mondiale 2902 (octobre 2002).
- Collier, P et al. (2003) *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, rapport de la Banque mondiale, Oxford: Oxford University Press.
- Commission Carnegie sur la prévention des conflits mortels (1997) *Preventing Deadly Conflict: Final Report*. New York: Carnegie Corporation of New York.
- Commission internationale sur l'intervention et la souveraineté des États (décembre 2001) *The Responsibility to Protect: Report of the International Commission on Intervention and State Sovereignty*. Ottawa: International Development Research Centre.
- Conseil de l'Union européenne (2001) *Programme de l'UE pour la prévention des conflits violents*. Gothenburg: Conseil de l'Europe.
- Conseil de sécurité de l'ONU (2001) *Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and other Forms of Wealth of the Democratic Republic of Congo, S/2001/357*. New York: ONU.
- Conseil norvégien des réfugiés (2004) *Nigeria Information Page*.
- Conseil norvégien des réfugiés, *Norwegian Refugee Council Global IDP Project: International Displacement: A global review of trends and developments in 2003*, accessible à l'adresse <http://www.d b. idproject.org/Sites/id pSurvey. nsf/wCou ntries/N igeria>.
- « Conventions de Genève IV », article 23, Protocole I article 54, Protocole II articles 14 et 18, Protocole I, article 69, d'après Bouchet-Saulnier, F (2002) *The Practical Guide to Humanitarian Law*. Lanham, Boulder, New York, Oxford: Rowman et Littlefield.

- Commission pour l'Afrique (2004) *Report of fieldtrip to Uganda and the Democratic Republic of Congo*, 24 août - 3 septembre 2004, par la sénatrice Nancy Kassebaum Baker.
- Cross, P C Flew et A McLean (2004) *Evidence and Analysis: Tackling the Availability and Misuse of Small Arms in Africa*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.
- Département des Nations unies sur les affaires humanitaires (20 décembre 1996) *Disarmament and Demobilisation Progress in Liberia*. New York/Genève: ONU Affaires humanitaires.
- Département des Nations unies sur l'information publique (décembre 2004) *United Nations Peacekeeping: Background Note. 1 Août 2004*, DPI/1634/Rev.42 (décembre 2004), accessible à l'adresse <http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/bnote.htm>
- Development Initiatives (2003) *Global Humanitarian Assistance 2003*.
- DFID (octobre 2001) *The Cause Of Conflict In Sub-Saharan Africa: Framework Document*. Londres: DFID.
- Dorn, A W (2002) *Early Warning: An Introduction*. Kingston, Ontario: Royal Military College of Canada. *Projet de convention-cadre sur les transferts d'armes internationaux*, 2004.
- Francis, D J (ed.) (2005) *The African Century: What can the rest of the international community do to support sustainable peace and security in Africa?* Rapport du séminaire d'une journée organisé par la Commission pour l'Afrique et l'Africa Centre for Peace and Conflict Studies, University of Bradford, Londres, 18 novembre 2004.
- FMI (juin 2003) *IMF Country Report: Democratic Republic of Congo: Selected Issues and Statistical Appendix*, rapport par pays du FMI 03/175 (juin 2003).
- GlobeScan (2005) *Africa in the New Century 2005 Survey*. Toronto: GlobeScan Inc. (non encore publié).
- Gouvernement canadien (2002) *G8 Africa Action Plan*, Kananaskis.
- Gouvernement canadien (2003) *Kimberley Process For Rough Diamonds - Background*, accessible à l'adresse http://mmsd1.mms.nrcan.gc.ca/kimberleyprocess/intro_e.asp
- Gouvernement suédois (2003) *About the Stockholm Process*, accessible à l'adresse http://www.smartsanctions.se/stockholm_process/stockholm_process.htm
- Gouvernement britannique/ministère du Développement international (2001) *The Causes of Conflict in Sub-Saharan Africa: A Framework Document*. Londres: DFID.
- Graduate Institute of International Studies (GIIS) (2003) *Small Arms Survey 2003 - Development Denied*. Graduate Institute of International Studies, Genève: Oxford University Press.
- Graduate Institute of International Studies (GIIS) (2004) *Small Arms Survey 2004 - Rights at Risk*. Graduate Institute of International Studies, Genève: Oxford University Press.
- Groupe de haut niveau des Nations unies sur les menaces, les défis et le changement (2004a) *International Response to Civil Violence: Evaluating the Response to Civil War, State Failure, Large-Scale Human Rights Abuses and Genocide*, document 2, article préparé pour la réunion d'Addis-Abeba.
- Groupe de haut niveau des Nations unies sur les menaces, les défis et le changement (2004b) *A More Secure World: Our Shared Responsibility: Report of the High-level Panel on Threats, Challenges and Change*. New York: ONU.
- Groupe parlementaire All Party sur la région des Grands Lacs (décembre 2004) *Arms Flows in Eastern DR Congo*. Londres: Chambre des communes.
- Groupe parlementaire All Party sur la région des Grands Lacs (février 2005) *The OECD Guidelines and the DRC*. Londres: Chambre des communes.
- Groupe des 8 (2002) *G8 Africa Action Plan*, adopté à Kananaskis 2002.
- Gurr, T R et M G Marshall et D Khosla (2003) *Peace and Conflict in 2001: A Global Survey of Armed Conflicts, Self-Determination Movements, and Democracy*. Center for International Development and Conflict Management, College Park: University of Maryland.
- Hanlon, J (2004) *Is the International Community Helping to Recreate the Pre-Conditions for War in Sierra Leone?*, article présenté à la conférence « générale » de Helsinki 2004, Université de l'ONU.
- Haughton, J (mars 1998) *The Reconstruction of War-Torn Economies*, article de base du CAER II n° 23. Cambridge: Harvard Institute for International Development.
- Hickson, C (2004) *Evidence and Analysis: Overview Paper on Strengthening Conflict Prevention*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.
- Institut pour la paix et la résolution des conflits (IPCR) (mars 2003) *Strategic Conflict Assessment: Consolidated and Zonal Reports*. Abuja: présidence du gouvernement fédéral du Nigeria.
- International Peace Academy (IPA) (2001) *Toward a Pax West Africana: Building Peace in the Troubled Sub-region*. New York: IPA, avec la CEDEAO.
- International Peace Academy (IPA) (2002) *The Infrastructure of Peace in Africa: Assessing the Peacebuilding Capacity of African Institutions*. New York: IPA.

International Rescue Committee et Burnet Institute (2004) *Mortality in the Democratic Republic of Congo: Results from a Nationwide Survey Conducted April - July 2002*. International Rescue Committee.

Joseph, R (ed.) (1999) *State, Conflict and Democracy in Africa*. Londres: Lynne Rienner.

Kumar, K et. al. (1996) "The International Response to Conflict and Genocide: Lessons from the Rwanda Experience. Study 4: Rebuilding Post-War Rwanda", dans *Joint Evaluation of Emergency Assistance to Rwanda*. Uppsala, Suède: The Nordic Africa Institute Uppsala.

Le Roux, H (2004) *Evidence and Analysis: The Role of Natural Resources in Fuelling and Funding Conflict in Africa*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.

Lunde, L et M Taylor, avec A Huser (2003) *Commerce or Crime? Regulating Economies of Conflict*, rapport du FAFO n° 424, Programme pour la coopération internationale et la résolution des conflits. Oslo: Faf Institute for Applied Social Science.

Madlala-Routledge, N C (2004) *Developmental Peacekeeping – What Are the Advantages for Africa?*, discours prononcé au Sommet africain sur la défense, 13 juillet 2004, Gallagher Estate, Midrand, Afrique du Sud.

Nathan, L (2004) "The Four Horsemen of the Apocalypse : the Structural Causes of Crisis and Violence in Africa", article préparé pour le Crisis States Programme, Development Studies Institute, Londres School of Economics and Political Science.

ONU (2000a) *Comprehensive Review of the Whole Question of Peacekeeping Operations in All Their Aspects: Report of the Panel on UN Peace Operations* (le « rapport Brahimi »). New York: Nations unies.

ONU (2000b) *UN Security Council Resolution 1325, S/RES/1325 (2000)*, New York: Nations unies.

ONU (2004a) *UN Appeals for More Funds to Meet Most Urgent Humanitarian Needs in Sudan*, communiqué de presse des Nations unies AFR/1015 IHA/938.

ONU (2004b) *UN Missions Summary of Military and Civilian Police*, accessible à l'adresse http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/contributors/2004/November 2004_4.pdf

New York: ONU.

Noack, P (2004) *Evidence and Analysis: Current Reality of the HIV Epidemic in Africa in its Broader Context*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.

OECD Watch (2004) *The OECD Guidelines for Multinational Enterprises and Supply Chain Responsibility: A Discussion Paper*, accessible à l'adresse http://www.bsl.org.au/pdfs/OECD_Watch_supply_chain_discussion_paper.pdf

Overseas Development Institute (ODI) (2005), *Harmonisation and Alignment in Fragile States*, projet de rapport pour le Forum de haut niveau sur l'efficacité du développement dans les États fragiles, 13-14 janvier 2005, Londres: Overseas Development Institute.

Piron, L et McKay, A (mars 2004) *Aid in Difficult Environments: Rwanda Case Study*, article de l'Overseas Development Institute pour une étude sur les pays peu performants. Londres: Overseas Development Institute.

Plate-forme européenne pour la prévention des conflits et la transformation (1999) "Europe's Trip Wire: the Early Warnings of the OSCE's High Commissioner on National Minorities", dans *People Building Peace: 35 Inspiring Stories from Around the World*, Utrecht: Plate-forme européenne pour la prévention des conflits et la transformation.

RAID (2004) *Unanswered Questions: Companies, Conflict and the Democratic Republic of the Congo*. Oxford: RAID.

Richards, P et. al. (2005), *Community Cohesion in Liberia: A Post-War Rapid Social Assessment*, Banque mondiale/document du PNUD sur le développement social 21: prévention des conflits et reconstruction.

Ross, M (2003) *Natural Resources and Civil War: An Overview*, rapport pour la conférence sur "The Governance of Natural Resources Revenues", Banque mondiale/PFD, Paris, 9-10 décembre 2002.

Ross, M (2004) "What do We Know about Natural Resources and Civil War?", *Journal of Peace Studies* 41(3): 337-356.

Rothchild, D (2003) "Third Party Incentives and the Phases of Conflict Prevention" dans Sriram, C L et K Wermest, From Promise to Practice. *Strengthening UN Capacities for the Prevention of Violent Conflict*. Boulder: Lynne Rienner Publishers Inc.

Rugumamu, S et O Gbla (2003) *Studies in Reconstruction and Capacity Building in Post-Conflict Countries in Africa: Some Lessons of Experience from Mozambique, Rwanda, Sierra Leone and Uganda*. Harare: African Capacity Building Foundation.

Schnabel, A (2002) *Challenges of Operational Conflict Prevention: From Proactive to Reactive Prevention*, présentation pour la séance sur "Systems and procedures for conflict prevention and resolution" au séminaire mondial de l'Université de l'ONU.

Schümer, T (2004) *Evidence and Analysis: African Regional and Subregional Capacity for Addressing Conflict Management*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.

- Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan (1998) *The Causes of Conflict and the Promotion of Durable Peace and Sustainable Development in Africa: Report of the United Nations Secretary-General to the Security Council*.
- Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Global Witness, juillet 2004.
- Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Global Witness, décembre 2004.
- Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Laurie Nathan, *Mediation and the African Union's Panel of the Wise*, 15 juillet 2004.
- Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Rights and Accountability in Development (RAID), *Rights and Accountability in Development*, juillet 2004.
- Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de l'Institute for Security Studies en Afrique du Sud, décembre 2004.
- Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Sybert Liebenberg, *Developmental Peacekeeping – What are the Advantages for Africa?*, 26 novembre 2004.
- Stevens, P (2003) *Resource Impact: Curse or Blessing?* Enquête sur la documentation. IPIECA, Centre for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy, Dundee: University of Dundee.
- Stewart, F et V Fitzgerald (eds) (2001) *War and Underdevelopment 1: the Economic and Social Consequences of Conflict*, Oxford, Royaume-Uni: Oxford University Press.
- Taylor, M (ed.) (2003) "Economies of Conflict: the Next Generation of Policy Responses. Report of the expert consultation on conflict economies and development", *rapport du FAFO n° 436*.
- Tegera A, C Kayser et O Sematumba (eds) (2003) *Democratic Republic of Congo: Peace Tomorrow?* Goma: Pole Institute.
- UNESCO (1999) *Zanzibar Declaration: Women Of Africa For A Culture Of Peace*, Paris: UNESCO.
- UNICEF (2004) *The State of the World's Children 2005: Childhood Under Threat*. New York: UNICEF.
- Union africaine (2002) *Protocol Relating to the Establishment of the Peace and Security Council of the African Union*. Addis-Abeba: Union africaine.
- Uvin, P (1998) *Aiding Violence: The Development Enterprise in Rwanda*. West Hartford: Kumarian Press.
- Van Hoyweghen, S et J McKenna et S Smis (mars 2004) *Spending to Save? An Analysis of the Cost Effectiveness of Conflict Prevention versus Intervention after the Onset of Violent Conflict: Retrospective Case Study on Rwanda 1989-2003*. Department of Peace Studies, University of Bradford.

Chapitre 6 : Notes

- 1 Ogata et Sen, 2003.
- 2 PNUD, 2003.
- 3 2,3 millions de morts et 3,1 millions d'infections. UNAIDS, 2004b.
- 4 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Medicines for Malaria Venture, 2004.
- 5 Comme énoncé dans la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU de 1948, article 26, ainsi que dans la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (1990), entrée en vigueur en novembre 1999.
- 6 Abu-Ghaida et Klassen, 2004.
- 7 Banque mondiale, 2002a.
- 8 Dollar et Gatti. Une étude réalisée par la Banque mondiale en 1999 auprès de 100 pays a montré que lorsque le nombre de femmes ayant suivi une éducation secondaire augmente de 1 %, la croissance annuelle du revenu par habitant augmente de 0,3 % (*ibid*).
- 9 Bien que les retours à l'éducation primaire soient beaucoup plus élevés pour les garçons (20 %) que pour les filles (13 %), les femmes sont plus nombreuses à retourner à l'éducation secondaire (18 %) que les hommes (14 %) (Psacharopoulos et Patrinos, 2002).
- 10 UNESCO, 2000.
- 11 Les pays ont renouvelé leur engagement énoncé dans le deuxième objectif de développement du Millénaire, à savoir permettre à tous les enfants de terminer leur éducation primaire.
- 12 Le troisième objectif du développement du Millénaire relatif à l'égalité des sexes et à l'autonomisation énonce à nouveau cet objectif, en visant à éliminer toute forme d'inégalité dans l'éducation primaire et secondaire d'ici à 2005, et à tous les niveaux de l'éducation d'ici à 2015.
- 13 UNESCO, 2000.
- 14 www1.worldbank.org/education/efafti
- 15 Avec l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée, le Malawi, le Mali, le Mozambique et le Togo, ces pays ont enregistré une augmentation des taux d'achèvement des études primaires de plus de 3,5 %, soit beaucoup plus que le taux annuel moyen de 1,5 % d'amélioration pour l'ensemble des pays à bas revenus (projet Millénaire de l'ONU, 2005).
- 16 UNESCO, 2004. Le niveau global de scolarisation dans les écoles primaires en Afrique subsaharienne est passé de 62 millions en 1990 à 92 millions en 2001. Avec la croissance de la population d'âge scolaire pendant cette période, l'impact sur les taux de scolarisation a été moins marqué : de 55 % à 63 %. L'inégalité entre les sexes reste prononcée mais continue à s'atténuer lentement. En 1990, le ratio de taux de scolarisation brut femmes/hommes était de 0,83 contre 0,86 en 2001.
- 17 En Zambie, les enfants des zones rurales ont trois fois plus de chances de commencer tard (UNESCO, 2004) et le pourcentage des filles des zones rurales qui terminent leur éducation primaire est inférieur à 15 % au Bénin, au Burkina Faso, en Guinée, à Madagascar, au Mozambique et au Niger (projet Millénaire de l'ONU, 2005).
- 18 Kane, 2004, projet Millénaire de l'ONU, 2005.
- 19 UNESCO, 2004.
- 20 *Ibid*.
- 21 Par exemple, en Ouganda, l'élimination des frais de scolarité dans les écoles primaires a entraîné une augmentation considérable du niveau de scolarisation, lequel a atteint près de 90 % pour les filles et les garçons (Kane, 2004). Le nombre d'enfants ayant terminé leur éducation primaire est passé de 400 000 à plus de 1 million (Lewin, 2004). Bien que de plus en plus d'enfants ayant terminé leur éducation primaire aspirent à poursuivre leurs études, le taux de scolarisation dans les écoles d'enseignement secondaire était seulement de 21,3 % en 2001, et de 19,4 % pour les filles (UNESCO, 2004).
- 22 Lewin, 2004.
- 23 Projet Millénaire de l'ONU, 2005. Des mères qui ont suivi une formation de base pour apprendre à lire et écrire dans le cadre d'un programme SOS Sahel ont été en mesure de gérer des projets micro financés, dont les revenus ont été utilisés pour envoyer leurs filles à l'école (communication personnelle de la Baronne Whittaker, membre de la Chambre des Lords, Royaume-Uni). Voir aussi la soumission à la Commission pour l'Afrique reçue d'Action Aid, 2004.
- 24 L'investissement à tous les niveaux de l'éducation a fait l'objet d'un très grand soutien dans toutes nos consultations (dialogue national en Tanzanie en septembre 2004, consultation régionale en Afrique du Nord en décembre 2004) et soumissions (Council for Education in the Commonwealth en novembre 2004, UNESCO décembre 2005).
- 25 NEPAD, 2002. D'après l'UNESCO (2004), l'éducation de base est définie comme « l'ensemble d'activités pédagogiques, se déroulant dans des cadres différents, dans le but de répondre aux besoins d'apprentissage de base définis dans la déclaration mondiale sur l'éducation pour tous » (Jomtien, Thaïlande, 1990.) L'éducation de base se compose de l'éducation primaire et du premier cycle du secondaire, ainsi que d'activités informelles visant à enseigner des compétences de base à des personnes de tous âges.
- 26 Projet Millénaire de l'ONU, 2005.
- 27 Bruns et al., 2003. Des estimations mondiales sur l'éducation ont été effectuées. L'Unesco estime qu'il faudra 5,6 milliards d'USD en plus chaque année pour parvenir à l'éducation primaire pour tous et éliminer l'inégalité entre les sexes (UNESCO 2004). Le projet Millénaire de l'ONU (2005) montre que les estimations mondiales vont de 7 à 17 milliards d'USD si l'on veut placer tous les enfants dans des écoles de qualité. Les estimations supposent que les pays financeront une part importante de ces frais sur leurs ressources intérieures, soit environ 80 % du coût total de l'éducation primaire pour tous (Bruns et al 2003).
- 28 Lewin, 2004.
- 29 Cité dans le communiqué de la quatrième réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous, qui s'est tenu au Brésil (8-10 nov. 2004).

- 30 Cela contribuerait au financement des pays qui ont déjà des plans approuvés : le Burkina Faso, la Guinée, le Niger (plans approuvés en 2002), la Gambie, le Mozambique (plans approuvés en 2003) et le Ghana (approuvé en 2004). Cela contribuerait également au développement de l'initiative Fast Track en 2005. Parmi les pays potentiels en Afrique, citons : le Bénin, le Cameroun, le Tchad, Djibouti, le Kenya, la République du Congo, le Lesotho, Madagascar, le Malawi et le Rwanda, São Tomé et Príncipe, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie (plans non encore approuvés). Le financement de l'initiative Fast Track devra augmenter à mesure que les pays en question se développeront.
- 31 Le Fonds catalytique est un fonds de dépôt multi-donateur créé pour fournir à ces pays un financement de transition de deux à trois ans jusqu'à ce que d'autres donateurs interviennent (IFT, 2004). Ce fonds en particulier a besoin d'un plus grand soutien.
- 32 Le fonds de développement des programmes d'éducation a été créé en vue d'offrir l'expertise technique nécessaire pour préparer un plan (IFT, 2004). Le financement pour l'Afrique subsaharienne provient actuellement du fonds de dépôt norvégien pour l'éducation. Ce fonds limité devrait fusionner avec le fonds de développement des programmes d'éducation (qui reprend les principes du fonds norvégien), afin de permettre le regroupement des fonds disponibles pour l'Afrique subsaharienne.
- 33 Au Rwanda, par exemple, 37 % du budget total de dépenses courantes de l'éducation en 2003 ont été consacrés à 12 000 étudiants suivant des études supérieures financées par le gouvernement (consultation avec le ministère du Développement international, Rwanda, 2004), en dépit de retards importants au niveau de l'éducation primaire pour tous, d'après une analyse de la Banque mondiale. Ceci contraste avec la situation en Ouganda décrite ci-dessus.
- 34 À l'heure actuelle, les dépenses des donateurs du monde entier (OCDE/CAD) consacrées à l'enseignement supérieur s'élevaient à 61 %, à 10 % pour le secondaire et à 29 % pour le primaire (UNESCO, 2004). Cette allocation des fonds ne reflète pas nécessairement les priorités nationales.
- 35 Les taux de prévalence du VIH étaient inférieurs pour les filles ayant suivi une éducation primaire que pour les filles sans éducation. En outre, les filles qui avaient terminé leurs études secondaires avaient des taux d'infection de moins du quart des filles sans éducation formelle. (Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Global AIDS Alliance, décembre 2004).
- 36 Les données disponibles confirment clairement la tendance selon laquelle l'éducation d'une mère est un déterminant cohérent de la scolarisation et des résultats scolaires de ses enfants (projet Millénaire de l'ONU, 2005).
- 37 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de députés britanniques, de SARP et de SADC Youth Movement et de Save the Children, octobre 2004 ; consultation politique avec FAWE sur ce qui marche dans l'éducation des filles, juin 2004 ; projet Millénaire de l'ONU, 2005.
- 38 En 1998/1999, les taux de scolarisation étaient de 86 % pour les garçons et de 72 % pour les filles contre, respectivement 91 % et 78 % en 2001/2002 (UNESCO, 2004).
- 39 Par exemple, l'initiative des Nations unies pour l'éducation des filles et le Forum for African Women Educationalists (FAWE).
- 40 Le programme Bolsa Escola au Brésil, qui accorde des transferts de fonds moyennant la présence à l'école, a permis de réduire les abandons et de scolariser un tiers d'enfants non scolarisés auparavant (Hertz et Sperling, 2004).
- 41 Une étude réalisée en 1998 en Afrique du Sud a révélé que 33 % des viols d'enfants étaient commis par des enseignants (Jeukes, Levin, Mbananga et Bradshaw, 2002).
- 42 Communication personnelle du Premier Ministre nigérien à la Commission pour l'Afrique, 2005.
- 43 Lewin et Stewart, 2003.
- 44 Bennell, 2004.
- 45 Kelly, 2000.
- 46 Communication personnelle du ministre de l'Éducation du Burkina-Faso, 2005.
- 47 Lewin et Stewart, 2003.
- 48 Rose, 2002.
- 49 Crawford, 2004.
- 50 Consultations régionales de la Commission pour l'Afrique en Afrique du Nord en décembre 2004, dialogue national tanzanien en septembre 2004, soumissions reçues du Council for Education in the Commonwealth en novembre 2004, et Michaelowa et Ehler, juillet 2004. Partian et Dasgupta, 2004.
- 51 BIT, 2004a. En Afrique du Sud, les tribunes d'employeurs ont réussi à faire participer des jeunes et des employeurs à l'élaboration des programmes et à l'identification de stages (Jackson, 2004).
- 52 UNICEF, 2005.
- 53 Les personnes âgées, par exemple, sont souvent exclues de l'éducation sur le VIH/SIDA. Pourtant, elles jouent un rôle essentiel : elles ont souvent des enfants à charge (et jouent donc un rôle d'enseignant) (soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de HelpAge International, décembre 2004).
- 54 Fentiman, 2003. Programme géré en collaboration avec le fonds d'éducation en Afrique et BBC World Service Trust.
- 55 Ce chiffre est tiré d'une estimation du développement de programmes, à tous les niveaux, dans le cadre du programme Éducation pour tous en Afrique subsaharienne établi par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique.
- 56 Les universités, les centres de recherche, les ONG, les réseaux (sud-sud et nord-sud), le secteur privé, les organisations communautaires locales, les partenariats internationaux avec les écoles.
- 57 Les partenariats devraient être durables dans le temps et reposer sur l'échange mutuel (soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de VOICE International, novembre 2004).
- 58 Y compris : les outils pédagogiques des enseignants, les journaux en ligne, les archives. En Sierra Leone, le projet Knowledge Aid a pour objectif de faciliter l'accès des élèves comme des enseignants aux outils pédagogiques de haute qualité disponibles sur le Web (soumission à la Commission pour l'Afrique reçue par le Council for Education in the Commonwealth, novembre 2004).
- 59 L'initiative « écoles en ligne » du NEPAD a pour but d'équiper 600 000 écoles primaires et secondaires d'Afrique d'infrastructures TIC au cours des 10 prochaines années.

60 Le taux de mortalité infantile s'élève à 175 morts pour 1 000 naissances viables en Afrique subsaharienne, contre un taux mondial de 80 morts pour 1 000 naissances viables et le taux de 6 pour 1 000 dans les pays développés (UNICEF 2005).

61 Par exemple, la rougeole, l'hépatite B, la fièvre jaune, la diphtérie. Chaque année, 600 000 enfants meurent de maladies

600 000 enfants meurent de maladies en Afrique et 100 000 dans les pays développés.

- 92 Les contrats d'achat par anticipation garantissent la taille du marché, ce qui peut inciter les sociétés pharmaceutiques à produire des médicaments. Pour le vaccin contre la malaria, la taille du marché nécessaire est de 3 milliards d'USD (CGD, 2004).
- 93 L'objectif fixé dans les OMD est de 2 % du budget intérieur et de 5 % de l'aide étrangère (Kimanani, 2004).
- 94 Le soutien serait destiné au développement de produits par des partenariats public-privé.
- 95 La déclaration de Doha de 2001 sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) et la santé publique.
- 96 Les licences obligatoires autorisent la fabrication et la vente d'un produit sous brevet, ce qui limite les droits d'exclusivité du détenteur du brevet.
- 97 À l'origine, ADPIC imposait que les copies de médicaments produits sous licence obligatoire soient utilisées principalement sur le marché intérieur. Les pays dont l'industrie pharmaceutique était trop faible n'étaient pas en mesure d'utiliser les licences obligatoires et, par conséquent, d'utiliser les copies à bon marché des pays ayant délivré des licences obligatoires. Ces délégués leurs propres licences obligatoires dans le but d'exporter les médicaments produits vers les pays n'ayant pas une capacité suffisante.
- 98 Ministère du Développement international, 2002.
- 99 Joint Learning Initiative, 2004.
- 100 Un consortium de gouvernements africains, d'institutions régionales, d'organisations non gouvernementales et de donateurs a lancé un appel à l'action (Oslo, 2005) suite au Forum de haut niveau sur la santé d'Abuja (2004). Les dirigeants africains ont reconnu l'importance majeure des ressources humaines pour la santé dans plusieurs décisions et actions. Citons par exemple : la décision relative au développement des ressources humaines pour la santé, prise au sommet de Durban en 2002, la décision de tenir un sommet extraordinaire de l'UA sur cette question et la déclaration faisant de 2005 l'année du développement des ressources humaines. (Quatrième session ordinaire de l'assemblée de l'UA, 30-31 janvier 2005).
- 101 La Banque mondiale et l'OMS réfléchissent actuellement au coût que supposerait le recrutement d'un million d'employés en plus et les premières estimations indiquent qu'une injection régulière d'environ 500 millions d'USD par an serait nécessaire au départ. D'après nos estimations, à mesure que les approches se développeront et que la capacité augmentera en Afrique, ce chiffre passera à au moins 6 milliards d'USD par an.
- 102 Par exemple, avoir des groupes de personnel médical polyvalent, qui seraient tous en mesure de diagnostiquer, de renvoyer au service compétent et de procéder aux soins de base, mais ayant chacun une spécialité pour aider ses collègues. Ce personnel recevrait une formation générale et une formation sur le lieu de travail en vue d'élever progressivement le niveau d'accréditation.
- 103 Au Sénégal, pour atteindre ce niveau de financement de la santé, il faudrait consacrer 8,2 % des dépenses publiques en 2004. Ce chiffre passerait à 14,3 % d'ici à 2034, en raison de l'accroissement de la population. En Tanzanie, les dépenses passeraient de 18,5 % à 20,5 % d'ici à 2034. (Pal et al, 2004).
- 104 Yates, 2004.
- 105 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de HakiElimu, décembre 2004.
- 106 Le déficit en 2005 s'élève à 900 millions d'USD. En 2007, il sera de 3,2 milliards d'USD, dont environ 60 % pour l'Afrique (estimation du Fonds mondial de février 2005).
- 107 Si possible, le financement des donateurs devrait être canalisé par le biais de la facilité de financement internationale pour l'immunisation, afin de maximiser les bénéfices de l'investissement à long terme.
- 108 Les décès d'adultes seraient dus à une maladie du foie liée à l'hépatite B. (GAVI, 2004).
- 109 International Crisis Group, 2004. La prévalence du VIH dans les armées angolaises et congolaises se situe entre 40 et 60 % (Nelufule, 2004).
- 110 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Care, décembre 2004.
- 111 L'élargissement du contrôle de la tuberculose contribue aux mesures, et en bénéficie, visant à atteindre d'autres objectifs, en particulier ceux liés à la pauvreté, à l'égalité des sexes, au VIH/SIDA et à l'accès aux médicaments essentiels.
- 112 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Medicines for Malaria Venture.
- 113 Des études récentes indiquent que les enfants qui n'ont pas de vers intestinaux ont des accès de malaria moins fréquents, tandis que l'absence d'ascaris (ver rond) réduit la probabilité des accès pernicieux de 50 %. (Speigel et al, 2003 et Le Hesran et al, 2004).
- 114 Les vers intestinaux représentent 11-12 % du poids total de la maladie pour les enfants entre 5 et 14 ans, et endommagent le foie, les intestins et les voies urinaires, tout en aggravant les effets de la malaria et du VIH. (The Lancet, 2004).
- 115 Engels et Savioli, 2004.
- 116 Il s'agit du coût actuel du médicament. (Fenwick et al., 2005).
- 117 Beaton et al, 1993.
- 118 (1) La filariose lymphatique, (2) la schistosomiase, (3) l'helminthe intestinal, (4) l'onchocercose, (5) le trachome.
- 119 Initiative relative aux micronutriments, communication personnelle 2005.
- 120 (OMS, 2004), <http://www.who.int/en/>
- 121 Thonneau, 2001.
- 122 En 1994, 179 pays ont signé un programme d'action sur 20 ans de la Conférence internationale sur la population et le développement, au Caire. Il s'agit là d'une étape importante, car le concept du planning familial a cédé la place au concept beaucoup plus large de santé génésique et de droits. La conférence a reconnu que les besoins de santé sexuelle et génésique des gens sont des droits qu'ils sont habilités à faire valoir.
- 123 Consultation avec le NEPAD, novembre 2004.
- 124 L'appel de New York en faveur de l'intégration du VIH/SIDA et de la santé sexuelle et génésique a été lancé au cours d'une consultation mondiale de haut niveau convoquée par le FNUP et UNAIDS à New York, le 7 juin 2004. Relier les services de santé spécialisés dans le VIH/SIDA d'une part et dans la santé sexuelle et génésique de l'autre signifie, par exemple, que les partenaires du développement devraient travailler avec les pays en vue d'atteindre les objectifs 3x5 et garantir l'accès

- universel aux programmes concernant la transmission de la mère à l'enfant, le traitement antirétroviral pédiatrique et les services associés, les conseils et tests facultatifs confidentiels, pour les jeunes notamment, la propagation immédiate de la fourniture de préservatifs pour hommes et pour femmes, l'incitation au développement de vaccins et de microbiocides et l'organisation de campagnes d'information du public sur la santé sexuelle et génésique, les droits et le VIH/SIDA.
- 125 Le statut juridique de l'avortement a relativement peu d'impact sur la fréquence de son utilisation pour interrompre une grossesse. Par exemple, dans certains pays où l'avortement est interdit, les taux d'avortements sont jusqu'à deux fois plus élevés que dans de nombreux pays où il est autorisé. Cependant, le statut juridique de l'avortement a un impact considérable sur les niveaux de blessure et de décès résultant de l'avortement. Ces niveaux sont beaucoup plus élevés lorsque l'avortement est interdit et par conséquent réalisé de manière clandestine, dans des conditions dangereuses. En revanche, dans les pays où l'avortement est légalisé, les décès résultant de l'avortement ont nettement diminué. Les services d'avortement légal ainsi que le conseil post-avortement ou le planning familial peuvent contribuer à empêcher des grossesses non désirées futures (ministère du Développement international, 2004c).
- 126 Comité des Nations unies sur les droits économiques, sociaux et culturels, novembre 2002. Commentaire général numéro 15.
- 127 Programme de la Banque mondiale sur l'eau et l'assainissement, 2003.
- 128 Seulement 12 % de l'aide totale allouée au secteur de l'eau en 2000-2001 est allée aux pays qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire aux pays où moins de 60 % de la population a accès à une source d'eau améliorée. La plupart des pays africains en font partie. OCDE/CAD, 2004.
- 129 Financer l'eau pour tous, Groupe de travail international sur le financement des infrastructures de l'eau, mars 2003.
- 130 OMS, 2003.
- 131 Hutton et Haller, 2004.
- 132 Par exemple, l'initiative de l'UE relative à l'eau, la facilité africaine relative à l'eau, l'initiative relative à l'assainissement et à l'alimentation en eau des zones rurales, le programme De l'eau pour les villes d'Afrique, etc.
- 133 Le gouvernement ougandais a fait de l'eau une priorité de sa stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et a adopté une approche sectorielle. Cette dernière est caractérisée par des consignes de fonctionnement harmonisées s'adressant aux donateurs, la définition participative des priorités sectorielles, des plans d'investissement clairs qui sont universellement connus de toutes les parties prenantes ainsi qu'un contrôle régulier et transparent de la performance du secteur. Le gouvernement s'est lancé dans une réforme de l'administration locale importante et de la prestation de services au sein du secteur privé. Leurs investissements annuels sont passés de 30 millions d'USD à 100 millions d'USD.
- 134 Au Zimbabwe, 72 % des personnes qui s'occupaient d'enfants avaient plus de 60 ans et 74 % étaient des femmes. En Afrique du Sud, les personnes âgées sont à la tête d'un ménage sur trois et 66 % de ces ménages s'occupent d'enfants. Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de HelpAge International (avril 2004) et de HelpAge International, (2004).
- 135 UNAIDS, 2004b.
- 136 *Ibid.*
- 137 Les jeunes de 15 à 24 ans représentent 18 % de la population en Asie du Sud-Est et du Sud-Est, 7 % en Amérique latine et aux Caraïbes, 6 % en Europe de l'Est et en Asie centrale, 3 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique, 1 % en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et 2 % dans les pays industrialisés. *Ibid.*
- 138 *Ibid.*
- 139 *Ibid.*
- 140 *Ibid.*
- 141 BIT, 2004b.
- 142 Rosen, 2003 et Kwaramba P, 1997.
- 143 ODI, 2003.
- 144 Bell et al, 2003.
- 145 Ellis, 2003.
- 146 CHGA, 2004b.
- 147 Gouvernement zambien, 2004.
- 148 En Zambie, 71 % des enfants prostitués sont des orphelins, 56 % des enfants des rues sont des orphelins à Lusaka et 78 % des enfants travailleurs ménagers sont des orphelins en Éthiopie (Clarke, 2004). Au Congo, un cinquième des orphelins souffrent de problèmes psychosociaux (UNICEF, 2003).
- 149 Présentation publique de Peter Piot, Londres, 8 février 2005.
- 150 2-6 milliards d'USD entre 2001 et 2004. De même, en 2004, les États-Unis se sont engagés à verser 15 milliards d'USD sur cinq ans et le Royaume-Uni s'est engagé à verser 1,5 milliard de livres sur trois ans.
- 151 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Michael Walton, décembre 2004.
- 152 SSAGNU, 2001.
- 153 Y compris des agences des Nations unies, des organisations panafricaines, la Banque mondiale, la CE, les gouvernements des donateurs et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.
- 154 Il s'agit d'estimations basées sur des documents de travail qui seront finalisés pour la réunion du 9 mars.
- 155 Une partie des coûts estimés par l'UNICEF pour les orphelins et les enfants vulnérables est comprise, mais UNAIDS a exclu les services sociaux plus généraux. Dans la section suivante relative à la protection sociale, nous nous concentrons sur ce soutien général visant à atténuer l'impact du VIH/SIDA, des conflits et des autres chocs importants.
- 156 UNAIDS, 2004c.
- 157 Conclusions des ministres des Finances du G7 sur le développement, Londres 4-5 février 2005. Accessibles à l'adresse www.hm-treasury.gov.uk/otherhmtsites/g7/news
- 158 La prévention, le traitement et les soins doivent être conceptualisés et être présentés comme un droit. Soumission relative au VIH/SIDA remise à la Commission pour l'Afrique par Treatment Action Campaign, UK Consortium on AIDS and International Development et Christian Aid.

- 159 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de SARPN et SADC Youth Movement 'Youth Caucus of the Commission For Africa Consultation document'.
- 160 Pour tout complément d'information, voir la soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Treatment Action Campaign, décembre 2004.
- 161 Ce que l'on appelle les conseils et les tests non obligatoires.
- 162 Avec le montant de financement inférieur d'ici à 2007, 71 % seulement des personnes ayant besoin d'un traitement le recevraient.
- 163 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Treatment Action Campaign, décembre 2004.
- 164 CHGA, 2004a.
- 165 Soumissions à la Commission pour l'Afrique reçues de Christian Aid, CARE, GADN et WomanKind.
- 166 Le projet de l'UNESCO et d'UNAIDS « A Cultural Approach to HIV/AIDS Prevention » donne des indications intéressantes qui devraient être exploitées. Le programme UN-HABITAT relatif à la sensibilisation des fonctionnaires locaux à la manière de gérer la pandémie et l'augmentation rapide des orphelins contient également des indications utiles sur la façon de faire intervenir tous les acteurs.
- 167 Y compris le service en uniforme, les populations mobiles, les travailleurs sexuels, les toxicomanes et les prisonniers.
- 168 CHGA, www.uneca.org/CHGA.
- 169 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de UK Consortium on HIV and AIDS and International Development.
- 170 La lutte contre le VIH/SIDA a été indiquée constituer une priorité première dans nos consultations avec le groupe de contact des entreprises, et l'organisation de programmes sur le lieu de travail fait partie des nombreuses recommandations faites, tout comme l'obligation de rendre des comptes sur la mise en œuvre pour les grandes entreprises.
- 171 CPRC, 2004.
- 172 Stewart, 2004.
- 173 UNICEF, 2003.
- 174 CHGA Interactive, septembre, 2004.
- 175 Par exemple, des études récentes montrent que si les enfants vulnérables ne sont pas correctement intégrés à la société, ils deviendront des outils dans les conflits et entraîneront une augmentation du crime opportuniste (Nelufule, 2004). La protection sociale visant à soutenir les familles étendues qui s'occupent d'orphelins réduira la nécessité d'avoir des orphelinats qui coûtent cher et ne répondent pas aux besoins émotionnels et psychologiques des enfants (UNAIDS, UNICEF et USAID, 2004).
- 176 Heyzer, (2003) dans la soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de GADN et WomanKind.
- 177 CEA, 2004a.
- 178 Luttrell et Moser, 2004.
- 179 Agarwal, 2005.
- 180 Duflo, 2000.
- 181 CEA, 2004b.
- 182 Africa on the move: an urban crisis in the making. Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de UN HABITAT, décembre 2004.
- 183 Clarke, 2004.
- 184 UNAIDS, UNICEF et USAID, 2004.
- 185 UNAIDS, 2004b.
- 186 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de HelpAge International, décembre 2004.
- 187 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue d'Inclusion International, octobre 2004.
- 188 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de la Banque mondiale, février 2005.
- 189 Évaluation participative de la pauvreté en Tanzanie, 2002/3.
- 190 Devereux et al, 2002.
- 191 Le gouvernement zambien travaille avec GTZ et d'autres donateurs en vue d'étendre le versement des allocations de 6 USD par mois à 10 % de la population. Ce programme coûte seulement 19 millions d'USD par an pour 200 000 ménages, c'est-à-dire 100 USD par ménage. Le programme World Food a demandé 45 millions d'USD d'aide alimentaire en 2005 afin de soutenir 180 000 ménages, avec une valeur totale par ménage inférieur à celle des 6 USD par mois.
- 192 En Tanzanie, 58 % des personnes qui ne se sont pas rendues à un dispensaire quand elles étaient malades ont dit que c'était pour des raisons de coût (projet Women's Dignity, 2003).
- 193 Barrientos, 2004 et Ellis, 2003.
- 194 Attirer les stratégies informelles qui sont constructives et susceptibles de transformer les relations entre les sexes et les rapports de forces, et évincer celles qui contribuent à l'exclusion ou font peser des charges plus lourdes sur les femmes.
- 195 Kaori, 2004.
- 196 Ellis, 2003.
- 197 UN-HABITAT (2002).
- 198 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de GADN et Womankind, août 2004.
- 199 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Treatment Action Campaign, décembre 2004.
- 200 Les droits étant clairs, il a été possible de répondre à l'augmentation de la demande d'emploi en cas de choc covariant (Piron, 2004).
- 201 Au Mali, le projet d'Appui aux initiatives a insisté sur le renforcement des institutions communautaires en tant qu'objectif et moyen de maintenir les infrastructures (Marcus et al, 2004).

- 202 Un programme visant à réduire la vulnérabilité due à l'insécurité alimentaire et au VIH/SIDA en Zambie associe les allocations aux transferts de compétences et à la sensibilisation aux droits et au VIH/SIDA. (Marcus et al. 2004).
- 203 ENDA Jeunesse Action. <http://www.enda.sn/eja/>
- 204 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de HelpAge International, décembre 2004.
- 205 Par exemple, le programme brésilien d'éradication du travail des enfants, PETI, verse des allocations aux ménages dont les enfants vont à l'école 85 % du temps. PROGRESA, qui verse des allocations pour les enfants qui vont à l'école et au dispensaire, serait à l'origine d'une réduction de la pauvreté de 36 %, d'une amélioration de la scolarisation des filles de 0,72 an, d'une réduction du retard de croissance chez les enfants de 12-36 mois et d'un recul de la maladie de 19-25 % chez les enfants de moins de cinq ans. (Barrientos et al., 2004).
- 206 Barrientos, 2003.
- 207 L'abolition des frais de scolarité dans les écoles primaires a fait passer la scolarisation au niveau du primaire du quintile de filles les plus pauvres de 46 % à 82 %. Herz et Sperling, 2004.
- 208 Pour stimuler le marché local et assurer la valeur nutritive la plus élevée.
- 209 UNICEF 2003, soumissions à la Commission pour l'Afrique reçues de HomeStart International, septembre 2004 et de GADN et WomenKind, août 2004.
- 210 Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de African European Parliamentarians for Africa (AWEPA), décembre 2004.
- 211 L'étude sur la protection sociale entreprise par l'UNICEF et SCF, l'approche basée sur les droits de l'homme développée pour le cadre d'aide au développement de l'ONU, le travail sur la sécurité humaine et sur la budgétisation sociale réalisé par le Bureau international du travail (BIT), les enseignements tirés de WB, UNDESA, SADC et de nombreuses autres agences de donateurs, ainsi que le Cadre de protection, de soins et de soutien des orphelins et des enfants vulnérables vivant dans un monde où le VIH/SIDA font des ravages.
- 212 Cependant, des prestations d'invalidité pour tous les handicapés estimés – 50 millions – d'une valeur équivalente s'élèveraient à 3,6 milliards d'USD.
- 213 Stover et al, 2005.
- 214 Estimation de l'UNICEF tirée de la réunion des partenaires mondiaux sur les orphelins et les enfants rendus vulnérables par le VIH/SIDA, décembre 2004.
- 215 Commission sur la macroéconomie et la santé, groupe de travail 5 : L'amélioration de la santé des pauvres, (coprésidents : Dr Prahbat Jha et Professeur Anne Mills).
- 216 Hutton et Haller, 2004.

Chapitre 6 : Références

Abu-Ghaida, D et S Klasen (2004) *The Costs of Missing the Millennium Development Goal on Gender Equity*. IZA – Document de base n° 1031, février.

Agarwal, B (2005) dans *State of the Worlds Children 2005*. UNICEF.

Assemblée de l'Union africaine (2005). Quatrième session ordinaire, 30 - 31 janvier, 2005, Abuja, Nigeria. *An Interim Situational report on HIV/AIDS, Tuberculosis, Malaria, and Polio: Framework on Action to accelerate health improvement in Africa*.

Banque mondiale (2002b) *Education for Dynamic Economies: Action Plan to Accelerate Progress towards Education For All*. Washington, DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2003) *Indices du développement mondial*, 2003.

Banque mondiale (2004) *Rapport sur le développement du monde (2004), Making Services Work for Poor People*. Washington, DC: Banque mondiale.

Barrientos, A (2003) *What is the impact of non-contributory pensions on poverty? Estimates from Brazil and South Africa*, document de travail du CPRC n° 33.

Barrientos, A (2004) *Financing Social Protection*. Document de travail pour le ministère du Développement international.

Barrientos, A et J De Jong (2004) *Child Poverty and Cash Transfers*, rapport du CHIP n° 4.

Beaton GH, R Martorelli, L'Abbé et al. (1993) *Effectiveness of vitamin A supplementation in the control of young child morbidity and mortality in developing countries*. ONU, ACC/SCN State-of-the-art Series, document de politique sur la nutrition n° 13, 1993.

Bell C, S Deverajan et H Gersbach (2003) "The long-run economic costs of AIDS: theory and an application to South Africa", *AIDS Economics*, Washington DC: Banque mondiale.

Bennell P (2004) *Teacher Motivation and Incentives in sub-Saharan Africa and Asia, Knowledge and Skills for Development*, Brighton.

BIT (2003), *A Global Social Trust Network: Investing in the world's social future*, Rapport et documentation d'une étude de faisabilité, Genève: BIT.

BIT (2004a) *Starting Right: Decent work for young people*, Document de travail pour la réunion tripartite sur l'emploi des jeunes: la voie d'avenir, Genève 13-15 octobre 2004.

BIT (2004b) *HIV/AIDS and work: global estimates, impact response*. BIT: Genève.

Bonilla Garcia, A et J V Guat (2004) *Social protection*. BIT, Genève, novembre 2003.

Bruns B, A Mingat et R Rakotomalala (2003) *Achieving Universal Education by 2015. A Chance for Every Child*. Washington DC: Banque mondiale.

CGD (2004) *Making Markets for Vaccines: A Practical Plan*, note d'information pour le réseau sur la politique de santé mondiale de CGD.

CHGA (2004a) *CHGA Interactive Botswana Meeting Outcomes*, Commission sur le VIH/SIDA et la gouvernance en Afrique, accessible à l'adresse <http://www.uneca.org/CHGA>

CHGA (2004b) *Africa: the socio-economic impact of HIV/AIDS*, Commission sur le VIH/SIDA et la gouvernance en Afrique, accessible à l'adresse <http://www.uneca.org/CHGA>

Clarke, D (2004) *Africa's children living in a world of HIV and AIDS*. Londres: DFID.

Concern/UNICEF (2002) *Rapid Assessment of Street Children in Lusaka*, Lusaka, Zambie.

Consensus de Copenhague (2004) <http://www.copenhagenconsensus.com/>

CPRC (2004) *The Chronic Poverty Report 2004-5*. Londres: Chronic Poverty Research Centre.

Crawford S (2004) *Participatory Rights Assessment and Rights-based Development in the Education Sector Support Programme*, Le développement social CR2: Malawi.

Dambisya, Y. (2004) "The fate and career destinations of doctors who qualified at Uganda's Makerere Medical School in 1984: retrospective cohort study", *British Medical Journal* 329: 600-601.

De Waal A et A Whiteside (2003) *New Variant Famine: AIDS and food crisis in southern Africa*. *Lancet* 362: 1234-37.

Devereux, S et R Sabates-Wheeler (2004) *Transformative social protection*. Document de travail de l'IDS n° 232. Brighton: Institute of Development Studies.

Devereux, Lwanga Ntale et Sabates Wheeler (2002) *Phase 1 report: vulnerability assessment and review of initiatives. Social protection in Uganda: Study to inform the development of a framework for social protection in the context of the poverty eradication action plan*. Kampala: ministère de l'Égalité des sexes, du Travail et du Développement social.

DFID (2002) *Report to the Prime Minister of the UK Working Group on Increasing Access to Essential Medicines in the Developing World: Policy Recommendations and Strategy*. Londres: DFID.

DFID (2004a) *Increasing access to essential medicines in the developing world: UK Government policy and plans*. Londres: DFID.

DFID Zambia (2004b) *Partnership programme agreement with CARE International*. Ministère du Développement international, Lusaka.

DFID (2004c) *Reducing maternal deaths: Evidence and Action*. Londres: DFID.

Dollar, D et R Gatti (1999) dans Herz, B et G Sperling (2004) *What Works in Girls' Education: Evidence and Policies from the Developing World*. Council on Foreign Relations, New York.

Dufló, E (2000) dans Barrientos, A et al. (2004) *Child Poverty and Cash Transfers*, rapport n° 4 du CHIP. CEA (2004a) *Gender. Background paper no5 for Fulfilling Africa's Promise*. Addis-Abeba: UNECA. CEA (2004b) *Employment. Background paper no3, Fulfilling Africa's Promise*, Addis-Abeba: UNECA.

Ellis, F (2003) *Human Vulnerability and Food Insecurity: Policy Implications*, Overseas Development Group, Forum de la sécurité alimentaire en Afrique australe.

ENDA Jeunesse Action, accessible à l'adresse: <http://www.enda.sn/eja/>

Engels, D et L Savioli (2004) "Public Health Strategies for Schistosomiasis Control" dans Secor, WE et DG Colley, (eds) *World Class Parasites: Volume 10*, dans la presse.

Évaluation participative de la pauvreté en Tanzanie, 2002/3. *Tackling Vulnerability – an approach to poverty reduction*.

FAO (2003) dans Benson (2004). 2020 conférence sur l'Afrique, International Food Policy Research Institute.

FAO (2003) *The State of Food Insecurity in the World*. Rome: FAO.

Fentiman (2003) SOMDEL evaluation, International Research Foundation for Open Learning, Michael Young Centre, Cambridge.

Fenwick, A, D Molyneux et A Foster (2005) "Table of costs for effective chemotherapy programmes against parasitic and infectious debilitating and blinding diseases in sub-Saharan Africa", *The Lancet*, 19 mars 2005, dans la presse. IFT, Banque mondiale (2004) *Education for All Fast-track Initiative Framework Document*, Washington DC: Banque mondiale. GAVI (2004) *The International Finance Facility for Immunization (IFFIm)*, (Non publié document). Gouvernement zambien (2004) *Orphan and vulnerable children national strategy*. Gouvernement zambien et UNICEF ESARO. HelpAge International (2004) *Age and Security*. Londres: Help Age International.

FNUP (2002) *Maternal Mortality Update 2002: A focus on emergency obstetric care*, New York: FNUP. FNUP, UNICEF et OMS (2002) *Maternal Mortality in 2000 Estimations du FNUP*, de l'UNICEF et de l'OMS (renseignements non publiés).

Groupe de travail Millénaire de l'ONU (2004) *Draft Task Force 3 Interim Report on Primary Education*, Projet Millénaire de l'ONU, février 2004.

Groupe de travail sur les systèmes médicaux (2004) Haines A (président et auteur correspondant) Membres; Becerra F, D Berwick, Z Bhutta, M Chowdhury, D de Savigny, A Haines, A Hyder, J Lavis, P Lumbignon, A Mills, H Mshinda, R Narayan, A Oxman, D Sanders, N Sewankambo, G Tomson et C Victora. "Informed choices for attaining the Millennium Development Goals: towards an international cooperative agenda for health systems research," *Lancet* 2004; 364: 997-1003.

Herz, B et G Sperling (2004) *What Works in Girls' Education: Evidence and Policies from the Developing World*, New York: Council on Foreign Relations.

Hongoro, C, et B McPake (2004) "How to bridge the gap in human resources for health" Londres School of Hygiene and Tropical Medicine, *Lancet* 2004; 364, 1451-6.

Hutton, G et L. Haller (2004) *Evaluation of the Costs and Benefits of Water and Sanitation Improvements at the Global Level*. Genève: OMS.

Inclusion International (n.d.) *Into the new millennium: Inclusion International's Millennium Goals*.

International Crisis Group (2004) *HIV/AIDS as a security issue in Africa: Lessons from 'ganda*. Rapport technique n °3. Kampala/Bruxelles.

International Food Policy Research Institute (2004) *Assessing Africa's Food and Nutrition Security Situation*. 2020 Africa Conference Brief, IFPRI.

International Development Research Council (2003) "How good data helped improve child mortality in Tanzania" accessible à l'adresse <http://web.idrc.ca>.

Jackson (n.d.) "More than CSR: the role of the private sector in building youth employability" Alliance of African Youth Employability.

Jeukes, Levin, Mbananga et Bradshaw (2002), dans Leach F, V Fiscian, E Kadzimir, E Lemani dans P Machakanja (2003). *An investigative study of the abuse of girls in African schools*. DFID knowledge and research papers 54. Londres: DFID.

Partian, R et S Dasgupta, (2004) *Confronting Economic Insecurity in Africa*. Dar es Salam: BIT. Piron, L H (2004) *Rights based approaches to social protection*. Londres: ODI.

PNUD (2000) *The Challenges of Linking: City to City cooperation as a Development Modality for the 21st Century*. New York: PNUD.

PNUD (2003) *The Human Development Report*. New York: PNUD.

Projet Dignité des femmes (2004). *Poor people's experiences of health services in Tanzania*. Dar es Salam.

Banque mondiale (2002a) *Education and HIV-AIDS: a window of hope*. Washington DC: Banque mondiale.

Projet Millénaire de l'ONU (2005) *Investing in Development: A practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals*. Overview. Washington D.C.: PNUD.

Psacharopoulos, G et HA Patrinos (2002) dans Herz, B, et G Sperling (2004) *What Works in Girls' Education: Evidence and Policies from the Developing World*, New York: Council on Foreign Relations.

Rose P (2002) *Is the non-state education sector serving the needs of the poor?: evidence from east and southern*. Article préparé pour le séminaire du ministère du Développement international en préparation du Rapport sur le développement du monde 2004.

Rosen S, et.al. (2003) "AIDS is your Business" *Harvard Business Review*: février 2003.

Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies sur le VIH/SIDA (SSAGNU), (2001).

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue d'Action Aid, 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue d'African European Parliamentarians for Africa (AWEPA), décembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue d'Alex Owino, décembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Care, décembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Christian Aid, 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue du Council for Education in the Commonwealth, novembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue du DFID, novembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de FAWE, *What works in girls' education*, juin 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Foresight, 2005.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de GADN et WomanKind, août 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Global Aids Alliance, *Girl's education, school fees and AIDS*, décembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de HakiElimu, décembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de HelpAge International, avril 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de HelpAge International, décembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de HomeStart International, *Family Support – Home Start in Africa*, septembre, 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue d'Inclusion International, octobre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de la Londres School of Hygiene and Tropical Medicine, décembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Medicines for Malaria Venture, 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Michael Walton, décembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Michaelowa et Ehlert, *Development in Africa must be based on its youths – education is key*, juillet 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Riders for Health, janvier 2005.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de SARPAN et SADC Youth Movement, *Youth Caucus of the Commission for Africa Consultation Document*, 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Save the Children, octobre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Treatment Action Campaign, décembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de UK Consortium on HIV and AIDS and International Development, 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de parlementaires britanniques: *Gender, African Development and the Commission for Africa*, 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de l'UNESCO, décembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue d'UN-HABITAT, décembre 2004.

Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Voice International, novembre 2004.

- Soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de la Banque mondiale, *Disability and Development and the World Bank*, février 2005.
- Speigel, A. et al (2003) Transcriptions de la Royal Society for Tropical Medicine and Hygiene, 97:198-199.
- Stewart (2003) *Researching teacher education: new perspectives on practice, performance and policy*, Multi-site teacher education research project (MUSTER), documents sur l'éducation du DFID n° 49a. Londres: DFID.
- Stewart, F (2004), séminaire sur l'inégalité horizontale pour le réseau du DFID sur l'inégalité. Oxford: CRISE.
- Stover J, L Bollinger, N Walker, R Monasch (2005) *Resources required to support orphans and vulnerable children in sub-Saharan Africa*. Paraîtra prochainement.
- The Lancet (1994) "Thinking beyond deworming" 364:1993-1994.
- Thonneau, P (2001) "Maternal mortality and unsafe abortion: a heavy burden for developing countries", 151-173; dans De Brouwere, V, et W Van Lerberghe (eds), *Studies in Health Services Organisation and Policy*, 17.
- UNESCO (2000) *The Dakar Framework for Action, Education for All: Meeting our collective commitments*. Forum mondial de l'éducation, Dakar, Sénégal, 26-28 Avril 2000. Paris: UNESCO.
- UNESCO (2003) *Gender and EFA Global Monitoring Report: The leap to equality*, Paris: UNESCO.
- UNESCO (2004) *EFA Global Monitoring Report: The Quality Imperative*, Paris: UNESCO.
- UNICEF (2003) *Africa's orphaned generations*, New York: UNICEF.
- UNICEF (2005) *The State of the World's Children*, New York: UNICEF.
- United National Population Information Network (POPIN) (1994) *Report on the International Conference on Population and Development*, Le Caire, 5-13 septembre 1994, accessible à l'adresse <http://www.un.org/popin/icpd/conference/offeng/poa.html>
- Whiteside, A (2004) The reality of orphans and vulnerable children. Présentation à AWEPA, Cape Town Septembre 2004.
- MS (2001) *Report of the Commission on Macroeconomics and Health*. Canada: OMS.
- WSSCC (2004) *Water, Sanitation and Hygiene (WASH) Fiche d'informations de campagne*. Genève: Water Supply and Sanitation Collaborative Council.
- Yates, R, (2004) *Should African Governments Scrap User Fees for Health Services?* Document de travail du ministère du Développement international. Londres: ministère du Développement international.

Chapitre 7 : Notes

- 1 www.africa-union.org/EMPLOYMENT/EMPLOYMENT.htm
- 2 Atelier NEPAD/UA-Commission pour l'Afrique, 14 novembre 2004.
- 3 www.africa-union.org/EMPLOYMENT/EMPLOYMENT.htm
- 4 Atelier NEPAD/UA-Commission pour l'Afrique, 14 novembre 2004.
- 5 Banque mondiale, 2004f.
- 6 46,4 % de la population d'Afrique subsaharienne vivaient dans des ménages touchant des revenus par personne de moins d'un dollar par jour en 2001 (Chen et Ravallion, 2004). Ce niveau s'élève à 31,3 % en Asie du Sud-Est, 14,9 % en Asie de l'Est, 9,5 % en Amérique latine et aux Caraïbes, à 3,6 % en Europe de l'Est et en Asie centrale, 2,4 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En nombres absolus, l'Inde avait plus de pauvres que tous les pays d'Afrique subsaharienne réunis (358,6 millions contre 312,7 millions). Cependant, d'après les projections, en 2015 l'Afrique subsaharienne aura le plus grand nombre de pauvres (366 millions vivant avec moins d'un dollar par jour) et sera la région ayant la plus grande proportion de pauvres (42,3 %) (Banque mondiale, 2004e).
- 7 Croissance du PIB 1993 - 2002 (Banque mondiale, 2004c).
- 8 Les pays suivants avaient des taux de croissance moyens d'environ 7 % ou plus : la Guinée équatoriale, le Mozambique et l'Ouganda. Les pays suivants avaient des taux de croissance moyens situés entre 5 et 7 % environ : le Cap-Vert, l'Éthiopie, le Soudan, Maurice, l'Érythrée, le Bénin et le Botswana. Les pays suivants avaient des taux de croissance situés entre 4 et 5 % environ : la Mauritanie, la Guinée, le Ghana, le Mali, le Burkina Faso et la Tanzanie (Banque mondiale, 2004c). Il convient de noter que ces moyennes masquent de grandes variations dans le temps pour certains pays.
- 9 Fafchamps et al., 2001; Rodrik, 2003b.
- 10 Banque mondiale, 2000b: 2.
- 11 Stern et al., 2005; Rodrik, 2000; Dollar et Kraay, 2002; Bourguignon, 2000; Adams, 2002; Banque mondiale, 1989; Banque mondiale, 1999.
- 12 Ravallion et Chen, 1997; Adams, 2002; Ravallion, 2004.
- 13 Ce que l'on appelle « l'élasticité de la croissance de la pauvreté », dont résulte la variation en pourcentage de la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté à chaque changement de 1 % du PIB par habitant. Les estimations vont d'une élasticité d'environ -3 (Ravallion et Chen, 1997) à environ -2,5 (Adams, 2002) et -2 (Ravallion, 2004; PNUD, 2003).
- 14 Stern et al., 2005; Banque mondiale, 2000b.
- 15 Overseas Development Institute, 2004.
- 16 D'après des comparaisons entre le classement à « l'indice de développement humain » d'un pays (déterminé à partir des critères suivants : l'espérance de vie à la naissance, l'alphabétisation des adultes, le niveau de scolarisation total dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, et le PIB par habitant) et son rang au classement du PIB par habitant (PNUD, 2004).
- 17 Ravallion, 2004; Bourguignon, 2000; Adams, 2002.
- 18 D'après « l'indice de GINI » qui mesure l'inégalité du revenu ou de la consommation. Une valeur de zéro représente une égalité parfaite d'une valeur de 100 une inégalité parfaite. En 2002, l'indice était le suivant : 70,7 en Namibie, 63,2 au Lesotho, 63 au Botswana, 62,9 en Sierra Leone, 61,3 en République centrafricaine, 60,9 au Swaziland et 59,3 en Afrique du Sud (PNUD, 2004).
- 19 Overseas Development Institute, 2004.
- 20 Stern et al., 2005.
- 21 Banque mondiale, 1999; Banque mondiale, 2001.
- 22 Overseas Development Institute, 2004.
- 23 Banque mondiale, 2001; Wood, 2002; O'Connell et Ndulu, 2000; Collier et Gunning, 1998.
- 24 Les institutions dictent les « règles du jeu » dans la société (North, 1990) et peuvent être formelles ou informelles. Les institutions formelles couvrent les règles économiques (les droits de propriété, le cadre de politique économique et la structure du marché), les règles politiques et judiciaires (la gouvernance, les lois et les constitutions) et les contrats. Les institutions informelles comprennent les codes de conduite et normes de comportement non écrits (la confiance dans le domaine des droits de propriété privée et les relations sociales fondées sur la race, l'ethnie, la parenté, la religion, la classe ou le sexe). La qualité de l'environnement institutionnel général, en particulier un cadre macro-économique stable et prévisible avec des droits de propriété clairs et efficaces, des marchés financiers fonctionnant efficacement et un cadre réglementaire qui encourage la concurrence, est reconnue constituer le principal déterminant de la croissance à long terme (Banque mondiale, 2004a; Banque mondiale, 2001; Rodrik, 2003b; North et Thomas, 1973). Bien que les analystes s'accordent à penser que les institutions économiques comptent, tous ne sont pas d'accord sur ce à quoi ces institutions devraient ressembler dans la pratique (par exemple, Rodrik, 2003a; Rodrik, et al., 2002; Chang, 2003).
- 25 Les données attestant de l'importance de la gouvernance pour la croissance sont extrêmement nombreuses (voir par exemple, Stern et al., 2005; Kaufmann et al., 1999; Acemoglu et al., 2004; Hall et Jones, 1999). Les pays en développement qui ont connu la croissance la plus rapide et qui affichent les niveaux de revenus les plus élevés possèdent également les meilleurs indicateurs de gouvernance, que l'on considère tous les pays en développement ou seulement l'Afrique. Kaufmann et al. (1999) concluent d'un examen des données empiriques qu'une « augmentation de l'écart type de 1 de n'importe lequel des indicateurs de gouvernance entraîne une multiplication des revenus par habitant allant de 2,5 (dans le cas de « l'influence et la responsabilité ») à 4 (« l'instabilité politique et la violence »)... »
- 26 Le climat de l'Afrique (associé à des infrastructures d'irrigation insuffisantes) contribue à la faible productivité et à la irrégularité élevée du rendement agricole, dont la majorité de la population dépend. L'Afrique est plus sujette aux crises de malaria dévastatrices. D'après Bloom et Sachs (1998), la malaria abaisserait les taux de croissance de plus de 1 % par an. En outre, en raison de son histoire géographique, l'Afrique possède de nombreux États enclavés et Collier et Gunning (1999)

- estiment que le fait d'être enclavé peut réduire le taux de croissance annuelle d'environ 0,5 point de pourcentage. La géographie en grande partie enclavée de la région, la faible densité de la population, l'importance de la population rurale et la proportion réduite d'habitants vivant près des côtes ou de fleuves maritimes navigables rend la fourniture d'infrastructures coûteuse, notamment dans les domaines du transport, des communications et de l'électricité (Banque mondiale, 2000b; Wood, 2002). En outre, la dépendance vis-à-vis des produits de base a entraîné, en raison du déclin des termes de l'échange, un taux de croissance inférieur de plus de 0,7 % par an à celui d'autres pays en développement (Collier et Gunning, 1998).
- 27 La croissance, le développement socio-économique et la diversification possèdent une fonction vitale dans la consolidation de la paix, tout comme leur absence est une cause profonde de conflit. Le rapport entre la croissance et la paix est examiné plus en détail au chapitre 5.
- 28 Ndulu, 2004.
- 29 PNUD, 2004.
- 30 Collier et O'Connell, 2005.
- 31 Doward et. al., 2004a, Fafchamps et. al., 2001.
- 32 Fafchamps, 2002.
- 33 Collier, 2002.
- 34 Bonaglia et Fukasaku, 2002.
- 35 www.agoa.gov
- 36 Heaney, A. et Williamson, B. (2004) "Reaping the Telecoms Dividend" cité dans *Financial Times*, 18 fév. 2004.
- 37 Te Velde, 2004.
- 38 Shisana et Letlape, 2004.
- 39 Voir la soumission du Groupe de contact des entreprises sur le VIH/SIDA. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 40 PNUD, 2004.
- 42 *Ibid.*
- 43 D'après une soumission à la Commission pour l'Afrique reçue d'UN-HABITAT, 2004.
- 45 Il s'agit de projets que des banques considéreraient viables du point de vue commercial, dont les auteurs sont en mesure de rembourser le prêt et auxquels les banques seraient par conséquent disposées à prêter de l'argent.
- 46 Soumission du Groupe de contact des entreprises sur la réglementation des affaires et la réforme du climat des investissements. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 47 D'après la CEA (2004a), plusieurs pays africains ont vu leur compétitivité commerciale globale s'améliorer ces deux dernières décennies, l'amélioration de la compétitivité étant tirée par l'amélioration du niveau et de la qualité des infrastructures, de l'environnement politique et économique et/ou de la disponibilité de la main-d'œuvre et des facteurs de production terrestres. Maurice, l'Afrique du Sud et la Namibie font partie des pays les plus compétitifs évalués par la CEA dans le cadre d'une étude couvrant 30 pays d'Afrique subsaharienne, Maurice affichant des résultats comparativement favorables par rapport aux pays d'autres régions.
- 48 Banque mondiale, 2004a.

- 66 Velde, 2002.
- 67 Banque mondiale, 2004a.
- 68 *Ibid.*
- 69 Loup, 2000.
- 70 Rodrik, 2003b; Chang, 2002.
- 71 Rodrik, 2003a.
- 72 Asiedu, 2001.
- 73 Banque mondiale, 2004a.
- 74 De Soto, 2001.
- 75 Wood, 2002.
- 76 UN-HABITAT, 2004, soumission à la Commission pour l'Afrique.
- 77 La facilité devrait rester souple et s'accompagner d'états d'avancement.
- 78 Consultations régionales avec le monde des affaires et soumission du Groupe de contact des entreprises sur les climats d'investissement. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 79 Soumission du Groupe de contact des entreprises sur la planification de la capacité. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 80 Conférence avec le monde des affaires de la Commission pour l'Afrique/Chatham House, Londres, 21 octobre 2004.
- 81 Finscope est une initiative, déjà en place en Afrique australe, qui réalise des enquêtes poussées sur les besoins du marché des services financiers et sur l'utilisation de ces services en Afrique du Sud et dans d'autres pays d'Afrique australe. Finscope bénéficie actuellement du concours du programme du DFID Finmark Trust, qui en assure également la coordination, et bénéficie également du parrainage du secteur privé.
- 82 Les notations financières évaluent la capacité et le désir d'un pays d'assurer le service de sa dette et ont également un rôle à jouer dans l'amélioration du climat des investissements. Les notations officielles peuvent constituer un signal important pour les investisseurs et donner accès aux marchés des capitaux internationaux.
- 83 Initiative de notation financière des pays d'Afrique (lancée en avril 2002).
- 84 Programme de notation financière des pays (lancé en avril 2003).
- 85 Angola, Burundi, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Côte-d'Ivoire, Érythrée, Guinée-Bissau, Nigeria, Liberia, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Ouganda, Comores.
- 86 L'accent est mis sur l'infrastructure économique, y compris l'énergie, le transport, les technologies de l'information et de la communication, l'alimentation en eau et l'assainissement et les autres infrastructures liées aux ressources en eau. Les infrastructures sociales, telles que les écoles et les centres médicaux, ne sont pas comprises.
- 87 Ndulu, 2004; Banque mondiale, 2004c; BAD, 1999. Soumission du Groupe de contact des entreprises sur les infrastructures. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 88 Milner, et. al., 2000.
- 89 Pour la patate douce, le plantain, les tomates, les bananes et les agrumes (IAC, 2004).
- 90 WaterAid, 2004.
- 91 D'après une soumission à la Commission pour l'Afrique d'UN-HABITAT (2004).
- 92 D'après la Banque mondiale, en moyenne, une augmentation de 1 % des infrastructures est associée à une augmentation de 1 % du niveau du PIB (Banque mondiale, 1993), mais les estimations vont de 0,14 à 1,12 % (Rapport de suivi mondial, 2004).
- 93 Voir <http://www.bhpbilliton.com/bbContentRepository/Presentations/RNivenSMEELP23Apr03.pdf>
- 94 Le Rapport sur le développement du monde 2005 indique que les infrastructures peu fiables figurent en haut de la liste des sources de coûts pour les investisseurs (Banque mondiale, 2004a). Par exemple, une alimentation électrique peu fiable oblige les entreprises à investir dans les générateurs, ce qui, d'après une étude menée auprès des entreprises ougandaises, représente plus du tiers de la formation de capital (Reinikka et Svensson, 1998).
- 95 BIT, 2003.
- 96 Réunion d'un groupe de ministres africains des Finances organisée pour délibérer des documents de la consultation organisée par la Commission pour l'Afrique le 23 novembre 2004 au Nicon Hilton Hotel, Abuja.
- 97 La deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) aura lieu en novembre 2005. L'objectif est de faciliter la croissance efficace de la société de l'information, de combler le décalage numérique et de contribuer à la réalisation des OMD. Voir www.itu.int/wsis/
- 98 Connecting Sub-Saharan Africa, Global Information and Communication Technologies Dept, Banque mondiale.
- 99 Le projet d'écoles en ligne du NEPAD/UA vise à développer une société de la connaissance soutenable en Afrique en développant les compétences informatiques dans un grand nombre d'écoles primaires et secondaires d'Afrique. L'objectif est de convertir près de 600 000 écoles africaines en écoles en ligne NEPAD/UA.
- 100 Programme d'impact socio-économique de la téléphonie mobile de Vodafone. Présentation à la conférence avec les milieux d'affaires organisée par la Commission pour l'Afrique. Voir www.chathamhouse.org.uk/pdf/conferences/coyle.ppt
- 101 IFPRI, 2004; programme Impact socio-économique de la téléphonie mobile de Vodafone. Présentation à la conférence avec les milieux d'affaires organisée par la Commission pour l'Afrique. Voir www.chathamhouse.org.uk/pdf/conferences/coyle.ppt
- 102 Séminaire de la Commission pour l'Afrique sur les communications, la technologie et les infrastructures, Londres, 26 janvier. Les estimations de coûts varient considérablement mais, une étude indique que les coûts actuels de 12 % pourraient tomber aux environs de 4-6 %.
- 103 Ndulu, 2004.
- 104 Hesselberth, 2004.

= W (9* 82 * ' ' + 0 ") + 7 \$ ()0<@) ()0 # * * * / % # 9* ;)9* 9*))0%# 9* * , 9*)' (= * (, *) (' ' B , C * (' ')' (() ' ') () (') 9*0) 0 (,))' (\$)** - *((2 @ 9* ' * ') +) () (' + * * /) ' (9*) \$ 7 . ((' * ') 1? # + 0 * 0 (* ') 8 ' (* ') +) () + * * /) \$ 7 * *) 1? # + 0 * 0 (] *) = W (9*0 (9* 8 ())0<@ * # (' ' 9* , () /) ()) 9* (J(## * , ())' 0 (* ' / * / *)0 ())0<@ = W J * ' + # D) ' 0 () #)0 /) (*) 0*(* < #) #)' 0 (* ' 9* # ((+ ())0<@)0 2 + ())0<@)0 + ; * ' 9* \$ 7) * ' / (, , 9* ' 9*) 0' + \$ ())0<@ . 9* () * " B 9*0 (* * () 7) 0 # * * 5 * * () 7) * * * ; 9* * () 88 (() 0 # * * + 7) * () < ##) \$ * ' * (* /) ; 9* * () 0 # * * * (* ' 7) 9* (9*0) * ; * 0 ,) (* ' (7) * * (* ') 0 # * * * * * (* *) ;)0 * 6 7 * * + 9*0 * (. *) 9* 9* * * * () 7) * ; , *) * ' , ,) + 7 88-M %) (M * M < < () 7 * * * /) * *) 7 * * 0 () * (* * * * *) ; * * /) * *) (*))0 # * * * (0 B , (() 0 # * * * * * (* ' 9* * (9* *) * ' +) * * *) (* ' 9* 7 (* *) *) - () 0 + * (% H) * = % < % / * ') () # * * " () ' ' ' ((* * ' ' (9* " = *) " (()0 # * *) * % < = % (' 1 2) ' () + # \$ / (1) (' ' (2 *) 9* . F (' () 2 ())0<@ . 0 = % < % 9* #) ' (' , ' % H * * *)0 (,) 0') # * *) ## ' " *) # * * * () (* 9*) ## (*) ' () ' ') (*) (*) (*) 9* ' " () " 9* + (" (@ () ((* 0%# 9* * " ((* # * * .) \$ 1 = * 9*)' (* / " ())0<@)0 + 2 ())0<@)0 + = * 9* \$ 7) #) / # * * / ((= * 9*0 * * / # * * ") / # * *) * * *) * * * ' C ' C 7 M () # C 7 M * C 27 M (C 7 M * C \$ 7 " C 7 M ' ((* C 27 M # ')0 (') ,) C 7 . # () * * ' * ') ((*) #) * C ' C 7 M () # C 7 M * C 7 M (C 7 M * C 7 M " C 7 M ' ((* C 7 M # ')0 (') ,) 7 . F * * * * (* 9* C ' ' C 2 < @ (M , M) # C 8 < @ E (B M * C \$ < @ E (B M (C 2 < @ , M * C < @ M " C F) 9* + - M ' ' ((* C - < @ " . F @ < > , * ()0<6K% ; H%H F) 0 ") : , (*) * ()0 *) 9* () / * 0 " " & ' , * ' 9* * 6 ((' * / ; (" () 9* ##) * / * /)0 (' ' , ') +) () * / * /) * * * * O 9*0 * / F 9* * * " ()) * (* ') () () # * * @ 0 " * (## , * * ' ' C)0 B % H)0<6K% ; H%H *) 0 , | # - , *) 1? ('))0 / () 0 , ,))0 + (' * - ())0<@ ())0<@ * * , * , ()0 ")0 (*)0 () # * * * () () 0 9* (B (+ * ## * () * / 9*) ,) , 0 B = % < % 9* / ' # * * * ") * * * ' ' C \$ ())0<@) + = % < % 0 B () 9* () *)0 ,) & * *)0 + 0 # *) ())0<@ * 0 *) ()0 @ * 0 B)0 @ * 0 (* ; 0 ")0* (* 9) * /)0 (*) 0 B 9* () * ' () E ")0 * ' # *) (\$ - ())0<@ 9*0 * " \$ ())0<@ D - ())0<@ H & \$ < 6K% ; H%H - 444 * , " (*) * () " #

- 118 Soumission de la CEA à la Commission pour l'Afrique.
- 119 Ndulu, 2004.
- 120 Voir par exemple le rapport de Transparency International sur la corruption dans le secteur de la construction et de l'ingénierie : www.transparency.org.uk/CEldocs/TI.REPORT%20FOUR.BUSINESS%20RISK.pdf.
- 121 Par exemple, le Southern African Institute for Environmental Assessment (SAIEA) est en train de mener un projet, intitulé Calabash, en vue de renforcer la capacité de la société civile de participer plus équitablement à la gestion environnementale au sein de la SADC. Le programme, qui bénéficie de l'appui de la Banque mondiale et de la CIDA, a développé un ensemble d'outils pratiques d'engagement de la société civile qui peuvent être utilisés par les services de réglementation, la société civile, les praticiens et le secteur privé pour planifier et mettre en œuvre des programmes de développement (<http://www.saiea.com>).
- 122 Les programmes et les études du BIT ont montré comment l'application des technologies basées sur la main-d'œuvre conjointement avec de nouvelles procédures contractuelles et la formation axée sur le développement des PME dans le secteur de la construction peut augmenter le contenu « emploi » de ses projets d'environ 10 à 60 % des ressources d'investissement sans compromettre la qualité de l'exécution (BIT 2003).
- 123 Lorsque les redevances sont jugées appropriées, les subventions sont utilisées sur le lieu de prestation pour assurer l'accès. Il faudrait à cette fin s'appuyer sur le travail accompli par le Partenariat mondial pour l'aide basée sur les résultats, programme de la Banque mondiale élaboré pour développer, faire la démonstration et assurer la diffusion d'approches basées sur le rendement afin d'appuyer la prestation soutenable de services d'infrastructure de base. La facilité comporte un Fonds de développement pour les entreprises dont le but est de faciliter la demande de subventions. De même, plusieurs demandes d'aide « basée sur les résultats » ont été admises, pour des projets d'électrification rurale en Ouganda, au Mozambique et au Sénégal, par exemple.
- 124 La PPIAF (Public Private Infrastructure Advisory Facility) est une facilité multi-donateur qui travaille avec les gouvernements des pays en développement aux niveaux central et municipal en vue d'inciter le secteur privé à participer aux services d'infrastructure. La PPIAF compte actuellement 14 donateurs et exerce des activités variées : développement de systèmes législatifs et réglementaires, stratégies de réforme sectorielle, formation de personnel de réglementation et aide à la facilitation des transactions.
- 125 MIIU (Municipal Infrastructure Investment Unit) www.miiu.org.za
- 126 Axé sur la participation du secteur privé, le PIDG (Private Infrastructure Development Group) regroupe DFID, l'Agence suédoise de coopération au développement international (ASDI), les Pays-Bas (DGIS), la Suisse (SECO) et la Banque mondiale.
- 127 Soumission de la table ronde du monde des affaires africain à la Commission pour l'Afrique et soumission du Groupe de contact des entreprises sur les infrastructures. Accessibles à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 128 La FPPI du NEPAD, proposée et élaborée par la Banque africaine de développement a été mise en vedette au G8 de 2002, à Kananaskis. Elle a été créée dans le but de faciliter la préparation de projets aptes à bénéficier d'un concours bancaire au sein du PACT du NEPAD/UA en vue d'attirer les investissements et d'estimer avec une plus grande précision le coût de leur mise en œuvre. La FPPI fonctionne actuellement sur le financement de 10 M de CAN\$ fourni par le gouvernement canadien. La FPPI doit être transformée en facilité multi-donateur, à laquelle le Danemark a déjà versé une contribution de 500 000 USD.
- 129 Par exemple, la facilité de développement de projets (DevCo) et la société de développement des infrastructures (InfraCo). DevCo ont été créées en 2003 par le PIDG afin d'augmenter une facilité de la Société financière internationale en vue d'accorder une plus grande importance au développement de projets d'investissement du secteur privé dans les pays en développement plus pauvres. InfraCo est un développeur du secteur privé, créé à la fin de l'année 2004 par le PIDG, en vue d'assumer le risque lié au développement d'un projet puis de le vendre sur le marché à une société de mise en œuvre.
- 130 La BAD est la seule institution en son genre en Afrique à offrir une aide au développement. Elle a été spécialement chargée par les chefs d'État et le Comité de mise en œuvre du gouvernement de soutenir les projets d'infrastructures du NEPAD/UA. Il s'agit maintenant d'une institution puissante capable d'être très efficace dans la promotion du développement en Afrique, financièrement saine (sa note AAA a été rétablie) et véritablement africaine. Elle a élaboré un plan d'action de renforcement de la capacité interne.
- 131 Par exemple, assemblée de l'Union africaine, Maputo, juillet 2003, NEPAD/UA, 2004 et réunion d'un groupe de ministres africains des Finances en vue de délibérer sur le document de consultation de la Commission pour l'Afrique, tenue le 23 novembre 2004 au Nicon Hilton Hotel, Abuja.
- 132 IAC, 2004.
- 133 Abalu et Hassan, 1998.
- 134 Fafchamps et. al., 2001; Doward et. al., 2004:a.
- 135 Wiggins et Proctor, 2001; Farm Africa, 2004.
- 136 IAC, 2004; FAO, 1995.
- 137 BAD, 1998, Eicher, 1999; Kydd et Doward, 2001.
- 138 Toulmin et Quan, 2000.
- 139 Eicher, 2003.
- 140 Barret et al, 1999.
- 141 Gabre-Madhin et Haggblade, 2004.
- 142 Développé par des scientifiques à la West Africa Rice Development Association (WARDA).
- 143 NEPAD/UA, 2003.
- 144 *Ibid.*
- 145 Hussain, I. et Hanjra, M. A, 2004.
- 146 Fréquence des récoltes une année donnée.
- 147 L'accent devrait être mis sur l'irrigation à petite échelle et sur le développement de la micro-irrigation pour les petits producteurs. La micro-irrigation fait référence à l'utilisation de technologies rudimentaires, telles que les pompes à pédale. L'irrigation à petite échelle fait référence à la taille de l'exploitation, par exemple l'irrigation reposant sur un petit barrage

- communautaire et l'eau récupérée de terrains marécageux, de rivières et de puits plutôt que de grands barrages. L'irrigation à petite échelle peut être à micro-échelle au niveau de la technologie employée, mais cela n'est pas toujours le cas.
- 148 D'après Westby et al., 2004 et les soumissions à Commission pour l'Afrique.
- 149 Westby et al., 2004; IAC, 2004.
- 150 Westby et al., 2004: au bas mot, les pertes de maïs facilement évitables en Afrique subsaharienne sont estimées s'élever à 10 %, soit environ 420 millions d'USD par an.
- 151 Dans le secteur agricole, les services de développement font référence à la propagation par le secteur public ou privé de nouvelles technologies et pratiques, d'informations et de connaissances, en vue de répondre aux besoins des agriculteurs et d'améliorer la productivité et les revenus agricoles.
- 152 Eicher, 1999; InterAcademy Council, 2004; Farm Africa, 2004; Eicher et Rukuni, 2003.
- 153 NEPAD/UA, 2003.
- 154 Eicher et Rukuni, 2003.
- 155 IAC, 2004.
- 156 UN-HABITAT, 2004, soumission à la Commission pour l'Afrique.
- 157 Banque mondiale, 2004a.
- 158 Home et Lim, 2004.
- 159 Commission des Nations unies sur le secteur privé et le développement, 2004.
- 160 Conceptuellement, l'économie informelle se situe à l'opposé de la partie de l'économie qui est réglementée, c'est-à-dire qui est régie par un ensemble de règles et de réglementations imposées par le gouvernement et acceptées. Les activités économiques du secteur informel ne sont pas comptabilisées dans les comptes nationaux (c'est pour cette raison qu'elles sont souvent dites « invisibles ») et ne sont pas soumises aux règles formelles du droit contractuel, des autorisations, du droit du travail, de la communication d'informations et de la taxation (définition du BIT). Pourtant, la dichotomie entre le secteur formel et le secteur informel est largement conceptuelle. Comme l'a souligné Snodgrass (2004), l'informalité économique va au-delà des micro-entreprises et « se situe à tous les niveaux de l'économie, des micro-entreprises aux grandes entreprises, en réponse à un manque de rigueur dans l'application de la loi, à l'opportunisme politique et à la corruption, ainsi que pour échapper à des régimes fiscaux pesants, aux inspections et aux formalités administratives ».
- 161 Chen M A, cité dans Xaba J, 2002.
- 162 F Schneider, 2002.
- 163 Palmade, 2003.
- 164 Les gouvernements africains et leurs partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux se sont depuis longtemps attaqués au problème de l'économie informelle parallèlement à leurs politiques. En fait, en offrant une « soupape de sécurité » à un grand nombre d'entreprises et d'employés, le secteur informel a, dans une grande mesure, dispensé le gouvernement de sa responsabilité en termes d'emploi et de protection sociale (Vishwanath, 2001). Les réformes d'ajustement structurel, privatisation comprise, des années 1980 et 1990, ont également contribué à l'élargissement de l'économie informelle, les fonctionnaires licenciés étant venus gonfler les rangs des travailleurs indépendants.
- 165 Banque mondiale, 2004a.
- 166 Les gouvernements africains, celui du Burkina Faso en particulier, travaillent actuellement en étroite collaboration avec des organisations du secteur informel, y compris des associations de femmes, dont beaucoup ont participé à la préparation du DSRP.
- 167 Becker (2004) a élaboré des recommandations spécifiques pour les donateurs et les gouvernements sur la meilleure manière d'aborder la question du secteur informel.
- 168 Projet Millénaire, 2005.
- 169 N Heyzer, cité dans GADB et Womankind, 2004.
- 170 Voir la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et la plate-forme d'action de Pékin.
- 171 Déclaration de l'UA sur l'emploi et la réduction de la pauvreté (2004), à l'appui de la mise en œuvre de la déclaration sur l'égalité des sexes en Afrique adoptée par la cinquième session ordinaire du conseil exécutif de l'UA (2004) et par la troisième session ordinaire de l'assemblée des chefs d'État et de gouvernement.
- 172 Les *Susus* et les *tontines* sont des exemples d'associations du secteur informel qui gèrent un large éventail de systèmes d'épargne et de crédit dans les zones rurales et urbaines des pays en développement. Pour une analyse récente de la micro-finance en Afrique, voir Basu et al, 2004.
- 173 La Tanzanie constitue un bon exemple. En effet, l'enquête sur le budget des ménages 2001/2002 a montré que seulement 6 % de la population détient un compte courant ou un compte d'épargne, soit le tiers des 18 % de personnes qui ont accédé à ces services en 1991/1992. Seulement 0,6 % ont contracté un emprunt. De même, d'après une enquête menée en Zambie par DFID, seulement 5 % de la population possède un compte en banque, tandis qu'au Nigeria moins de 5 millions de clients individuels sont recensés dans l'ensemble du secteur bancaire, soit moins de 10 % de la population adulte.
- 174 www.yearofmicrocredit.org
- 175 Voir la note 187.
- 176 L'insuffisance des services financiers de moyenne gamme (sur les marchés des actions et du capital risque notamment) pour les entreprises en croissance rapide d'Afrique exige également que l'on adopte une démarche intégrée dans le domaine des marchés financiers (cf. section 7.3.1 et Applegarth, 2004).
- 177 Y compris, pour les agriculteurs, différentes formes de financement telles que les mécanismes de crédit sur stocks et des systèmes innovants tels que le système de récépissés d'entrepôt utilisé en Zambie.
- 178 Basu et al, 2004.
- 179 Par exemple, les grands établissements de dépôt devraient être réglementés avec prudence, en prévoyant des ajustements pour la micro-finance. Pourtant, les limites légales des niveaux de micro-crédit devraient être évitées car elles ont tendance à restreindre l'offre de crédit aux pauvres. Les règles de protection des consommateurs, y compris la divulgation des taux d'intérêt, peuvent constituer une meilleure manière de protéger les emprunteurs pauvres.

- 180 IFPRI, 2004; Programme d'impact socio-économique de la téléphonie mobile de Vodafone. Présentation à la conférence avec les milieux d'affaires organisée par la Commission pour l'Afrique. Voir www.chathamhouse.org.uk/pdf/conferences/coyle.ppt
- 181 La Commission des Nations unies sur le secteur privé et le développement identifie la promotion des réseaux et des liaisons comme une des meilleures manières de contribuer au développement du secteur privé, ce qui englobe également les réseaux du secteur informel. Les petites entreprises peuvent s'aider mutuellement lorsque les liens aux marchés sont mauvaises. Citons par exemple la coopération pour l'achat de facteurs de production ou pour la production de marchandises aux volumes, avec la régularité et au niveau de qualité exigés par des entreprises plus grandes (ONUDI, 2001).
- 182 Le Forum international des chefs d'entreprise (FICE, 2004) cite des exemples intéressants de liens aux marchés. Par exemple, des multinationales ont aidé des entreprises locales à accéder aux marchés, à la technologie, au capital et/ou aux services.
- 183 Deloitte, 2004. Le Contrat mondial des Nations unies est la plus grande initiative volontaire de responsabilité sociale des entreprises au monde (RIIA, 2004). Il offre un cadre global de haut niveau utile. Lancé en 2000 par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, le Contrat mondial fait intervenir le PNUD, le PNUE, le BIT et le commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, ainsi que les ONG et les associations professionnelles du monde entier. www.unglobalcompact.org
- 184 La proposition tourne autour de trois éléments principaux : l'établissement d'un système de formation commerciale de base aboutissant à un certificat de confiance appelé Passeport PME, l'amélioration de l'interface entre les PME et les prêteurs, en invitant une ou plusieurs banques et des apporteurs de capital-risque à participer au système Passeport PME, le développement d'une démarche intégrée visant à former des groupes de PME autour de grands projets d'investissement du secteur public ou privé.
- 185 Un Fonds de développement pour les entreprises est un mécanisme de financement public qui octroie des subventions par concours. Les fonds sont établis en vue de répondre à des objectifs spécifiques, en l'occurrence le développement des petites entreprises. C'est aux candidats qu'il revient de proposer des manières innovantes d'atteindre les objectifs du fonds. Les offres sont évaluées par rapport à des critères transparents et clairement définis et les candidats retenus doivent égaler le montant de la subvention ou faire mieux. Ainsi, le secteur public partage une partie des risques initiaux associés aux investissements. La désignation d'un comité d'experts indépendant chargé d'évaluer les propositions et de sélectionner les projets par rapport aux critères retenus contribue à garantir un usage transparent des fonds publics.
- 186 Le Forum pour l'avenir et la Fondation Shell (2004) ont récemment souligné, au cours d'un atelier, le rôle de soutien que le secteur mondial de la finance commerciale peut jouer dans la réduction du risque que suppose l'exercice d'activités dans des pays en développement, en particulier en Afrique.
- 187 En réponse au rapport de la Commission des Nations unies sur le secteur privé et le développement, les pays du G8 ont, à Sea Island (2004), arrêté un ensemble d'actions visant à « encourager et soutenir les programmes et les politiques nationaux qui promeuvent le développement tiré par le secteur privé en vue de faire reculer la pauvreté ». Citons par exemple : faciliter les envois de fonds pour aider les familles et les petites entreprises, améliorer le climat des affaires pour les entrepreneurs et les investisseurs, fournir des logements et de l'eau propre en soutenant le développement des marchés financiers locaux, élargir l'accès à la micro-finance pour les entrepreneurs. Voir www.g8usa.gov/d_060904a.htm
- 188 Les avantages à long terme de la participation des multinationales au développement des petites entreprises ont été examinés par Deloitte (2004). Citons : l'augmentation de l'offre locale, la réduction des coûts, l'amélioration du contrôle de qualité, le respect des prescriptions gouvernementales, les avantages en termes de stratégie de marque, l'élargissement de la base de données de clients et la création de marchés pour l'avenir.
- 189 DFID a créé deux fonds de développement pour les entreprises en vue de faire participer le secteur privé à des projets en faveur des pauvres. Le fonds d'approfondissement financier (FDCF, Financial Deepening Challenge Fund) a été créé en 2000 afin d'améliorer l'accès aux services financiers pour les pauvres dans des pays sélectionnés. Le fonds d'amélioration des liaisons commerciales (BLCF, Business Linkages Challenge Fund) a été lancé en 2001 en vue de soutenir les liaisons commerciales tirées par la demande de sociétés du secteur privé « à but lucratif ». Le FAP a alloué la totalité de ses fonds et le FALC terminera son dernier cycle de financement au début de l'année 2005. Les deux fonds ont reçu une réponse importante du secteur privé en Afrique et font intervenir un large éventail d'acteurs, de partenariats et de produits. www.challengefunds.org
- 190 Y compris l'antenne « secteur privé » de la Banque mondiale, la Société financière internationale et le programme PME de l'ONUDI.
- 191 Le principe de la viabilité commerciale, ou rentabilité, est essentiel pour garantir que les projets tirés par le secteur privé sont axés sur les résultats et seront soutenus à long terme.
- 192 Parce qu'ils sont tirés par la demande, les fonds de développement pour les entreprises minimisent le risque de « choisir des entreprises déjà bien assises du secteur privé » et d'introduire des incitations sources de distorsions. Une sélection minutieuse, la durée relativement courte des subventions (« trois ans au maximum ») et la nécessité de s'attaquer aux questions de viabilité commerciale dès le départ garantissent que les subventions offertes au titre des projets soutenus ne se maintiendront pas dans la durée.
- 193 Banque mondiale, 2004b.
- 194 Union africaine, 2004.
- 195 Réunion technique du BIT sur l'emploi des jeunes, Genève, Suisse, 14-15 octobre 2004, et Forum des partenaires sociaux du sommet de l'UA sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté (septembre 2004), consultation régionale de la Commission pour l'Afrique en Afrique du Nord, soumission à la Commission pour l'Afrique reçue de Michaelowa et Ehler, juillet 2004.
- 196 Le concept des quatre « E » a été développé par le BIT dans le cadre de son programme de « travail décent » pour les pays en développement et poursuivi dans le cadre de l'initiative de réseau pour l'emploi des jeunes YEN (voir plus loin).
- 197 BIT, 2004.
- 198 *Ibid.*
- 199 *Ibid.*
- 200 Kanyenze, 2000.

- 201 Rapport du Conseil de sécurité de l'ONU suite à sa mission en Afrique occidentale, du 26 juin au 5 juillet 2003 (S/2003/688). *Paragraphe 76.* « Dans chaque pays visité, la mission a entendu parler du problème du chômage, chez les jeunes notamment, et de la source d'instabilité constante qu'il représente en Afrique occidentale. La mission espère que le bureau du représentant spécial du secrétaire général pour l'Afrique occidentale entreprendra un grand effort de collaboration avec les opérations de maintien et de consolidation de la paix, ainsi qu'avec le reste du système des Nations unies et ses partenaires dans la sous-région, en vue d'adopter une démarche régionale pratique et concertée de manière à résoudre ce problème urgent. »
- 202 La déclaration du Millénaire engage notamment les gouvernements à « développer et mettre en œuvre des stratégies qui donnent aux jeunes de tous les pays une chance de trouver un travail décent et productif... (OMD 16). Le sommet de l'Union Africaine sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté (septembre 2004) a renforcé cet engagement.
- 203 Kofi Annan a lancé le réseau pour l'emploi des jeunes Yen de l'ONU/du BIT/de la Banque mondiale en vue de soutenir l'OMD 16. Un groupe de haut niveau a identifié quatre domaines prioritaires, les quatre « E » : *Employabilité, Égalité des chances, Esprit d'entreprise et création d'emplois.* Des plans ont été arrêtés dans chaque domaine. (Pour tous renseignements, voir www.ilo.org/public/english/employment/strat/yen/publ/recomm.htm#1). Deux résolutions ont été adoptées en assemblée générale des Nations unies : une résolution de décembre 2002 sur la promotion de l'emploi des jeunes et une résolution de janvier 2004 relative aux politiques et aux programmes concernant les jeunes. Ces résolutions invitent les pays à préparer des plans d'action nationaux sur l'emploi des jeunes. Onze pays (l'Azerbaïdjan, le Brésil, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, la Namibie, le Nigeria, le Mali, le Rwanda, le Sénégal et le Sri Lanka) se sont portés volontaires comme pays principaux. Il est prévu que les gouvernements des pays principaux préparent des plans d'action nationaux avant le bilan quinquennal des OMD, prévu en 2005.
- 204 Exposé sur le plan d'action sénégalais présenté à la réunion technique du BIT sur l'emploi des jeunes, Genève, Suisse, 14-15 octobre 2004.
- 205 CEA, 2004b.
- 206 www.africa-union.org/EMPLOYMENT/Conclusion%20Social%20partners%20en.pdf
- 207 En Afrique du Sud, les « plates-formes d'employeurs » ont constitué des forums réussis qui réunissent des employeurs de secteurs en croissance clé, des jeunes et des agences pour les jeunes, en vue de fournir des informations sur les emplois et d'aider à la rédaction de curriculum vitae (cité dans Jackson). Au Sénégal, le Programme d'apprentissage ouvert national tente de faire le lien entre l'éducation et le monde du travail par le biais de stages pratiques sous la supervision d'un professionnel accompli dans des secteurs clés de l'industrie, tels que le secteur portuaire et les chemins de fer. Depuis sa création en 1992, plus de 600 000 jeunes ont été formés à plus de 80 métiers, et 400 000 d'entre eux ont monté leur propre micro-entreprise (Haftendorn et Salzano, 2004). Les compétences de gestion d'entreprise devraient être intégrées aux programmes scolaires, comme cela est le cas, par exemple, du module de technologie appliquée introduit dans les établissements d'enseignement secondaire au Mali (Haftendorn et Salzano, 2004).
- 208 Soumission du Groupe de contact des entreprises sur le développement de la capacité. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 209 Youth Business International (YBI), antenne du Forum international des chefs d'entreprise (FICE) Prince of Wales, a été créé pour faciliter cela. Il est présent dans 20 pays du monde, dont l'Afrique du Sud et le Nigeria YBI est un réseau mondial de programmes commerciaux destinés à aider les jeunes défavorisés à devenir des chefs d'entreprise, en les guidant et en leur donnant accès à un capital de départ. YBI réunit des personnes du secteur privé, de la société civile et de la fonction publique, qui mettent leurs compétences, leur savoir-faire et leurs équipements à disposition en vue de donner accès à un financement, de guider et de soutenir les jeunes chefs d'entreprise pendant la phase de lancement et de début d'activité de leur entreprise. À ce jour, plus de 50 000 jeunes ont monté une affaire grâce à 20 programmes YBI dans le monde et plus de 60 % de ses jeunes sont toujours en activité trois ans plus tard. Pour tout complément d'information, voir www.youth-business.org (Chambers et Lake, 2002). YBI est une organisation partenaire de Yen.
- 210 Burkina Faso, septembre 2004. La déclaration de l'UA sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique, 2004 (8b) fait référence au « développement et à la mise en œuvre de stratégies qui donnent aux jeunes d'Afrique une chance réelle de trouver un travail décent et productif et encourager les États membres africains à soutenir et à adapter l'initiative de réseaux d'emploi des jeunes (YEN), et à mettre en œuvre ses recommandations avec le soutien de l'ONU, du BIT, de la Banque mondiale et des autres agences compétentes ainsi que des partenaires de développement ».
- 211 La première année, le soutien cible les pays principaux YEN qui ont fait preuve d'un engagement politique de haut niveau. En l'espace de trois ans, la capacité régionale du secrétariat du YEN et son partenariat entre le BIT, la Banque mondiale et les Nations unies seront renforcés en vue de soutenir la formulation et la mise en œuvre de PAN dans un total de 25 pays d'Afrique subsaharienne. D'après les estimations, 4,7 millions d'USD seront alloués à l'organisation de processus consultatifs nationaux et d'évaluation par les pairs autour de la préparation d'un plan d'action national. Cela supposera également la diffusion des principes directeurs, des bonnes pratiques et des outils de soutien technique, une initiative Partenaires sociaux de l'Afrique chargée de consulter les syndicats et la société civile et de garantir la participation des jeunes Africains. Le financement de démarrage de 20 millions d'USD au total serait alloué aux activités qui présentent une possibilité de changement d'échelle à l'avenir. 4 millions d'USD seraient alloués au soutien principal en faveur du YEN sur trois ans afin de soutenir ce processus, d'organiser les évaluations par les pairs et d'échanger des expériences entre les pays participants.
- 212 Le Groupe de contact des entreprises et les consultations régionales avec le monde des entreprises ont souligné le rôle essentiel que le monde des affaires peut jouer dans la promotion du développement en Afrique, ce qui va du soutien aux PME à un travail en plus étroite collaboration avec le gouvernement sur les priorités de développement nationales. Un ensemble complet de soumissions est disponible sur le site Web de la Commission pour l'Afrique (www.commissionforafrica.org).
- 213 www.weforum.org/pdf/Africa_2002/NEPADEndorsement.pdf
- 214 www.weforum.org/site/homepublic.nsf/Content/Annual+Meeting+2005
- 215 Au niveau international, les activités philanthropiques comprennent la somme de 1 milliard d'USD engagée sur 10 ans par Ted Turner aux Nations unies et qui a soutenu la création de la Fondation des Nations unies et le Fonds international des Nations unies pour les partenariats internationaux. Les dons effectués par la fondation Bill and Melinda Gates ont permis de réunir des millions de dollars de fonds privés et publics qui seront consacrés à la santé, y compris le fonds de vaccination. En attendant, un large éventail de dons médicaux ont été effectués par les sociétés pharmaceutiques aux agences des Nations unies telles que l'OMS, le FNUAP, l'UNICEF et la Banque mondiale (PNUD, 2002).

- 216 Le travail récemment accompli par l'OCDE/CAD sur la croissance favorable aux pauvres insiste sur le fait que la transmission des avantages de la croissance aux pauvres dépend du secteur (EME, 2002; EME, 2004). Par exemple, si le secteur de l'extraction a un impact considérable sur la croissance, son principal impact sur la pauvreté est indirect : il passe par la taxation et le versement de royalties à l'État, sommes qui peuvent ensuite être utilisées pour financer les dépenses du secteur social et les investissements d'infrastructures. En revanche, les industries à forte intensité de main-d'œuvre exercent un impact direct considérable sur la nature favorable aux pauvres de la croissance, mais un impact plus réduit sur la croissance.
- 217 Les organisations de personnel et les syndicats jouent un rôle important dans le renforcement du pouvoir de négociation des participants les plus désavantagés sur le marché du travail et en veillant au respect des règles les plus importantes du droit du travail (soumission du Trades Union Congress, janvier, 2005).
- 218 DFID, 2004.
- 219 Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, 2004.
- 220 Soumission du Groupe de contact des entreprises sur le développement de la capacité. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 221 Soumission du Groupe de contact des entreprises sur les PME. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 222 IBLF, 2002; ONUDI, 2002; Feachem et Gambon, 2003.
- 223 IBLF, 2002.
- 224 Commission des Nations unies sur le secteur privé et le développement, 2004.
- 225 Conférence commerciale de la CFA/Chatham House, Londres, 21 octobre 2004.
- 226 Voir la soumission du Groupe de contact des entreprises sur le VIH/SIDA. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 227 Le Groupe de contact des entreprises présente plusieurs recommandations dans ce domaine (voir la soumission du Groupe de contact des entreprises sur le VIH/SIDA. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org), y compris : faire avancer le travail de Shell/UNAIDS sur le scénario panafricain de l'impact du VIH/SIDA ; les investissements publics (y compris des donateurs) pour renforcer l'efficacité des systèmes médicaux et des programmes d'éducation, le développement de vaccins et le développement et la distribution de microbiocides ; et la diffusion des meilleures pratiques sur le lieu de travail, y compris une proposition poussant les grandes entreprises qui exercent des activités en Afrique à avoir une politique sur le VIH et à publier un rapport sur sa mise en œuvre.
- 228 Voir la soumission du Groupe de contact des entreprises sur la gouvernance et la transparence. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 229 OCDE/CAD, 2004.
- 230 Overseas Development Institute, 2004.
- 231 Overseas Development Institute, 2004.
- 232 Voir la soumission du Groupe de contact des entreprises sur le développement de la capacité. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 233 "Business and the Millennium Development Goals: A Framework for Action" accessible à l'adresse www.iblfcslr/csrwebassist.nsf/content/f1d2b3aad4.html
- 234 www.businessfightsaids.org/site/pp.asp?c=nmK0LaP6E&b=89994
- 235 www.bsr.org
- 236 www.wbcsd.ch
- 237 La question du renforcement de la mise en œuvre de ces initiatives a été vigoureusement soulevée au cours de nos consultations régionales et, dans le cas des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, cela pourrait amener à élargir le réseau actuel de points de contacts nationaux en Afrique subsaharienne. Nous présentons nos propositions au chapitre 5 pour y intégrer les *principes directeurs de comportement en situation de conflit armé (ou de risque de conflit armé)*.
- 238 www.unglobalcompact.org; voir également le site suivant. Rapport McKinsey & Company, Assessing the Global Compact's Impact.
- 239 www.oecd.org/document/28/0,2340,en_2649_34889_2397532_1_1_1_37461,00.html
- 240 www.globalreporting.org
- 241 www.ilo.org/public/english/standards/norm/sources/mne.htm
- 242 www.oecd.org/document/21/0,2340,en_2649_34855_2017813_1_1_1_1,00.html
- 243 Commission des Nations unies sur le secteur privé et le développement (2004).
- 244 www.undp.org/business/gsb/
- 245 Forum permettant aux entreprises, aux fonctionnaires et aux membres de la société civile de débattre de la politique et de la pratique de la durabilité des entreprises et de proposer des mesures à ce sujet. (Voir www.aiccafrica.com/african%20corporate%20sustainability%20forum1.htm).
- 246 Soumission de la table ronde du milieu d'affaires africain à la Commission pour l'Afrique. Accessible à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 247 Brockelsby et Hinshelwood, 2001.
- 248 PNUE, 2003b.
- 249 L'Afrique comptait pour 56 % de la déforestation mondiale entre 1990 et 2000 (44 % au Soudan, en Zambie et en République démocratique du Congo (FAO, 2003).
- 250 Banque mondiale 2004a.
- 251 Convery Rank et Kwadwo, 1991.
- 252 Kundzevicz et al, 2001.
- 253 Indicateur du développement mondial 2003 et DSRP du Mozambique (http://poverty.worldbank.org/files/Mozambique_PRSP.pdf).

Abalu, G et R Hassan (1998) "Agricultural productivity and natural resource use in Southern Africa", *Food Policy Review*, 23 (6): 477-490.

Acemoglu D, S Johnson et Robinson, J (2004) *Institutions and the Fundamental Values of Long-Run Growth*, *Centre for Economic Policy Research*, série d'articles de base, n° 4458, juin 2004.

Adams, R (2002) *Economic Growth, Inequality and Poverty: Findings from a New Data Set*, document de travail d'étude politique 2972, Banque mondiale, février 2002

Applegarth, P V (2004) *Capital Market and Financial Sector Development in sub-Saharan Africa*, *A Report of the Africa Policy Advisory Panel*, Washington DC: Centre for Strategic and International Studies.

Asiedu, E (2001) *On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: Is Africa Different?* University of Kansas, Lawrence, KS, États-Unis.

AT Kearney (Pty) Limited (2000) *FDI Confidence Audit: South Africa*, *Global Business Policy Council*, Alexandria, DC.

Banque africaine du développement (1998) *African Development Bank Report 1998: Human Capital Development*, New York: Oxford.

Banque africaine du développement (1999) *African Development Bank Report 1999: Infrastructure Development in Africa*, New York: Oxford.

Banque africaine du développement (2003) *African Development Bank Report 1999: Globalization and Africa's Development*, New York: Oxford.

Banque de développement de l'Afrique australe (2003) *Development Report 2003, Financing Africa's Development, Enhancing the role of private finance*, Johannesburg: DBSA.

Banque mondiale (1993) *World Development Report 1994: Infrastructure for Development*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (1999) *World Development Report 1999/2000: Entering the 21 st Century: The Changing Development Landscape*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2000a)

- Bertolini (2004) *Making Information and Communication Technologies Work for Food Security in Africa*. IFPRI 2020 Africa Conference Brief 11.
- BIT (2003) Rapport d'évaluation thématique: Employment-intensive investment and poverty alleviation, Comité de coopération technique, Genève: BIT.
- BIT (2004) *Global Employment Trends for Youth*, Genève: BIT.
- Bloom, D et J Sachs (1998) "Geography, Demography and Economic Growth in Africa", dans *Brookings Papers on Economic Activity*, 207-295.
- Bourguignon, F (2000) *The Pace of Economic Growth and Poverty Reduction*, présentation à LACEA 2001, Uruguay.
- Brocklesby, M A et E Hinshelwood (2001) *Poverty of the Environment: What Poor People Say. An assessment of poverty-environment linkages in participatory poverty assessments*, Londres: DFID.
- Calderón, C et L Servén (2004) *The Effects of Infrastructure Development on Growth and Income Distribution*, document d'étude politique de la Banque mondiale, 3400.
- Centre on Housing Rights and Evictions (2004) *Bringing Equality Home: Promoting and Protecting the Inheritance Rights of Women – A Survey of Law and Practice in Sub-Saharan Africa*. The Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE), accessible à l'adresse www.cohre.org/women
- Chambers, R et A Lake (2002) Youth Business International: Bridging the Gap between unemployment and self-employment for disadvantaged youth, document de travail du BIT sur les compétences n° 3.
- Chang, H (2002) *Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective*, Londres: Anthem Press.
- Chang, H (2003) "Institutional Development in Historical Perspective", dans Chang, H (ed) *Rethinking Development Economics*, Londres: Anthem Press.
- Chen, S et M Ravallion (2004) *How Have the World's Poorest Fared since the Early 1980s?* Document d'étude politique de la Banque mondiale 3341, juin 2004.
- Collier, P, A Hoeffler et C Patillo (2001) "Capital Flight as a Portfolio Choice", *World Bank Economic Review*, 15 (1): 55-80.
- Collier, P (2002) *Primary Commodity Dependence and Africa's Future*, Washington DC: Banque mondiale.
- Collier, P et J Gunning (1999) "Explaining African Economic Performance", *Journal of Economic Literature*, 37 (1): 64-111. Collier, P et J W Gunning (1999) "Why Has Africa Grown Slowly?" dans *Journal of Economic Perspectives*, 13(3).
- Collier, P et S O'Connell (2005) *Opportunities, Choices and Syndromes*, Centre for the Study of African Economies, University of Oxford, pour le projet Growth du Consortium de recherche économique africain.
- Comité intergouvernemental sur les changements climatiques (IPCC, 2001 a) *Climate Change 2001: impacts, adaptation and vulnerability. Summary for policy makers*, troisième rapport d'évaluation, PNUE/WMO.
- Comité intergouvernemental sur les changements climatiques (IPCC, 2001 b) *Climate Change 2001: the Science Basis*. Contribution au groupe de travail, troisième rapport d'évaluation du Comité intergouvernemental sur les changements climatiques, PNUE/WMO.
- Commission des Nations unies sur le secteur privé et le développement (2004) *Unleashing Entrepreneurship: Making Business Work for The Poor*, New York: PNUD.
- Commission des Nations unies sur le développement durable (2004) *Overview of Progress Towards Sustainable Development*, rapport du secrétaire général, Commission des Nations unies sur le développement durable, 12^e session, février 2004.
- Commission économique pour l'Afrique (2004a) *Assessing Regional Integration in Africa*, Addis-Abeba: Commission économique pour l'Afrique des Nations unies.
- Commission économique pour l'Afrique (2004b) *Economic Report on Africa 2004: Unlocking Africa's Trade Potential*, Addis-Abeba: Commission économique pour l'Afrique des Nations unies.
- Commission économique pour l'Afrique (2004c) *Supporting Africa's Efforts for Structural Agricultural Transformation: Recommendations from the Economic Commission for Africa*, Soumission à la Commission pour l'Afrique, décembre 2004.
- Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation (2004), *A Fair Globalization: Creating opportunities for all*, Genève: BIT.
- CNUCED (1999) *Foreign Direct Investment in Africa: Performance and Potential*, New York et Genève: CNUCED, 1999.
- De Soto, H (2001) *The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*. Basic Books: New York.
- Deloitte Touche Tohmatsu Emerging Markets (2004) *Partnership for Small Enterprise Development*, New York: PNUD.

- DFID (2003) *How to Support Competition Law and Policy*, DFID "How To", note 4, document interne, Londres: DFID.
- DFID (2003a) *How to Develop the Financial Sector for Poverty Reduction*, DFID "How To", note 6, document interne, Londres: DFID.
- DFID (2003b) *How to Approach International Financial Standards and Codes*, DFID "How To", note 7, document interne, Londres: DFID.
- DFID (2003c) *How to Harness the Private Sector for Pro-Poor Growth*, DFID "How To", note 1, document interne, Londres: DFID
- DFID (2004) *Labour Standards and Poverty Reduction*, étude technique, Londres: DFID.
- DFID (2004b) *What is Pro-Poor Growth and Why Do We Need to Know*, Pro-Poor Growth Briefing, note 1, Londres: DFID
- Dollar, D et A Kraay (2002) "Growth is Good for the Poor", *Journal of Economic Growth*, 7(3): 195-225.
- Dorward, A, J Kydd, J Morrison et I Urey (2004a) "A policy agenda for pro-poor agricultural growth", *World Development* 32 (1): 73-89.
- Dorward, A, C Poulton et J Kydd (2004b) *Overcoming Market Constraints to Pro-Poor Agricultural Growth in Sub-Saharan Africa*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.
- Eicher, CK (2003) Flashback: *Fifty Years of Donor Aid to African Agriculture*. Article n° 16 (version révisée) présenté à la conférence InWEnt, IFRPI, NEPAD/UA, CTA sur "Successes in African Agriculture", Pretoria, décembre 2003.
- Eicher, CK et M Rukuni (2003) *The CGIAR at 31: An independent meta-evaluation of the Consultative Group on International Agricultural Research*. Document de travail thématique, The CGIAR in Africa: Past, present and Future. Washington DC: Banque mondiale.
- Eicher, K (1999) "Institutions and the African farmer", *Issues in Agriculture* N° 14, secrétariat du CGIAR, Banque mondiale.
- EME (2002) *Pro-Poor Investment: Maximising the contribution of investment and business to poverty reduction*, document sur l'économie des marchés émergents pour DFID, non publié.
- EME (2004) *Pro-Poor Growth and Private Sector Development: Conceptual Framework*, (projet), document sur l'économie des marchés émergents pour l'OCDE/CAD PovNet, non publié.
- Estache, A et T Yepes (2004) *What's the State of Africa's Infrastructure?* Quantitative Snapshots, Banque mondiale, article préparé pour la Commission pour l'Afrique, OCDE-POVNET, groupe de travail sur les infrastructures et deuxième Rapport de suivi mondial de la Banque mondiale/FMI.
- Fafchamps, M, F Teal et J Toyne (2001) *Towards a growth strategy for Africa*, Oxford: Centre for Study of African Economies.
- FAO (1995) *The effects of HIV/AIDS on farming systems in Eastern Africa*. Accessible à l'adresse <http://www.fao.org>
- FAO (2003) *Forestry Outlook Study for Africa. Regional report – opportunities and challenges towards 2020* Article sur la sylviculture de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, n° 141.
- FAO (1989) *Preventing of post-harvest food losses fruits, vegetables and root crops a training manual*, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, accessible à l'adresse www.fao.org
- FAO (1998) *FAO: Better Information Sharing Could reduce Post-Harvest Food Losses – New Database Launch Press Release 98/47* Rome: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. www.fao.org
- Farm Africa (2004) *Reaching the poor: a call to action*, Londres: Farm Africa.
- Feachem, Z et S Gambon (eds.) (2003) *Financing Sustainable Development, Poverty Reduction and the Private Sector: Finding Common Ground on the Ground*, rapport du ministère britannique des Finances, RIIA, DFID, conférence Pfizer de janvier 2003.
- Fischer, G, M Shah et H van Velthuizen (2002) *Climate Change and Agricultural Vulnerability*, rapport spécial préparé par l'International Institute for Applied Systems Analysis en guise de contribution au Sommet mondial sur le développement soutenable, Johannesburg 2002. Forum pour l'avenir et fondation Shell
- (2004) *Sustainable Investment in Africa: Pipedream or Possibility?.* Atelier "Sustainable Investment in Developing Countries", Londres, mai 2004.
- Forum international des chefs d'entreprise (FICE, 2002) *The Business of Enterprise: Meeting the challenge of economic development through business and community partnerships*, The Prince of Wales International Business Leaders Forum, Londres.
- GADN et WOMANKIND (2004) *Soumission commune à la Commission pour l'Afrique*, août 2004.
- Gabre-Madhin, EZ et S Hagglblade (2004) "Successes in African Agriculture: Results of an Expert Survey" *World Development*, 32 (5): 745-766.
- Genève(2004) *Human Development Report 2004*, Genève: PNUD.
- Global Entrepreneurship Monitor (2003) *South Africa Executive Report*, 2003.

- Haftendorn et Salzano (2004) *Facilitating youth entrepreneurship Part II*, Genève: BIT.
- Hall, R et C Jones (1999) "Why do some countries produce so much more output per worker than others?", *The Quarterly Journal of Economics*, février 1999.
- Hesselbarth, S (2004) *Donor Practices and the Development of Bilateral Donor's Infrastructure Portfolio*, préparé pour le réseau de l'OCDE/CAD sur la réduction de la pauvreté.
- Home, R et H Lim (2004) (eds.) *Demystifying the Mystery of Capital: Land Tenure and Poverty in Africa and the Caribbean*, Londres: Cavendish Publishing
- Hulme, M (2001) "Climatic Perspectives on Sahelian desiccation: 1973-1998". *Global Environmental Change*, Partie A 11 (1): 19-29.
- Hussain, I et M A Hanjra (2004) "Irrigation and Poverty Alleviation: Review of the Empirical Evidence" dans *Irrigation and Drainage*, 53: 1-15.
- IEA (2002) *World Energy Outlook 2002*, Paris: IEA. IEA (2004) *World Energy Outlook 2004*, Paris: IEA. IFPRI (2002) *Ending Hunger: Only the Small farmer Can Do It*, Washington DC: IFPRI.
- InterAcademy Council (IAC) (2004) *Realising the promise and potential of African Agriculture: Science and technology strategies for improving agricultural productivity and food security in Africa*. Amsterdam: InterAcademy Council.
- Jackson (2004), More than CSR: the role of the private sector in building youth employability, Alliance of African Youth Employability, Baltimore.
- Jenkins, C et L Thomas (2002) *Foreign Direct Investment in Southern Africa: Determinants, Characteristics and Implications for Economic Growth and Poverty Alleviation, Globalisation and Poverty*, University of Oxford, Londres School of Economics, Roaume-Uni.
- Kanyenze, G C Z Mhone et T Sparreboom (2000) *Strategies to Combat Youth Unemployment and Marginalisation in Anglophone Africa*, BIT/SAMAT Document de base N° 14.
- Kaufmann, D, A Kraay et P Zoido-Lobato (1999) *Governance Matters*, Washington DC: Banque mondiale.
- Kleih, U, G Okoboi et M Janowski (2004) *Farmers' and Traders Sources of Market Information in Lira District*. Article de la conférence NARO, 57-5, Kampala, septembre 2004.
- Kundzewicz, B, Br Hoff, L Menzel and RE Schulze (2001) "Coping with Climatic Change: Floods and Droughts", *Natural Resources Forum*, 26 (4).
- Kydd, J et A Dorward (2001) "The new Washington consensus on poor country agriculture: analysis, prescription and gaps with particular attention to globalisation and finance for seasonal inputs", *Development Policy Review*, 19 (4).
- Limao, N et A Venables (2001) "Infrastructure, Geographical Disadvantage and Transport Costs", *World Bank Economic Review* 15:451-479.
- Lobe, J (2003) *NGOs Organize Against Proposed WTO Investment Agreement*, One World, Global Policy Forum.
- Loup, J (2000) *The UNDP Round Tables and the Private Sector: An Issue Paper*, Paris: DIAL.LUNDE, L et M Taylor, avec A Huser (2003) *Commerce or Crime? Regulating Economies of Conflict*, rapport du FAFO n° 424, Programme for International Co-operation and Conflict Resolution, Fafo Institute for Applied Social Science, accessible à l'adresse <http://www.fafo.no/pub/rapp/424/424.pdf>
- Mattoo, (2003) "Developing Countries in the New Round of GATS Negotiations: Towards a Pro-Active Role", *World Economy*, Vol. 23(4): 471-489.
- McKinsey (2003), *Quarterly 2003 Special Edition*, Washington DC: McKinsey.
- Milner, C, O Morrissey et N Rudaheranwa (2000) "Policy and Non-Policy Barriers to Trade and Implicit Taxation of Exports in Uganda", *Journal of Development Studies*, 37(2): 67-90.
- Mission du Conseil de sécurité de l'ONU en Afrique occidentale, 26 juin-5 juillet 2003 (S/2003/688).
- Musoke, C, J Byaruhanga, P Mwesigwa et C Byarugaba (2004) *Linking Farmers to Markets: the Case of the Nyabyumba Potato*, Article de la conférence NARO, 192-5, Kampala, septembre 2004.
- Muzari, W, M Rukuni et S Schroder (1994)(eds.) *Rural industrialisation in Zimbabwe: Potential, constraints and strategies for development*, Harare: University of Zimbabwe Publications.
- NEPAD/UA (2003) *Comprehensive Africa Agriculture Development Programme* Midrand: Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).
- NEPAD/UA (2004) *Implementing the Comprehensive Africa Agricultural Development Programme and Restoring Food Security in Africa*, article du secrétariat du NEPAD pour la réunion du Forum du Partenariat africain de Washington DC, octobre 2004.
- NEPAD/UA et la Banque de développement de l'Afrique australe (2003), rapport sur le développement. *Financing Africa's Development: Enhancing the role of private finance*.
- NEPAD/UA (2002) *Infrastructure Short-Term Action Plan*.
- Ndulu, B (2004) *The Challenges for Improving Access to Infrastructure Services in Africa*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique.

North, D et R Thomas (1973) *The Rise of the Western World: A New Economic History*, Cambridge: Cambridge University Press.

North, D (1990) *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge: Cambridge University Press.

Nweke, FL, JK Lynam et DSC Spencer (2002) *The cassava transformation: Africa's best-kept secret*, East Lansing, MI: Michigan State University Press.

Nyong, A (2005) *The Economic, Developmental and Livelihood Implications of Climate Induced Depletion of Ecosystems and Biodiversity in Africa*, Faculty of Environmental Sciences, University of Jos, Nigeria.

Organisation mondiale du tourisme (2002) *Tourism: A Catalyst for Sustainable Tourism*, séminaire de la Commission pour l'Afrique, Nigeria, Lagos, avril.

ONUDI (2002) *Corporate Social Responsibility and Developing Country SMEs*, Vienne: ONUDI.

ONUDI (2004) *Industrial Development Report 2004: Industrialization, Environment and the Millennium Development Goals in Sub-Saharan Africa*, Vienne: ONUDI.

Overseas Development Institute (2004), étude de cas préparée pour la Commission pour l'Afrique.

O'Connell, S et B Ndulu (2000) *Africa's Growth Experience: A Focus on the Sources of Growth*, avril, article-cadre pour l'AERC présentée

- Rogg, C (2003) *Investment in Developing Countries: Some Ideas on the Domestic and International Agendas*, document interne du DFID. Londres.
- Sachs, J et A Warner (1997) "Fundamental sources of long-run growth" *American Economic Review*, documents et procès-verbaux 87, n° 2:184-88.
- SADC (2003) *Proposal for the Establishment of A Regional Reform Technical Support Facility (RLRTSF)*, Communauté de développement d'Afrique australe (SADC): Gaborone, Botswana.
- SADC VAC (2003) *Towards Identifying Impacts of HIV/AIDS on Food Insecurity in Southern Africa and Implications for Response: Findings from Malawi, Zambia and Zimbabwe*, Food, Agriculture and Natural Resources Vulnerability Assessment Committee, Communauté de développement d'Afrique australe (SADC): Gaborone, Botswana.
- Schneider, F (2002) *Size and Measurement of the Informal Economy in 11 Countries Around the World*, article présenté à un atelier du Centre fiscal national australien, Australie, juillet 2002.
- Schulpen, L, P Gibbon et P Ove Pedersen (2001) *Private Sector Development: Policies, Practices and Problems*, article de politique du CDR, Centre for Development Research.
- Shisana O et L Letlape (2004) *The Impact of HIV/AIDS on the Sub-Saharan African Economy*, Human Sciences Research Council, article de consultation préparé pour la Commission pour l'Afrique.
- Singh, A, A Dieye, M Finco, MS Chenoweth, EA Fosnight et A Allotey (1999) *Early warning of selected emerging environmental issues in Africa: Change and correlation from a geographic perspective*, Nairobi: PNUF.
- Singh, K (2003) *When Elephants Dance: MIA Negotiations in the WTO*, Public Interest Research Centre, Inde.
- Snodgrass D.R et Packard Winkler J (2004), *Enterprise Growth Initiatives: Strategic Directions and Options*, Development Alternatives Inc, Maryland USA.
- Stern, N, J Dethier et H Rogers (2005) *Growth and Empowerment: Making Development Happen*. Cambridge, Mass, MIT Press.
- Stern, N (2001) *A Strategy for Development*, Washington DC: Banque mondiale.
- The Gatsby Charitable Foundation (2003) *Raising Yields, Creating Partnerships: Gatsby's On-Farm Work in Africa*, Londres: Gatsby Occasional Paper.
- Toulmin, C et J Quan (eds.) (2000) *Evolving land rights, policy and tenure in Africa*. Londres: IIED.
- Te Velde, DW (2002a) *Foreign Direct Investment: Policy Challenges for Sub-Saharan African Countries*, Overseas Development Institute, 2002.
- Te Velde, DW (2002b) *Promoting TNC-SME linkages: the case for a global business linkage fund*. Projet de note, Overseas Development Institute, décembre 2002.
- Te Velde, DW (2004) *The wider developmental impact of offshoring of services*, Overseas Development Institute, septembre 2004
- Trades Union Congress, 2004. *A Social Partnership for Africa*, soumission à la Commission pour l'Afrique, décembre 2004.
- UN-HABITAT (2002) *Rights and Reality: Are women's equal rights to land, housing and property implemented in East Africa?* Nairobi: Centre des Nations unies pour les établissements humains (UN-HABITAT).
- UN-HABITAT (2004) *Africa on the Move: An Urban Crisis in the Making*, soumission à la Commission pour l'Afrique, Nairobi: UN-HABITAT.
- Vishwanath, T (2001) *Informal Economy: Safety Valve or Growth Opportunity?* Linking Work, Skills and Knowledge: Learning for Survival and Growth International Conference, septembre 2001, Interlaken, Suisse.
- WaterAid (2004) *Water and Sanitation: The Education Drain*, Londres: WaterAid.
- Westby, A, BA Lankford, JF Coulter, JE Orchard et JF Morton (2004) *Rural infrastructure to contribute to African agricultural development: the cases of irrigation and post harvest*. Rapport pour la Commission pour l'Afrique, NRI, University of Greenwich et ODG, University of East Anglia, Norwich.
- Wiggins, S et S Proctor (2001) "How special are rural areas?" *Development Policy Review*, 19 (4): 427-36.
- Wood, A (2002) *Could Africa be Like America?*, Conférence annuelle de la Banque sur l'économie du développement, avril-mai, Washington DC: Banque mondiale.
- Xaba, J, P Horn et S Motala (2002) *The Informal Sector in Sub-Saharan Africa*, document de travail du BIT sur l'économie informelle, BIT, 2002.

Chapitre 8 : Notes

- 1 Banque mondiale, 2003a.
- 2 Banque mondiale, 2004a.
- 3 Banque mondiale, 2002.
- 4 Ceci est en partie l'objectif de l'augmentation des exportations et de l'aide.
- 5 Chang, 2003.
- 6 Le TSD pour les pays en développement présente trois aspects principaux : l'exemption de règles spécifiques de l'OMC, y compris la liberté de protéger les marchés, l'offre d'assistance technique pour aider les pays à mettre en œuvre les règles et l'augmentation de l'aide pour aider à développer la capacité côté offre.
- 7 Limao et Venables, 2001.
- 8 Banque mondiale, WDI on-line, 2004.
- 9 Banque mondiale, WDI on-line, 2004.
- 10 CEA, 2004a.
- 11 Estache, 2004.
- 12 CEA, 2004e.
- 13 Kripali Manek, communication personnelle.
- 14 Banque mondiale, 2003c.
- 15 Adopté le 3 juillet 1991 par 48 États membres de l'OUA à son 27^e sommet. Le traité d'Abuja repose sur la philosophie du plan de Lagos de 1980 et est entré en vigueur en mai 1994.
- 16 Sur 53 pays, 26 sont membres de 2 communautés économiques régionales, 20 sont membres de 3, 1 appartient à 4 et seulement 6 appartiennent à 1.
- 17 CEA, 2004g.
- 18 Banque mondiale, 2005bg.
- 19 Helena McCloud, communication personnelle.
- 20 Orden et al, 2004.
- 21 Ceci englobe des produits de base tels que le bétail et les produits issus du bétail, les céréales, les racines comestibles, les tubercules, les pois et les haricots.
- 22 Ceci s'est déjà produit au sein de la SADC et de la COMESA.
- 23 D'après la *résolution CM/464* du 26^e Conseil des ministres de l'OUA, le traité d'Abuja divise le continent en cinq communautés régionales : l'Afrique du Nord, l'Afrique occidentale, l'Afrique centrale, l'Afrique orientale et l'Afrique australe. Suite à ces divisions régionales, des définitions de rationalisation ont été proposées : la forme forte, définie comme l'absorption et la fusion de communautés et d'institutions régionales, devant être synchronisés avec les cinq communautés régionales proposées sous le traité d'Abuja. La forme faible, définie comme l'absorption et la fusion des programmes des communautés. Cette forme définit un seuil inférieur pour le processus d'intégration et n'aboutira pas nécessairement à une réalisation réussie des objectifs du traité d'Abuja. CEA, 2004a.
- 24 Burundi, Comores, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Namibie, Rwanda, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.
- 25 Les accords basés sur le régionalisme ouvert ont des barrières commerciales réduites, des règles d'origine non restrictives, des marchés des services libéralisés et une orientation marquée sur la réduction des coûts des transactions aux frontières. Ce principe constitue une manière de rendre les accords régionaux complémentaires d'un système multilatéral non discriminatoire. Le CBI possède une orientation ouverte et basée sur une conception souple, reposant sur la coopération entre les pays en vue de mettre en œuvre des projets spécifiques en commun (Banque mondiale, 2004a).
- 26 La CEDEAO et l'UEMAO ont signé un accord de coopération pour l'intégration régionale en mai 2004. Les consultations entre les deux organisations régionales supposent des plans d'action en vue d'harmoniser leurs activités sectorielles (y compris l'agriculture, le transport et l'énergie), d'accélérer la convergence des politiques économiques et financières des États membres par le biais du mécanisme de surveillance multilatéral et de créer une union douanière de l'Afrique de l'Ouest.
- 27 Amjadi et Yeats, 1995.
- 28 CNUCED, 2001.
- 29 Consultations de CBC pour la Commission pour l'Afrique, accessibles à l'adresse www.commissionforafrica.org
- 30 OCDE, 2003b.
- 31 Les bénéfices globaux de l'amélioration de la facilitation du commerce varient considérablement en fonction des conditions. Singapour a mis en place un système de déclaration électronique pour tous les commerçants qui a permis de réaliser des économies s'élevant, d'après les estimations, à 1 % du PIB, et le service devrait rentrer dans ses frais en moins de 3 ans (PNUD, 2003).
- 32 Il était prévu que les ministres se mettent d'accord sur des modalités de négociations à Cancun en septembre 2003, mais cette réunion s'est terminée sans qu'aucun accord ne soit conclu. Les deux principaux problèmes pour les pays en développement, y compris ceux d'Afrique, étaient le manque de progrès sérieux sur la question de l'agriculture et l'insistance de l'Union européenne et d'autres sur l'inclusion de questions supplémentaires – les soi-disant « questions de Singapour », qui avaient été jugées être d'une priorité inférieure pour les pays en développement au conseil ministériel de Singapour de 1996, relatives aux investissements, à la politique de la concurrence, à la transparence des marchés publics et à la facilitation du commerce. L'absence de progrès à Cancun a menacé de faire échouer les négociations commerciales multilatérales, mais des progrès ont été accomplis récemment, un accord sur un cadre ayant été conclu en juillet 2004 à Genève, ce qui permet aux négociations multilatérales du cycle de Doha de se poursuivre.

- 33 Présenté au conseil des ministres de Shanghai d'octobre 2001.
- 34 Aux prix de 1997, ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, 2002.
- 35 CEAP, 2002.
- 36 CEA, 2004b.
- 37 Consultation du Groupe de contact des entreprises avec la Commission pour l'Afrique, novembre 2004.
- 38 Rapports par pays sur le Mozambique de Dunn and Bradstreet, janvier 2003, dans Crown Agents 2003.
- 39 Crown Agents, 2003.
- 40 OMC, 2004.
- 41 Wilson et al, 2002.
- 42 L'AFL est un organisme réglementaire qui occupe les fonctions des divisions des impôts sur le revenu, de l'administration des douanes et des impôts indirects et de la TVA. Sa fonction principale est d'évaluer, de percevoir et de déclarer les recettes fiscales au nom du gouvernement et de promouvoir la conformité volontaire.
- 43 Les points de données en Afrique subsaharienne sont pour le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, le Nigeria, Maurice.
- 44 CNUCED, 2003c, estimations.
- 45 Amjadi et Yeats, 1995.
- 46 La décision a accéléré la libéralisation de l'accès au marché du transport aérien en Afrique, entraîné des réformes visant à stimuler la concurrence et permis à plusieurs compagnies aériennes de se charger d'itinéraires particuliers et de déréglementer le trafic. La décision ne portait pas sur le secteur de l'aviation à l'extérieur de l'Afrique, dans la mesure où il était jugé nécessaire d'améliorer la situation en Afrique. 23 États ont accepté de libéraliser le transport aérien en Afrique sur deux ans. La décision a été particulièrement bien soutenue par les donateurs, la CEMAC, la CEDEAO, la COMESA, la SADC et l'UEMAO étant les principaux bénéficiaires.
- 47 Permettant à toutes les compagnies aériennes d'assurer tous les itinéraires entre les deux pays sans contrôle de capacité ex ante.
- 48 OMC, 2004.
- 49 PNUD, 2003.
- 50 Les membres de l'OMC se sont engagés à verser 18 millions d'USD au fonds de dépôt de développement de Doha, soit près du double du montant demandé par le secrétariat de l'OMC dans son plan d'assistance technique de 2002.
- 51 Entre 1996 et 2003, 68 millions d'USD ont été engagés pour 13 projets de facilitation du commerce de la Banque mondiale dans 22 pays d'Afrique subsaharienne. Pour l'exercice 2004-2006, 374 millions d'USD ont été approuvés et projetés pour 24 projets dans 29 pays d'Afrique subsaharienne.
- 52 Au Nigeria, l'insuffisance des services douaniers et des contrôles aux frontières a entraîné une contrebande importante sur le marché des importations. La contrefaçon a été estimée représenter environ 25 % du marché au début de l'année 2002. En raison de l'importance du marché, BAT a construit une unité de production importante et apporté un soutien marqué ainsi qu'une formation au service des douanes, ce dont il a résulté une augmentation des recettes de l'État. Une campagne de sensibilisation des consommateurs et des détaillants, « Be Correct », a également été lancée. En décembre 2002, l'incidence des marques contrefaites était tombée à 10 %. BAT a signé un protocole d'accord avec l'administration des douanes du Nigeria au cours d'une réunion ministérielle très médiatisée le 17 décembre 2004.
- 53 Au sein du cadre intégré, le travail de diagnostic lié à la facilitation du commerce s'effectue par le biais d'études d'intégration du commerce et d'audits de facilitation du transport et du commerce. L'objectif des audits est d'identifier les contraintes procédurales et opérationnelles auxquelles le commerce extérieur et les services de transports internationaux sont soumis. Un plan d'action est le résultat le plus important de l'étude d'intégration. Ce plan énumère les priorités principales qui devront être prises en compte pour améliorer le climat commercial national. En 2004, des audits ont été réalisés au Bénin, au Tçaad, au Malawi, au Mozambique et en Zambie. Les donateurs n'ont pas, d'une manière générale, financé ces plans d'action.
- 54 Quatorze pays africains PPTe génèrent plus de 90 % de leurs revenus d'exportation à partir de quelques produits de base. 17 des 20 produits d'exportation les plus importants autres que les combustibles sont des produits de base et des produits manufacturés basés sur les ressources, les produits manufacturés ayant vu leur part des exportations totales n'augmenter que de 10 % au cours des 20 dernières années, pour atteindre 30 %. La valeur des produits manufacturés a seulement augmenté de 6 % par an pendant cette période, alors qu'elle a augmenté de deux fois plus en Amérique latine et en Asie (CNUCED, 2004a).
- 55 CNUCED, 2003a.
- 56 CNUCED, 2003a.
- 57 Le secteur de la pêche représente une valeur et un potentiel de plus en plus élevés pour l'Afrique, notamment en raison de l'augmentation de la demande mondiale. Les produits de la pêche destinés à l'exportation apportent un revenu plus régulier que l'agriculture dans de nombreux pays, où, en raison des prix réduits des produits traditionnels et du volume plus élevé des exportations de poisson, les recettes nettes de la pêche sont maintenant supérieures à celles du café, du thé, du cacao et du riz réunis. En Ouganda, la pêche est aussi importante pour les rentrées de devises étrangères que le café et, au Sénégal, le poisson a remplacé l'arachide en tant que principal produit d'exportation du pays. Bien les marchés de niche dans les secteurs des exportations non traditionnelles (par exemple : les légumes frais, les fleurs coupées et le poisson) se soient avérés constituer une stratégie de croissance réussie pour des pays tels que le Kenya, le Zimbabwe et la Zambie, ces marchés sont très spécialisés, concurrentiels et sont soumis à des normes de qualité rigoureuses. La *différenciation des produits* (café, par exemple) pourrait peut-être, mais pas considérablement, augmenter les revenus des produits traditionnels.
- 58 Sauf indication contraire, les produits de base désignent tous les produits de base autre que les combustibles, c'est-à-dire la somme des produits de base de l'agriculture et du secteur minier (définition de la CNUCED).
- 59 CNUCED Commodity Yearbook, Online.
- 60 FMI, 2000.

- 61 D'après les estimations, il y aurait entre 20 et 25 millions de cultivateurs de café dans les zones rurales en Afrique. Dix millions de personnes travaillent directement dans le secteur de la production du cacao et 15 millions dans le secteur du coton.
- 62 Référence à une étude du FMI. Consultation du Fonds commun pour les produits de base avec la Commission pour l'Afrique, au secrétariat de l'Union africaine, New York, 19 octobre 2004.
- 63 Page et Hewitt, 2001.
- 64 Les exportateurs de pétrole sont : le Nigeria, l'Angola, Congo-Brazzaville, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Cameroun, le Tchad, la République démocratique du Congo et le Soudan. Des licences d'exploration ont été délivrées à São Tomé et Príncipe, en Mauritanie et à Madagascar.
- 65 Estimations AFR dans FMI, 2003.
- 66 Évolution des conditions sur le marché, insuffisance des contributions aux fonds de stabilisation et accords internationaux sur les produits de base, etc.
- 67 Les ICA visent deux objectifs simultanés : (1) atténuer la variabilité des prix, (2) élever les niveaux de prix trop bas. L'objectif était de protéger les producteurs comme les consommateurs.
- 68 La Commission européenne a présenté sa vision du soutien aux pays en développement dépendant des produits de base dans une proposition de « plan d'action européen sur les chaînes des produits agricoles, la dépendance et la pauvreté et une action spécifique pour le coton ». L'action spécifique était un partenariat entre l'UE et l'Afrique sur le coton. Il a été adopté par les ministres de l'UE en avril 2004.
- 69 Résultats du consensus de São Paulo à la CNUCED XI, 2004. Les États membres ont décidé de lancer un partenariat dans le domaine des produits de base, le « Groupe de travail international sur les produits de base » (se composant de personnes intéressées des secteurs public et privé, d'ONG et d'organisations internationales). Le rapport de la réunion des personnalités éminentes sur les questions touchant aux produits de base a identifié une série de propositions pratiques (CNUCED 2003b).
- 70 Discours prononcé au 22^e sommet des chefs d'État d'Afrique et de France, le 20 février 2003.
- 71 CNUCED, 2004a.
- 72 Dorward et al., 2004:7.
- 73 Diao et Hazell, 2004.
- 74 On dénombre 24 organismes internationaux dans le secteur des produits de base, qui couvrent la plupart des produits intéressants les pays en développement.
- 75 Le Fonds commun pour les produits de base (FCPB) est une institution financière intergouvernementale autonome établie dans le cadre des Nations unies. L'accord établissant le Fonds commun pour les produits de base a été négocié à la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) entre 1976 et 1980 et est entré en vigueur 1989.
- 76 Le Conseil international du café (de l'Organisation internationale du café) a adopté la résolution numéro 407 en février 2002. L'objectif est d'améliorer les normes pouvant être acceptées sur le marché et de transférer les produits de qualité inférieure à d'autres utilisateurs, afin d'élever la qualité globale pour encourager la consommation et contribuer à équilibrer le marché (OIC 2003).
- 77 Le café représente 75 % des exportations totales du Burundi, 62 % de celles de l'Éthiopie, 54 % de celles de l'Ouganda et 43 % de celles du Rwanda (source : Fonds commun pour les produits de base).
- 78 FAO, 2004.
- 79 En septembre 2001, les principaux distributeurs et détaillants européens, membres d'EUREP (Euro Retailers Practice) ont introduit la norme EUREPGAP, système de gestion de la qualité pour la production agricole.
- 80 DFID et IIED, 2004.
- 81 Elles définiront des exigences communes en matière de traçabilité à toutes les étapes de la production, de la transformation et de la distribution pour tous les fruits et légumes entrant dans l'UE.
- 82 DFID, 2004.
- 83 Musoke, et al. 2004; Kleih et al, 2004.
- 84 Conversation privée avec Stephen Haggblade, IFPRI, Lusaka, Zambie.
- 85 Bourses existant actuellement en Afrique : maïs, blé, pépins et soja : la SAFEX ; contrats relatifs au maïs : l'ACE (bourse des produits agricoles de Zambie) et la ZIMACE (bourse agricole du Zimbabwe) ; céréales, produits laitiers et coton : KACE (bourse des produits agricoles du Kenya).
- 86 L'idée d'une bourse africaine des produits de base, qui vise à protéger les prix des produits à l'exportation sur le marché international, est actuellement à l'étude au sein de l'UA et du Fonds commun pour les produits de base.
- 87 Un projet pilote sur la gestion du risque de prix en Afrique orientale pour le café et le coton a été développé par le Fonds commun des produits de base en coopération avec la Banque mondiale.
- 88 Les préférences sont plus limitées dans le cas du Japon. Bien que les préférences PMA soient les plus généreuses des systèmes japonais, elles n'offrent qu'un accès limité au secteur alimentaire au Japon. Les produits concernés qui intéressent les Africains sont le cacao, le café, le cuir et la peau.
- 89 Brenton et Ikezuki, 2004.
- 90 Cependant, ceci est rendu difficile par le manque de capacité de transformation et par le fait que seule une poignée de multinationales domine le processus de la torréfaction.
- 91 L'Afrique a remporté un certain succès dans l'ajout de valeur dans le secteur du cacao, les exportations du produit transformé représentant 22 % des exportations de fèves de cacao. Le marché du beurre de cacao a été affaibli par la concurrence d'un « équivalent du beurre de cacao », lorsque l'UE a assoupli sa réglementation concernant l'utilisation de graisses dérivées d'autres sources pour remplacer une partie du beurre de cacao contenu dans le chocolat. Bien que la Côte-d'Ivoire et le Ghana (deux des plus grands exportateurs de cacao) ne soient pas des PMA et ne bénéficient donc pas de l'accès au marché européen en franchise de droits et hors quotas au titre du programme Tout sauf les armes, marché sur lequel le traitement des fèves se poursuit, ils bénéficient des préférences de Cotonou.

- 92 À l'intérieur de l'UE, cela peut aller de 5 à 10 % aux étapes plus avancées du processus de production. Aux États-Unis, la pâte de cacao, le beurre et la poudre (non additionnés de sucre) peuvent entrer au taux 0.
- 93 Des multinationales telles que Nestle, Cadbury, Starbucks et Unilever dominent le commerce des principaux produits de base tels que le cacao, le café et le thé. Les agriculteurs à petite échelle qui produisent l'essentiel du café mondial restent au bas de l'échelle dans un secteur extrêmement lucratif. Les quatre principales sociétés de torréfaction de café, Kraft, Sara Lee, Nestle et Procter & Gamble, ont chacune des marques d'une valeur de 20 milliards d'USD ou plus en ventes annuelles. La valeur des ventes de détail est de 70 milliards d'USD mais les pays producteurs de café ne touchent que 8 %, soit environ 5,5 milliards d'USD. Il y a 10 ans, les exportations des pays producteurs rapportaient à ces derniers un tiers de la valeur sur le marché du café.
- 94 La CNUCED XI préconise la création d'un nouveau Fonds international de diversification, qui aiderait les pays à sortir d'une dépendance excessive et à se concentrer sur le développement de la capacité du secteur privé (à long terme). Cela suppose de développer des associations solides avec les producteurs, d'avoir des infrastructures de base robustes et de stimuler les investissements. Cela pourrait être financé par le deuxième compte du Fonds commun pour les produits de base. Le Commonwealth Secretariat propose un Fonds commun de diversification qui effectuerait des transferts de subventions supplémentaires afin de leur permettre de diversifier leurs exportations et d'amener un changement structurel. Ce fonds pourrait être financé annuellement par les donateurs de l'OCDE au titre d'un cadre multilatéral.
- 95 Ceci a bénéficié du soutien de l'UA en juillet 2004. Différents gouvernements d'Afrique y souscrivent également, plusieurs ayant déjà apporté des contributions volontaires. Le rapport principal est accessible à l'adresse <http://exchange.unido.org/pdf/mainpage/fulldraft.pdf>
- 96 Secteurs prioritaires tels que : la transformation alimentaire, le textile et le prêt-à-porter, les produits minéraux, y compris le métal, le bois et les produits du bois, l'équipement automobile et l'assemblage automobile, les produits pharmaceutiques et les matériaux de construction.
- 97 Nouveaux équipements et installations (au moins 50 millions d'USD), remise à neuf de l'équipement actuel (au moins 10 millions d'USD), recrutement de techniciens spécialisés dans l'alimentaire (au moins 25) et d'ingénieurs de production spécialisés (au moins 10) (ONUDI, 2003).
- 98 Calculé avec l'aide de l'ONUDI.
- 99 Le Programme commun d'assistance technique intégrée de l'OMC, la CNUCED et l'ITC (International Trade Centre) apporte un soutien dans ce domaine, et pourrait être étendu.
- 100 Pour une poignée de pays qui ne sont pas encore membres de l'OMC, l'adhésion devrait être facilitée, afin que toute l'Afrique puisse participer aux négociations commerciales. Observateurs actuels : le Cap-Vert, la Guinée équatoriale, l'Éthiopie, la Somalie, São Tomé et Príncipe, les Seychelles, le Soudan. Les autres (non membres) : les Comores, l'Érythrée, la Somalie et le Libéria.
- 101 Banque mondiale, 2003b.
- 102 Anderson et Martin dans Banque mondiale (2005c, Rapport de suivi mondial, paraîtra prochainement). 2 % des lignes tarifaires HS6 dans les pays développés et 4 % dans les pays en développement.
- 103 <http://www.goldentianjin.net.cn/EN/news/01.asp?sele=1310>
- 104 CNUCED 2004b.
- 105 La 11^e session de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED XI), qui s'est tenue le 14 juin 2004 à Sao Paulo, s'est ouverte par un appel des dirigeants des pays en développement demandant une « nouvelle géographie du commerce » qui insiste sur le rôle du commerce et de la coopération Sud-Sud dans un monde en pleine mondialisation. En lançant cet appel, le président brésilien Luiz Lula da Silva a dit qu'une réduction de 50 % des tarifs entre les pays en développement pourrait se traduire par une augmentation de 18 milliards d'USD d'échanges pour eux. (CNUCED, 2004b)
- 106 CEA 2004d.
- 107 IAC, 2004.
- 108 OCDE, 2004b, bases de données PSE/CSE.
- 109 Banque mondiale, 2005a.
- 110 Messerlin, 2004.
- 111 HMT/DIT, 2004. 800 livres sterling pour une famille de quatre personnes.
- 112 Fixés à un prix donné par quantité unitaire. Par exemple : 303,4 euros/100 kg pour le bœuf importé dans l'UE (Stevens, 2003). Ces droits augmentent la protection lorsque les prix des produits baissent, juste au moment où les pays en développement bénéficieraient d'une augmentation des exportations.
- 113 Loi américaine sur la sécurité agricole et les investissements ruraux, mai 2002. La loi restera en vigueur jusqu'en 2007. La loi précédente était la loi fédérale sur la réforme et l'amélioration agricole de 1996.
- 114 OCDE, 2002.
- 115 Watkins, 2003.
- 116 Reidl (2004) note que les agriculteurs américains ont des revenus plus élevés que les autres. Ainsi, on dénombre 136 000 ménages avec un chiffre d'affaires agricole annuel de plus de 250 000 USD, soit deux fois le revenu moyen. Ces agriculteurs reçoivent également les subventions les plus importantes, les 10 % de bénéficiaires les plus favorisés touchant 65 % de toutes les subventions en 2002 et plus de 80 % des bénéficiaires ne recevant que 19 % des subventions.
- 117 Gresser, 2002.
- 118 Estimation du soutien aux producteurs (ESP), définition de l'OCDE : valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, mesurée à la ferme, résultant des mesures politiques de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leur impact sur la production ou le revenu agricole. Ceci englobe le soutien aux prix du marché et les paiements budgétaires, c'est-à-dire les transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles résultant de mesures politiques basées sur : le rendement actuel, la superficie plantée/le nombre d'animaux, les droits passés, l'utilisation des facteurs de production, les contraintes en termes de facteurs de production et le revenu agricole global. Cette valeur, exprimée en pourcentage, mmpd7¹ les transferts en part des recettes agricoles brutes.

- 119 Par l'augmentation des exportations de l'UE (augmentation de l'offre) et en refusant aux pays en développement l'accès au marché européen (réduction de la demande) (Stevens, 2004a).
- 120 En protégeant une grande partie des consommateurs et des producteurs du monde entier de l'effet total des forces du marché, les cours mondiaux peuvent devenir instables.
- 121 Oxfam, 2002.
- 122 Agenda 2000 a poursuivi les réformes agricoles de 1988 et 1992, en accordant plus d'importance à l'environnement, à la qualité alimentaire et au développement rural. La préparation à l'élargissement de l'UE y était également prévue.
- 123 Le soutien aux producteurs se maintiendra aux environs de 36 %. (OCDE, 2003a).
- 124 Thurston, 2002.
- 125 Banque mondiale, 2005a.
- 126 *Ibid.*
- 127 D'après le Comité consultatif international sur le coton (CNUCED, 2004).
- 128 OMC réf.: WT/DS267/R.
- 129 Le sucre est un bon exemple de la manière dont les subventions peuvent bénéficier à certains pays en développement par l'accès préférentiel à des marchés à prix plus élevés tout en effectuant une discrimination contre d'autres. L'accès préférentiel ACP au marché européen du sucre a amené plusieurs pays à se spécialiser dans la production de sucre. Parmi les principaux producteurs africains, citons : le Congo, la Côte-d'Ivoire, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Certains peuvent entrer en concurrence aux prix mondiaux, d'autres pas.
- 130 Agricultural Trade Reform: The Role of Economic Analysis, remarques d'Anne O. Krueger, premier Directeur général adjoint, Fonds monétaire international. À la conférence organisée par le ministère des Affaires étrangères et par l'Australian Bureau of Agricultural Research, Canberra, novembre 3-4, 2004.
- 131 Krueger, 2004.
- 132 LMC et OPM, 2003.
- 133 Pour les PMA africains, les exportations de fruits de mer valent 570 millions d'USD : Sénégal : 28 %, Tanzanie : 19 %, Mozambique : 12 %, Ouganda : 11 % Angola : 6 % (réf.).
- 134 Mutume, 2002.
- 135 Anderson et al, 2005.
- 136 Cline, 2004.
- 137 FAO, 2005.
- 138 Achterbosch et al, 2004; CEA 2004c.
- 139 Achterbosch et al, 2004.
- 140 Stevens, 2003.
- 141 Base de données sur le commerce des produits alimentaires et agricoles FAO STAT et Diao, X et P Hazell, 2004.
- 142 Walmsley et Winters, 2003.
- 143 Bien que les pays aient des programmes pour le personnel peu qualifié (travailleurs saisonniers et employés du tourisme, par exemple), ils n'ont pas été compris dans les engagements des pays membres de l'OMC au titre de l'AGCS.
- 144 Wilson et al, 2003.
- 145 <http://www.standardsfacility.org/>
- 146 Banque mondiale, 2003d.
- 147 Communication personnelle de Martin Doherty, expert en NSP, CEREX.
- 148 NEPAD, 2001.
- 149 Le NEPAD/UA a accordé une attention particulière aux questions de protection de la propriété intellectuelle dans le domaine des connaissances indigènes, lequel n'est actuellement pas couvert par l'accord ADPIC, bien que le NEPAD/UA travaille avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle dans l'espoir de parvenir à des cadres législatifs appropriés. Ils soutiennent également les industries culturelles africaines et ont particulièrement insisté sur l'importance du secteur africain de la musique, du cinéma et de la publication. L'UA a l'intention de créer un organisme chargé des questions de publication dans un avenir proche.
- 150 Banque mondiale, 2003e.
- 151 Nombre de pays ACP sont pauvres ou vulnérables et possèdent une capacité très limitée de gérer les ajustements importants qui pourront découler de la libéralisation du commerce. Certaines industries des pays ACP ne sont peut-être pas compétitives par rapport à celles de leurs pays voisins, et en particulier de l'UE, et nombre de ces pays tirent une part importante de leurs recettes publiques des droits de douane. D'après la Banque mondiale, la suppression de tous les droits de douane des exportations de l'UE réduirait les recettes publiques des pays d'Afrique subsaharienne d'un montant pouvant atteindre 10 % et réduirait le PIB d'environ 1 % à court terme, ce dont il résulterait des pertes à court terme importantes. Les pays ACP auront besoin d'un soutien considérable pour restructurer leurs recettes publiques et s'adapter à un environnement commercial plus ouvert.
- 152 CEA, 2004g.
- 153 OMC, http://www.wto.org/english/docs_e/legal_e/enabling1979_e.htm
- 154 Hoekman, 2004.
- 155 Déclaration ministérielle de Doha, para. 44. http://www.wto.org/english/thewto_e/minist_e/min01_e/mindecl_e.htm .
- 156 OMC, http://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/dispu_e.htm
- 157 Suite au bilan triennal de 2003 des Nations unies, le Cap-Vert est devenu un pays non PMA.
- 158 Brenton (2004) remarque que seulement sept pays bénéficient véritablement d'AGOA (soit 96 % des exportations vers les États-Unis au titre du programme), et principalement dans le secteur du pétrole (Nigeria et Gabon, par exemple).

- 159 D'après les calculs de Ianchovichina et al (2001), l'accès entièrement libre à tous les pays du Quad se traduirait par des gains substantiels pour l'Afrique subsaharienne, une croissance globale des exportations de 2,5 milliards d'USD, ce qui augmenterait les revenus réels d'environ 1 %, soit 1,8 milliard d'USD environ. Malheureusement, ce modèle ne tenait pas compte des bénéfices des préférences actuelles. Ce modèle indique les gains provenant des marchés européens et japonais, en particulier le marché japonais extrêmement protégé des céréales et de la viande. Il mentionne une préoccupation, comme le font d'autres ci-dessous, à savoir que l'Afrique risque de se spécialiser dans des produits pour lesquels elle ne bénéficie pas d'un avantage comparé et où l'érosion future des préférences pourrait entraîner des frais d'ajustement.
- 160 Ben Hammouda et al (2004). Les premiers travaux réalisés par la CEA sur l'accès non restreint aux marchés Quad, à l'aide du modèle de projet d'analyse du commerce mondial le plus récent, aboutissent à des conclusions importantes. Les exportations de l'Afrique subsaharienne augmenteraient de 1,9 milliard d'USD, ce dont il résulterait des gains importants en termes de revenus, en particulier pour la main-d'œuvre non qualifiée, pouvant s'élever à 4 milliards d'USD.
- 161 Fugazza et Peters, 2005.
- 162 Ces modèles sont d'une utilité assez limitée. Qui plus est, ils n'ont pas modélisé les gains dynamiques (gains tirés du réinvestissement et de l'augmentation de la capacité côté offre), alors que cela pourrait nettement augmenter les gains.
- 163 La politique a été promise par le Premier ministre chinois Wen Jiabao à la deuxième réunion ministérielle du Forum de coopération sino-africain qui s'est tenue à la fin de l'année 2003.
- 164 Voir par exemple, la « liste de règles » de l'UE pour la pêche : « 1. Ce qui suit sera considéré entièrement obtenu dans un pays bénéficiaire ou dans la Communauté : (f) les produits de la pêche en mer et les autres produits prélevés de la mer à l'extérieur de ses eaux territoriales par ses navires ; (g) les produits fabriqués à bord de ses navires usines exclusivement à partir des produits mentionnés à l'alinéa (f) ; 2. Les expressions « ses navires » et « ses navires usines » employées aux alinéas 1(f) et (g) s'appliqueront uniquement aux navires et aux navires usines : qui sont immatriculés ou enregistrés dans le pays bénéficiaire ou dans un État membre ; qui naviguent sous le pavillon d'un pays bénéficiaires ou d'un État membre ; qui sont détenus à au moins 50 % par des ressortissants du pays bénéficiaire ou des États membres ou par une société ayant son siège dans ce pays ou dans un des États membres, dont le dirigeant ou les dirigeants, le président du conseil d'administration ou du conseil de supervision et la majorité des membres de ces conseils sont des ressortissants de ce pays bénéficiaire ou des États membres et dont, en outre, dans le cas de sociétés, au moins la moitié du capital appartient à ce pays bénéficiaire ou aux États membres ou à des organismes publics ou à des ressortissants de ce pays bénéficiaire ou des États membres ; dont le capitaine et les officiers sont des ressortissants du pays bénéficiaire ou des États membres et dont au moins 75 % de l'équipage sont des ressortissants du pays bénéficiaire ou des États membres. »
- 165 De nombreuses études, par la Banque mondiale (Brenton, 2004), la CNUCED (2003) et d'autres, tels que la Commission américaine sur les flux de capitaux à destination de l'Afrique (2003); Matoo et al (2003) et Stevens et al (2004b) insistent sur les barrières causées par des règles d'origines restrictives et inutiles. Les règles d'origine peuvent obliger les producteurs africains à s'approvisionner en matières premières auprès de sources chères afin de pouvoir bénéficier des préférences ce qui, là encore, nuit à leur compétitivité.
- 166 Brenton, 2004a.
- 167 Brenton, 2004b.
- 168 Commission américaine sur les flux de capitaux à destination de l'Afrique, 2003.
- 169 Ces revenus représentent environ 2 % du PIB pour un pays d'Afrique subsaharienne moyen, environ 15 % des recettes publiques totales et jusqu'à 25 % des recettes publiques dans certains pays (Hinkle, 2004).
- 170 Commonwealth Secretariat, 2004.
- 171 FMI, 2004.
- 172 HMT/DTI, 2004.
- 173 Banque mondiale, 2004b; Capra, 2003.
- 174 Le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce compte maintenant 17 donateurs bilatéraux (dont le Canada, l'UE, le Japon et les États-Unis). Les États-Unis assurent la coordination des donateurs. Étant donné la demande des PMA, un petit secrétariat a été établi récemment. Il est financé par l'UE, le Danemark, la Suisse et la Suède. Un petit fonds de dépôt (20 millions d'USD) finance les évaluations commerciales et l'assistance technique à petite échelle résultant des matrices d'action. Les plans de développement de la capacité commerciale jugés prioritaires sont présentés dans le cadre des réunions du comité consultatif et de tables rondes associées au processus DSRP. Cependant, dans un environnement où les ressources d'aide sont limitées, les plans d'action commerciale jugés prioritaires ont dû faire concurrence, ce qui est justifié, avec d'autres secteurs prioritaires tels que la santé et l'éducation. À ce jour, la mise en œuvre dans ces domaines prioritaires a été limitée (Banque mondiale, 2004b and 2004c).

Chapitre 8 : Références

Achterbosch, TJ, H Ben Hammouda; PN Osakwe et FW van Tongeren (2004). *Trade Liberalisation under the Doha Development Agenda: Options and Consequences for Africa*. Agricultural Economics Research Institute, La Haye.

Amjadi, A et AJ Yeats (1995) *Have Transport Costs Contributed to the Relative Decline of sub-Saharan African Exports?*, document de travail d'étude politique de la Banque mondiale 1559, Washington DC: Banque mondiale.

Anderson, K, W Martin et D van der Mensbrugge (2005) *Will Multilateral Trade Reform Benefit sub-Saharan Africans?*

Banque mondiale (2002) *Global Economic Prospects and the Developing Countries 2002: Making Trade Work for the World's Poor*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2003a) *Trade Facilitation: New Issues in a Development Context* Note commerciale, décembre 2003, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2003b) *Global Economic Prospects 2004: Realizing the Development Promise of the Doha Agenda Development*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2003c) *Global Monitoring Report 2004*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2003d) *Standards and Global Trade – A Voice for Africa*, Wilson, JS et V.O. Abiola (eds), Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2003e) *Poor People's Knowledge – Promoting Intellectual Property in Developing Countries*. J Michael Finger, P Schuler (eds), Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2004a) *Global Economic Prospects 2005: Regional Integration Trade, Regionalism and Development*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2004b) *Integrated Framework for Trade-Related Technical Assistance*, Service d'évaluation des opérations, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2004c) *The Poverty reduction Strategy Initiative: An Independent Evaluation of the World Bank's Support Through 2003*, Service d'évaluation des opérations, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2005a) *Global Agricultural Trade and Developing Countries* Aksoy, MA et JC Beghin (eds), Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2005b) *Global Economic Prospects: Trade, Regionalism and Development 2005*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2005c) *Global Monitoring Report 2005*, Washington DC: Banque mondiale, paraîtra prochainement.

Ben Hammouda, H, S Karingi et R Perez (2005). *Unrestricted Market Access for Sub-Saharan Africa: Important Benefits with Little Cost to the QUAD*. Division Commerce et intégration régionale. CEA, Addis-Abeba.

Brenton, P et T Ikezuki (2004a) *The Initial and Potential Impact of Preferential Access to the US Market under AGOA*, Washington DC: Banque mondiale.

Brenton, P et T Ikezuki (2004b) *The Value of Trade Preferences for Africa*, Washington DC: Banque mondiale.

Bureau, JC, F Bernard, J Gallezot et E Gozlan (2004) *The Measurement of Protection on the Value Added of Processed Food Products in the EU, the US, Japan and South Africa. A Preliminary Assessment of its Impact on Exports of African Products*, Washington DC: Banque mondiale.

CAPRA International (2003) *Evaluation of the Revamped Integrated Framework for Trade Related Technical Assistance to the Least Developed Countries*.

CEA (2004a) *Assessing Regional Integration in Africa*. Rapport d'étude politique de la CEA 2004, Addis-Abeba: CEA. CEA (2004b) *Trade Facilitation ATC Briefing No.1* juin 2004, Addis-Abeba: CEA.

CEA (2004c) *Trade Liberalisation under the Doha Development Agenda: Options and Consequences for Africa*. ONU.

CEA (2004d) *Trade and Development in Africa. Fulfilling Africa's Promise*. ONU.

CEA (2004e) *Mainstreaming Trade in National Development Strategies*: document technique. CEA (2004f) *Rapport économique sur l'Afrique: Unlocking Trade Potential*, Addis-Abeba: CEA.

CEA (2004g) *Economic and Welfare Impacts of the EU-Africa Economic Partnership Agreements*. Travail en cours.

Chang, H-J. (2003), *Kicking Away the Ladder – Globalisation and Economic Development in Historical Perspective* in J. Michie (ed.), *The Handbook of Globalisation*, Edward Elgar.

- Cline, W (2004) *Trade Policy and Global Poverty*. Centre pour le développement mondial/ Institute for International Economics. Washington DC.
- CNUCED (2003a) *Economic Development In Africa: Trade Performance and Commodity Dependence*, New York: ONU.
- CNUCED (2003b) *Report of the meeting of eminent persons on commodity issues*. CNUCED (2003c) *Review of Maritime Transport, chapitre 7*.
- CNUCED (2003d) *An analysis of the agricultural domestic support under the Uruguay round agreement on agriculture: the Blue Box*. New York et Genève: ONU.
- CNUCED (2003e) *Trade Preferences for LDCs: An early assessment of benefits and possible improvements*, New York et Genève: ONU.
- CNUCED (2004a) Onzième session de Sao Paulo, 25 juin, *SÃO PAULO CONSENSUS*, accessible à l'adresse http://www.unctad.org/en/docs/td410_en.pdf
- CNUCED (2004b) *Towards Centre Stage: Trade gains for the south can mean progress on Millennium Development Goals*. UNCTAD/PRESS/PR/2004/041/Corr.1. 20/12/04. Accessible à l'adresse <http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?docID=5682&intItemID=2068&lang=1>
- Commission américaine sur les flux de capitaux vers l'Afrique (2003) *A Ten-Year Strategy for Increasing Capital Flows to Africa*.
- Commonwealth Secretariat (2004) *Preference Dependent Economies and Multilateral Liberalisation: Impacts and Options*, division Affaires économiques.
- Crown Agents (2003) OCDE *Review of Crown Agents' experiences in the field of customs reform*. Rapport définitif.
- DFID (2003) *Fisheries, Growth and Poverty Reduction in Africa*.
- DFID (2004) *Concentration in food supply and retail chains, Agriculture and Poverty Reduction*, document de travail 13.
- Diao, X et P Hazell (2004) *Exploring Market Opportunities for African Smallholders*, IFPRI 2020 Vision Brief 6.
- Dorward, A, C Poulton et J Kydd (2004)

Krueger, A O (2004) *Agricultural Trade Reform: The Role of Economic Analysis*. Premier directeur général adjoint, Fonds monétaire international. Discours prononcé à la conférence organisée par le ministère des Affaires étrangères et le Bureau australien de recherche agricole, Canberra, novembre 3-4, 2004.

Limao N, et AJ Venables (2001) *Infrastructure, Geographical Disadvantage, Transport Costs and Trade*. Étude économique de la Banque mondiale 15: 451-479.

LMC et OPM (2003) *Addressing the impact of preference erosion in sugar in developing countries*. LMC International and Oxford Policy Management.

Matoo et al (2003) *The Africa Growth and Opportunity Act and Its Rules of Origin: Generosity Undermined?* Washington DC: Banque mondiale.

Messerlin, PA (2004) *Forging a Deal on Agricultural Trade Reform: Scenario Paper*. Note pour la conférence des 8-9 juin sur 'Breaking the Deadlock in Agricultural Trade Reform and Development', Centre for Global Studies, Oxford University.

Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (2002) *Realising the benefits of trade facilitation* – Rapport préparé pour la réunion ministérielle de la CEAP, Los Cabos, Mexico. Accessible à l'adresse http://www.dfat.gov.au/publications/trade_facilitation/trade_facilitation.pdf

Ministères britanniques des Finances et du Commerce et de l'Industrie (2004) *Trade and the Global Economy: The role of international trade in productivity, economic reform and growth*. HMSO.

Musoke, C, J Byaruhanga, P Mwesigwa C et C Byarugaba (2004) *Linking Farmers to Markets: the Case of the Nyabyumba Potato*. Article de la conférence NARO, 192-5, 1-4 septembre, 2004, Kampala.

Mutume, G (2002) *Africa seeks to safeguard its fisheries*, Africa Recovery, Vol. 1 6#1, avril 2002. NEPAD (2003) *Market Access Initiative*.

OCDE (2002) *Agricultural Policies in OECD Countries: A Positive Reform Agenda*. Paris.

OCDE (2003a) *Agricultural Policies in OECD Countries: Monitoring and Evaluation*. Paris.

OCDE (2003b) *Quantitative Assessment of the Benefits of Trade Facilitation TD/TC/WP (2003)31/FINAL*. Paris.

OCDE (2004b) *Base de données PSE/CSE. Données à l'appui de Agricultural Policies in OECD Countries at a Glance, 2004*, Paris.

ONUDI (2003) *Africa Productive Capacity Initiative: From Vision to Action Main Report*. 16^e réunion CAMI, Vienne 28 novembre 2003.

OMC (2004) *Rapport sur le commerce mondial*. Genève.

Orden et al (2004) *Trading Up: How International Trade and Efficient Domestic Markets Can Contribute to African Development*, IFPRI 2020 Vision Brief 5.

Oxfam (2002) *The Great EU Sugar Scam: How Europe's sugar regime is devastating livelihoods in the developing world*.

Page, S et A Hewitt (2001) *World Commodity Prices: still a problem for developing countries?* Rapport spécial de l'ODI, Londres.

PNUD (2003) *Making Global Trade Work For People*, New York.

Rapport du Comité économique de la CEAP (2002) *Measuring the Impact of APEC Trade Facilitation on APEC Economies: A CGE Analysis*. Singapour.

Reidl, BM (2004) *Another Year at the Federal Trough: Farm Subsidies for the Rich, Famous and Elected Jump Again in 2002*. Heritage Foundation.

Stevens, C (2003) *Food Trade and Food Policy in sub-Saharan Africa*. Étude de politique du développement, 21, Overseas Development Institute, Londres.

Stevens, C (2004a) *The Common Agricultural Policy and sub-Saharan Africa*. février 2004, Institute of Development Studies, Royaume-Uni.

Stevens, C et J Kennan (2004b) *Comparative Study of G8 Preferential Access Schemes for Africa*. Institute of Development Studies.

Thurston, J (2002) *How to reform the Common Agricultural Policy*. The Foreign Policy Centre. Londres.

CNUCED (2001) *E-Commerce and Development Report*. Genève.

Walmsley, TL et A Winters (2003) *Relaxing the Restrictions on the Temporary, Movements of Natural Persons: A Simulation Analysis*, article de base du CEPR n° 3719.

Watkins, K (2003) *Northern Agricultural Policies and World Poverty: Will the Doha 'Development Round' make a Difference?* Article pour la conférence ABCDE de la Banque mondiale, Paris.

Wilson, JS, C Mann et T Otsuki (2002) *Trade Facilitation and Economic Development: Measuring the Impact*. Document de travail d'étude politique de la Banque mondiale n° 2988, Washington DC: Banque mondiale.

Wilson, JS; C Mann et Otsuki T (2004) *Assessing the Potential Benefit of Trade Facilitation: A Global Perspective*. Document de travail d'étude politique de la Banque mondiale n° 3224.

Chapitre 9 : Notes

- 1 Guidolin et La Ferrara, 2004.
- 2 Banque mondiale, 2004a.
- 3 Collier, Hoeffler et Pattillo, 2001, 2004.
- 4 Banque mondiale, 2004b.
- 5 Loayza, Schmidt-Hebbel et Serven, 2000.
- 6 Ogaki, Ostry et Reinhart, 1997. Pour une explication claire montrant que l'augmentation de l'épargne résulte de la croissance économique et de l'augmentation du revenu par habitant, voir également Elbadawi et Mwega, 2000.
- 7 Par exemple, voir Kelly et Mavrotas, 2004.
- 8 En 2000, la part des dépenses militaires dans le PIB était de 1,9 % pour l'Afrique subsaharienne contre 3,2 % pour l'Europe et l'Asie centrale, 6,2 % pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, 2,5 % pour l'Asie du Sud, 1,9 % pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, 1,2 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Banque mondiale, 2004b). Ces moyennes masquent des différences entre les pays et ne signifient pas nécessairement que les dépenses militaires de certains pays puissent être considérées élevées.
- 9 Chiffres tirés de la Banque mondiale, 2004c (Afrique du Sud exclue).
- 10 Teera et Hudson, 2004.
- 11 L'estimation pour l'Afrique subsaharienne comprend l'Afrique du Sud. Le ratio taxes/PIB pour l'Afrique subsaharienne, Afrique du Sud exclue, s'élevait en moyenne à 15,7 % entre 1993 et 2002 (voir également le tableau 9.2).
- 12 Avec l'accroissement de la libéralisation du commerce, la dépendance actuelle de l'Afrique vis-à-vis des taxes sur le commerce devrait s'atténuer et le déficit des ressources publiques que cela suppose devra être comblé par d'autres moyens, à savoir l'aide et/ou d'autres taxes.
- 13 Il serait tout à fait envisageable d'augmenter les recettes fiscales en obligeant les contribuables à faire preuve d'une plus grande conformité. Des mesures plus rigoureuses de lutte contre la corruption, chez les percepteurs comme chez les contribuables qui pratiquent l'évasion fiscale, devraient également être mises en œuvre. Il existe des exemples de réussite à ce sujet : l'Ouganda et le Ghana par exemple. Voir l'annexe 9.1.
- 14 Depuis les années 1970, l'Afrique est la seule région à avoir enregistré une baisse des exportations réelles par habitant, en dollars. D'après Alan Gelb, « l'érosion de la part du commerce mondial détenue par l'Afrique en prix courants entre 1970 et 1993 représente une perte de revenus annuels phénoménale de 68 milliards d'USD, soit 21 % du PIB » (Gelb, 1999:10; et Banque mondiale, 2000:208). Une part importante de l'aide destinée à l'Afrique a servi à dédommager la l'Afrique de cette perte due aux termes de l'échange, ce qui veut dire qu'il ne reste pas de fonds suffisants pour les investissements productifs dans l'agriculture, les infrastructures, la santé et l'éducation.
- 15 Pour un sous-ensemble de projets dans des secteurs plus quantifiables, par exemple les infrastructures (SEO, 2004a).
- 16 D'autres agences d'aide ont également signalé que les projets qu'elles financent dans les pays en développement, y compris en Afrique subsaharienne, sont d'un rendement élevé (voir, par exemple, Foster, 2003).
- 17 Daima Associates Limited et ODI, 2004.
- 18 Oxfam, 2004.
- 19 SEO, 2004b.
- 20 Gouvernement éthiopien, 2003.
- 21 Kane, 2004.
- 22 Gouvernement ougandais, 2004.
- 23 OMS et UNICEF, 2003.
- 24 Gouvernement zambien, 2004.
- 25 Ministères britanniques des Finances et du Développement international, 2004. Des exemples plus détaillés figurent au chapitre 6.
- 26 L'aide en faveur du Mozambique a augmenté en 2002 et en 2003.
- 27 Données pour le Mozambique obtenues de la république du Mozambique, 2004.
- 28 Données pour l'Ouganda obtenues du gouvernement ougandais et du PNUD, 2003.
- 29 Données pour l'Ouganda obtenues du gouvernement ghanéen, 2004.
- 30 Gouvernement rwandais, 2004.
- 31 Voir McGillivray, 2004, pour une étude.
- 32 Clemens, Radelet et Bhavnani, 2004a.
- 33 Le principal document récent « déviant » est celui rédigé par une équipe du Centre pour le développement mondial (Easterly, Levine et Roodman, 2003), mais les travaux de Clemens et al., qui tirent une conclusion radicalement différente, constituent une contribution plus récente par une équipe du même centre. Si l'on applique leurs méthodes à l'Afrique subsaharienne, on remarque qu'un volume supérieur à la moyenne aide à impact court en Afrique subsaharienne (5,3 % du PIB contre la moyenne mondiale de 2,8 % du PIB) a eu pour effet d'élever les taux de croissance de 1,2 % de plus (Clemens, Radelet et Bhavnani, 2004b).
- 34 Collier, Hoeffler et Pattillo, 2004.
- 35 Chauvet et Collier, 2005.
- 36 Miguel, Satyanath et Sergenti, 2004, et Collier et Hoeffler, 2004a.
- 37 Collier et Hoeffler, 2004b.
- 38 Collier et al, 2003.

- 39 Rappelons que, en moyenne, pendant les guerres civiles, le PIB par habitant diminue à un rythme annuel de 2,2 % seulement. Au Rwanda en 1994, le chiffre correspondant était de 24 % (Collier et al, 2003).
- 40 Demekas, McHugh et Kosmax, 2002.
- 41 Chauvet et Guillaumont, 2004; et Collier et Dehn, 2001.
- 42 Gunning, 2004.
- 43 Un résumé de débats récents de ministres africains des Finances indiquait : « Les ministres ont remarqué que les flux de ressources doivent être prévisibles pour que les dépenses puissent augmenter. Si l'on se base sur les subventions pour augmenter les dépenses, il doit y avoir des accords obligatoires entre les donateurs et les bénéficiaires des subventions, afin que la prévisibilité se maintienne ». Il indiquait également ce qui suit : « Les ministres sont d'accord sur le fait que si les Africains exigent de leurs partenaires la prévisibilité des flux de ressources, ils doivent élaborer des politiques prévisibles et cohérentes eux-mêmes ». (groupe de ministres africains des Finances, 2004).
- 44 Johnson, Martin et Bargawi, 2004.
- 45 Elbadawi et Gelb 2003:53 citent une étude rigoureuse réalisée par Elbadawi et Randa, 2003.
- 46 Si l'ADI opte davantage pour les subventions, il en résultera une perte à plus long terme pour l'ADI en raison des reflux résultant des remboursements de prêts. Pour garantir la survie à long terme de l'ADI en tant qu'institution de financement du développement essentielle, il serait peut-être préférable que le dédommagement de la perte de revenus s'effectue au moyen de réapprovisionnements périodiques de la part des actionnaires lors de leurs réunions de réapprovisionnement, lesquelles ont lieu trois fois par an.
- 47 PSA, 2003 et CEA et OCDE/CAD, 2005.
- 48 OCDE/CAD, 2005.
- 49 Birdsall, 2004.
- 50 Birdsall, 2004.
- 51 Miguel, Satyanath et Sergenti, 2004.
- 52 Collier et Dehn, 2001.
- 53 C'est ce qui résulte d'une estimation du FMI (2004:34) de l'occurrence des catastrophes naturelles tous les deux ans et demi (avec un impact moyen de 5 % du PIB) et des chocs liés aux produits de base tous les 3,3 ans (avec un impact moyen de 3,5 % du PIB). En supposant que les chocs se produisent de manière indépendante, et avec une probabilité totale de 70 % par an, Martin et Bargawi, 2004, déduisent que ces chocs frapperaient les pays à bas revenus tous les 1,4 ans. Ceci exclut l'occurrence d'autres types de choc, notamment les conflits et l'insuffisance de l'aide.
- 54 Gunning, 2004; Banque mondiale, 2002; Chauvet et Guillaumont, 2004; Collier et Dehn, 2001.
- 55 Les coûts ont été extrapolés par Martin et Bargawi (2004) à partir d'hypothèses et d'analyses du FMI (2004:34) à propos de l'incidence des chocs dans les PMA, c'est-à-dire pas seulement en Afrique. En réalité, l'incidence et la fréquence des chocs peuvent varier de la moyenne indiquée pour l'ensemble des pays à bas revenus. Les estimations de coûts sont calculées comme suit : pour tous les pays uniquement couverts par l'ADI, le coût d'une facilité d'amortissement des chocs s'élèverait à 49 milliards d'USD pour un choc relatif aux produits de base et à 89 milliards d'USD pour un choc résultant d'une catastrophe naturelle. Sur une période de 11 ans, le chiffre s'élèverait à 12,4 milliards d'USD par an (4,3 milliards d'USD et 8,1 milliards d'USD pour les chocs liés aux produits de base et aux catastrophes naturelles, respectivement). Moins de la moitié (23 milliards d'USD et 40 milliards d'USD respectivement) irait aux pays africains uniquement couverts par l'ADI. Sur une période de 11 ans (c'est-à-dire jusqu'en 2015), un total de 5,6 milliards d'USD par an permettrait de dédommager les pays à 100 % pour les pertes de PIB annuel dues aux chocs (2 milliards d'USD pour les chocs liés aux produits de base et 3,6 milliards d'USD pour ceux dus aux catastrophes naturelles).
- 56 La facilité d'amortissement des chocs proposée pourrait être financée de plusieurs manières, à partir d'une réallocation de l'AOD actuelle, d'une augmentation de l'AOD, des nouveaux fonds obtenus grâce à la facilité de financement internationale, des droits de tirages spéciaux et des fonds obtenus de taxes internationales obligatoires ou facultatives.
- 57 Foster 2003, annexe 3 pour un examen plus poussé.
- 58 Ce qui est compris dans les imprévus au tableau 9.2a.
- 59 Comme indiqué dans les notes du tableau 9.2b, l'Afrique du Sud est exclue.
- 60 En supposant un taux de croissance annuelle réelle de 5 %. Si, comme la Commission s'y attend, les taux de croissance atteignent 7 % en Afrique subsaharienne et que, en réponse, de nouveaux investissements en résultent, la part de la contribution intérieure pourrait augmenter davantage.
- 61 En supposant que l'aide à l'Afrique subsaharienne s'élève à environ 25 milliards en 2005.
- 62 Il convient toutefois de noter qu'une part considérable de l'augmentation nominale de l'aide mondiale depuis 2001 (Afrique comprise) peut s'expliquer par l'inflation dans les pays donateurs et par les variations importantes des taux de change, notamment par rapport au dollar américain (la Banque mondiale, 2004d:32, estime que ces facteurs expliquent plus de la moitié des augmentations nominales de l'aide).
- 63 Sans vouloir être trop pessimiste, il convient de noter que, dans le passé, les flux d'aide décaissés ont presque toujours été inférieurs aux montants promis. D'où l'importance pour les donateurs d'honorer les engagements annoncés publiquement. (d'après la base de données de l'OCDE/CAD, pour la période 1994-2003, les décaissements d'aide bruts moyens de tous les donateurs pour tous les pays en développement se sont élevés à 92 % des engagements – OCDE/CAD, 2005: Tableau 1).
- 64 Si le montant de 2004 doublait d'ici à 2010, il faudrait 15,4 milliards d'USD en plus (c'est-à-dire en plus des montants projetés). Il s'agit de nos propres estimations basées sur une révision des projections de l'OCDE/CAD (OCDE/CAD, 2004), tenant compte des changements annoncés par l'Espagne et l'Irlande dans leur calendrier en vue d'atteindre l'objectif de 0,7 % AOD/PIB. Les projections supposent un taux d'augmentation similaire pour l'AOD bilatérale et multilatérale. La dernière augmentation annoncée pour l'ADI-14 n'est donc pas comprise dans nos estimations.
- 65 De nombreux pays (notamment en Afrique francophone) reçoivent moins d'aide qu'ils ne le devraient pour pouvoir s'attaquer aux problèmes de la croissance et du développement (Levin et Dollar, 2005). Si l'on compare les flux d'aide aux pays d'Afrique ayant passé le point d'achèvement PPTe en pourcentage du RNB, les pays francophones ont obtenu 11 % et les pays non francophones 19 % (OCDE/CAD, 2005).
- 66 Chauvet et Collier, 2005.

- 67 Voir par exemple les suggestions de Christiansen, Lockhart et Coyle, 2005.
- 68 Chauvet et Collier, 2005.
- 69 Le fait de faire passer l'aide par des acteurs non étatiques peut faire une réelle différence au niveau local, mais, par définition, cela ne peut pas contribuer à créer la capacité dont les gouvernements ont besoin pour améliorer la gouvernance ou favoriser la croissance économique comme ils le devraient, alors qu'il s'agit là de conditions préalables au développement soutenable à long terme.
- 70 NEPAD, 2003.
- 71 L'Initiative collaborative de réforme budgétaire en Afrique a été lancée au début du mois de décembre 2004 à Pretoria, en Afrique du Sud, au cours d'un séminaire organisé par le ministère des Finances de l'Afrique du Sud en collaboration avec les ministères des Finances et de la Planification de l'Ouganda et du Mozambique. Des hauts fonctionnaires de 16 pays d'Afrique étaient présents à la réunion.
- 72 Voir la Commission économique pour l'Afrique, 2004, pour un synopsis du rapport sur la gouvernance qui paraîtra prochainement.
- 73 ADI et FMI (2005). L'enquête 2004 portait sur plusieurs références pour 16 indicateurs clés de la gestion des dépenses publiques, couvrant la formulation, l'exécution et le compte rendu budgétaire, ainsi que les marchés publics. Les pays qui remplittaient un minimum de 11 indicateurs étaient jugés ne nécessiter que « peu ou pas de remise à niveau », ceux qui en remplittaient entre 8 et 10 étaient jugés nécessiter « une certaine remise à niveau » et ceux qui remplittaient moins de 7 indicateurs nécessitaient une « remise à niveau importante ».
- 74 Voir ADI et FMI, 2005:15.
- 75 ADI et FMI, 2005:14.
- 76 Osei et al, 2003:25.
- 77 Fagernas et Roberts, 2004: 28.
- 78 Fagernas et Roberts, 2004: 30.
- 79 Fagernas et Roberts, 2004: 32.
- 80 Banque mondiale, 2003.
- 81 Une croissance plus élevée résultant d'une variété de mesures : augmentation du volume et de la qualité de l'aide, augmentation des investissements d'infrastructures de la part du secteur public et du secteur privé ; amélioration de l'atténuation et de la gestion des chocs (ce qui a permis d'économiser jusqu'à 3 % du PIB par an dans les pays concernés) ; renforcement des changements sur le plan du développement humain.
- 82 Il en résulterait un bénéfice projeté total de 35,2 milliards d'USD après 10 ans pour un investissement total de 193 milliards d'USD (voir le chapitre 7 pour référence).
- 83 Ceci réduirait nettement le nombre d'enfants (400-500 millions, à l'heure actuelle) qui sont touchés par la malaria chaque année.
- 84 UNAIDS, 2005:4 (voir le chapitre 6 pour référence).
- 85 UNICEF, 2004 (voir le chapitre 6 pour référence).
- 86 Ce qui a été jugé constituer une priorité élevée pour les ministres africains des Finances au cours des réunions de consultation organisées à Abuja (23 novembre 2004) et à Cape Town (16-17 janvier 2005).
- 87 D'après Charles McPherson : « Des indications que la maladie hollandaise est présente ont par la suite été identifiées dans presque tous les pays où les exportations de pétrole jouent un rôle économique majeur. Là encore, le Nigeria est un exemple. L'arrivée du pétrole a détruit les trois industries d'exportation agricole traditionnelles du Nigeria. Les exportations de cacao ont baissé de 30 % ces cinq dernières années, les exportations d'arachide de 95 % et les exportations d'huile de palme, qui était autrefois importantes, ont cessé. » (McPherson, 2003).
- 88 Banque africaine de développement, 1999.
- 89 Pour l'Ouganda, voir Nkusu, 2004, pour la période 1991/1992 à 2001/2002 ; et pour le Ghana, voir Sackey 2001, pour la période 1964-1996.
- 90 Voir par exemple Adam et Bevan, 2004 ; Agenor, 2004.
- 91 Afrique du Sud exclue, le ratio aide/PIB passerait de 14,5 % en 2015 à 10,5 % en 2020. Les chiffres équivalents Afrique du Sud incluse seraient toutefois de 9,0 % et 6,5 %, respectivement.
- 92 Cette incohérence a été relevée par des ministres africains des Finances au cours d'une réunion récente : « Les méthodes actuelles, en particulier la soi-disant analyse de soutenabilité de la dette, sont terriblement inappropriées parce qu'elles ne tiennent pas compte des particularités des économies africaines, notamment les chocs externes, la dette, les pensions et autres arriérées et la fragilité de la base des revenus ». (groupe de ministres africains des Finances, 2004).
- 93 Si ces montants étaient payés, cela serait aux dépens des pays endettés, qui se déferaient ainsi de ressources nécessaires pour atteindre les OMD.
- 94 Banque mondiale, 2004a.
- 95 Sur ces 4,2 milliards d'USD, la moitié a été payée par l'Afrique du Sud.
- 96 Ces chiffres excluent le Nigeria et le Zimbabwe. Estimations du secrétariat de la Commission pour l'Afrique à partir des informations de la Banque mondiale, de la BAD et du FMI.
- 97 Pour toute information sur l'importance relative et la pertinence de l'allègement du service de la dette (et du capital), prière de se reporter à un article commandé par le secrétariat de la Commission pour l'Afrique – Martin et al (2004).
- 98 Clemens, Radelet et Bhavnani, 2004a.
- 99 El wLîmmondÿmdette, dywLît d78met d78wLîmBhavnanywLîng'udette, d1997u0&m99 d7%q114a.99 Ri, ttacharyîmet d78wLîmle dNgyenîm2004a.

- 104 Par aide, nous entendons toutes les formes de financement de faveur (c'est-à-dire à des taux d'intérêt de zéro ou inférieurs au marché) offertes aux pays bénéficiaires par les organisations bilatérales et multilatérales (Banque mondiale, banques de développement régionales, Fonds monétaire international, Commission européenne et agences de l'ONU).
- 105 Banque mondiale, 2004d.
- 106 Collier et Dollar, 2002.
- 107 Voir Clemens, Kenny et Moss, 2004, pour un examen des différentes estimations des coûts nécessaires pour atteindre les OMD. La somme de 50 milliards d'USD est généralement considérée se situer au bas de l'échelle des estimations.
- 108 Atkinson, 2003.
- 109 Landau et al, 2004.
- 110 Pour un examen approfondi des modalités de financement et de la viabilité des différentes options, voir les textes importants suivants : Reisen (2004), Mavrotas (2003), ministères britanniques des Finances et du Développement international (2003), Banque mondiale (2003), (2004d), (2004e), Landau (2004) et le Groupe technique sur les mécanismes de financement innovants (2004).
- 111 Un appel a été lancé au cours d'une réunion récente de ministres africains des finances : « commencer la mise en œuvre de la FFI avec une « coalition de pays qui le veulent » ». Ils sont également indiqués : « le fait que le financement soit regroupé au départ est d'une importance extrême pour la prévisibilité des ressources ». (groupe de ministres africains des Finances, 2004).

Chapitre 9 : Références

Adam, C et D Bevan (2004) *Aid and the Supply Side: Public Investment, Export Performance and Dutch Disease in Low Income Countries*, Department of Economics, série d'articles de base n° 201, University of Oxford: Oxford.

ADI et FMI (2005) *Update on the Assessments and Implementation of Action Plans to Strengthen Capacity of HIPC's to Track Poverty-reducing Public Expenditure*, projet d'article préparé par le service des Affaires fiscales du FMI et le réseau de gestion économique et de lutte contre la pauvreté de la Banque mondiale: Washington DC.

Agenor, PR, N Bayraktar et K El Aynaoui (2004) *Roads out of Poverty? Assessing links between Aid, Public Investment, Growth and Poverty Reduction*, document de travail n° 3490, Washington DC: Banque mondiale.

Atkinson, A (2003) *New sources of Development Finance*, UNU Wider Studies in Development Economics, Oxford University Press: Oxford.

Banque africaine du développement (1999) *African Development Bank Report 1999: Infrastructure Development in Africa*, BAD: New York et Oxford.

Banque mondiale (2000) *Can Africa Claim the 21st Century*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2002) *Global Development Finance 2002*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2003a) *Supporting Sound Policies with Adequate and Appropriate Financing: Implementing the Monterrey Consensus at the Country Level*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2004a) *Global Development Finance 2004*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2004b) *World Development Indicators 2004*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2004c) *African Development Indicators 2004*, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2004d) *Aid Effectiveness and Financing Modalities*, article de base de l'assemblée annuelle pour examen par le Comité du développement, octobre 2, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale (2004e) *Financing Modalities Toward the Millennium Development Goals: Progress Note*, article de base pour l'assemblée de printemps pour examen par le Comité du développement, Washington DC: Banque mondiale.

Banque mondiale et FMI (2004) *Global Monitoring Report 2004*, Washington DC: Banque mondiale.

Birdsall, N (2004) *Seven Deadly Sins: Reflections on Donor Failings*, document de travail n° 50 du Centre pour le développement mondial, Centre pour le développement mondial: Washington DC.

CEA et OCDE/CAD (2005) *2005 Mutual Review Report*, Commission économique pour l'Afrique et Organisation pour la coopération et le développement économique/Comité d'aide au développement: Addis-Abeba et Paris.

Chauvet, L et P Guillaumont (2004) *Aid and Growth Revisited: Policy, Economic Vulnerability, and Political Instability*, dans B Tungoden et al (eds) *Towards Pro-Poor policies*, procès verbal de la conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement, Banque mondiale/Oxford University Press: Washington DC/Oxford.

Chauvet, L et P Collier (2005) *Development Effectiveness in Fragile States: Spillovers and Turnarounds*, article présenté au Forum de haut niveau de l'OCDE/CAD sur l'efficacité du développement dans les États fragiles, 13-14 janvier 2005, Londres.

Christiansen, K, C Lockhart et E Coyle (2005) *Harmonisation and Alignment in Fragile States*, article présenté au Forum de haut niveau de l'OCDE/CAD sur l'efficacité du développement dans les États fragiles, 13-14 janvier 2005, Londres. Overseas Development Institute (ODI): Londres.

Clemens, M, C Kenny et T Moss (2004) *The Trouble with the MDGs: Confronting Expectations of Aid and Development Success*, document de travail du Centre pour le développement mondial n° 40, Centre pour le développement mondial: Washington DC.

Clemens, M, S Radelet et R Bhavnani (2004a) *Counting chickens when they hatch: the short-term effect of aid on growth*, document de travail du Centre pour le développement mondial n° 44, Centre pour le développement mondial: Washington DC.

Clemens, M, S Radelet et R Bhavnani (2004b) *Back of the Envelope Calculations*, note préparée pour la Commission pour l'Afrique, Centre pour le développement mondial: Washington DC.

Clements, B, R Bhattacharya et T Nguyen (2003) *External Debt, Public Investment and Growth in Low-Income Countries*, document de travail du FMI n°03/249, Washington DC: FMI.

Collier, P et J Dehn (2001) *Aid, Shocks and Growth*, Document de travail de la Banque mondiale n° 2688, Washington DC: Banque mondiale

- Collier, P et D Dollar (2002) Aid Allocation and Poverty Reduction, *European Economic Review*, 46: 1475-1500.
- Collier, P et D Dollar (2004) Development Effectiveness: What have we learnt?, *Economic Journal*, 114: 244-271.
- Collier, P et A Hoeffler (2004a) Greed and Grievance in Civil War, *Oxford Economic Papers*, 56: 563-595.
- Collier, P et A Hoeffler (2004b) Aid, Policy and Growth in Post-Conflict Societies, *European Economic Review*, 48: 1125-1145.
- Collier, P, A Hoeffler et C Patillo (2001) Capital Flight as a Portfolio Choice, *World Bank Economic Review*, 15 (1): 55-80.
- Collier, P, A Hoeffler et C Patillo (2004) *Aid and Capital Flight*, Centre for the Study of African Economies, University of Oxford, Oxford.
- Collier et al (2003) *Breaking the Conflict Trap*, rapport d'étude politique de la Banque mondiale, Washington DC: Banque mondiale.
- Comité d'aide au développement de l'OCDE (2004) *Room Document No.4: Final ODA data for 2003*, note préparée pour la réunion de haut niveau du CAD, 8-9 décembre 2004, OCDE/CAD: Paris.
- Comité d'aide au développement de l'OCDE (2005) *International Development Statistics Online*, accessible à l'adresse <http://www.oecd.org/dataoecd/50/17/5037721.htm>
- Commission économique pour l'Afrique (2004) *Striving for Good Governance in Africa*, synopsis du Rapport 2005 sur la gouvernance en Afrique préparé pour le 4^e Forum sur le développement en Afrique, Commission économique pour l'Afrique: Addis-Abeba.
- Daima Associates Limited et ODI (2004), *Joint Evaluation of General Budget Support, Tanzania 1995-2004 – Phase 2 Report*, rapport au gouvernement tanzanien et aux partenaires du développement œuvrant au soutien budgétaire dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, septembre 2004: Dar es Salam et Londres.
- Demekas, D G, J McHugh et T Kosmax (2002) *The Economics of Post-Conflict Aid*, document de travail du FMI n° 02/198: Washington DC.
- Easterly, W, R Levine et D Roodman (2003) *New Data, New Doubts: Revisiting Aid, Policies, and Growth*, document de travail du Centre pour le développement mondial n° 26, Centre pour le développement mondial: Washington DC.
- Elbadawi, I et A Gelb (2003) Financing Africa's development: Toward a Business Plan? dans Van de Walle, N, N Ball et V Ramachandran (eds)

<http://www.afdb.org/DocumentCenter/Home/View/Detail/121>
<http://www.afdb.org/DocumentCenter/Home/View/Detail/121>

- Gouvernement zambien (2004) *First PRSP Implementation Progress Report January 2002 – June 2003*, ministère des Finances et de la Planification nationale: Lusaka.
- Groupe de ministres africains des Finances (2004) *Notes of a meeting of a Group of African Finance Ministers to Deliberate on the Commission for Africa Consultation Document*, 23 novembre 2004, Nicon Hilton Hotel: Abuja.
- Groupe technique sur les mécanismes de financement innovants (2004) *Action Against Hunger and Poverty*, rapport, septembre 2004.
- Guidolin, M et E La Ferrara (2004) *Diamonds Are Forever, Wars Are Not: Is Conflict Bad for Private Firms?* Article de base du CEPR n° 4668, Centre for Economic Policy Research: Londres.
- Gunning, JW (2004) *Why give Aid*, article pour la deuxième conférence AFD-EUDN, Development Aid: Why and How? 25 novembre 2004, Paris.
- Johnson, A, M Martin et H Bargawi, (2004) *The Effectiveness of Aid to Africa Since The HIPC Initiative*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique, Debt Relief International: Londres.
- Kane, E (2004) *Girls' Education in Africa – What Do We Know About Strategies That Work?* Série de documents de travail sur le développement humain d'Africa Region, Africa Region, Washington DC: Banque mondiale.
- Kelly, R et G Mavrotas (2004) *Savings and Financial Sector Development: Panel Cointegration Evidence from Africa*, IDPM and School of Economic Studies, University of Manchester: Manchester.
- Landau, JP et al (2004) *Groupe de Travail sur les nouvelles contributions financières internationales – rapport à Monsieur Jacques Chirac Président de la République*, version anglaise, septembre 2004: Paris.
- Levin, V et D Dollar (2005) *The Forgotten States: Aid Volumes and Volatility in Difficult Partnership Countries (1992-2002)*, article présenté au Forum de haut niveau de l'OCDE/CAD sur l'efficacité du développement dans les États fragiles, 13-14 janvier 2005, Londres.
- Loayza, N, K Schmidt-Hebbel et L Serven (2000) *Saving in Developing Countries: An Overview*, *The World Bank Economic Review*, 14 (3): 393-414, Washington DC: Banque mondiale.
- Martin, M et al (2004) *Long-Term Debt Sustainability for Africa*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique, Debt Relief International: Londres.
- Martin, M et H Bargawi (2004) *Protecting Africa from Shocks*, article préparé pour la Commission pour l'Afrique, Debt Relief International: Londres.
- Mavrotas G (2003) *UK HM Treasury-DFID Proposal to Increase External Finance to Developing Countries: The International Finance Facility*, article de base de WIDER n° 2003/79: Helsinki.
- McGillivray M (2004) *Is Aid Effective*, WIDER: Helsinki.
- McPherson, C P (2003) *Petroleum Revenue Management in Developing Countries*, accessible à l'adresse <http://www2.ifc.org/ogmc/files/ParofPlentyCH2.pdf>
- Miguel, E, S Satyanath et E Sergenti (2004) *Economic Shocks and Civil Conflict, an Instrumental Variables Approach*, University of California Berkeley et University of New York, ronéo.
- Ministère britannique des Finances (2003) *The International Finance Facility*, accessible à l'adresse http://www.hm-treasury.gov.uk./media/1_C7/AB/1_C7ABBFE-BCDC-D4B3-115B84EA4BD07566.pdf
- Ministères britanniques des Finances et du Développement international (2004) *IFF Brochure*: Londres.
- NEPAD (2003) *Objectives, Standards, Criteria and Indicators for the African Peer Review Mechanism*, accessible à l'adresse <http://www.touchtech.biz/nepad/files/documents/110.pdf>
- Nkusu, M (2004) *Financing Uganda's Poverty Reduction Strategy: Is Aid Causing More Pain Than Gain?* Document de travail du FMI n°04/170, FMI: Washington DC: Banque mondiale.
- Ogaki, M, J D Ostry et C M Reinhart (1997) *Saving behaviour in Low- and Middle-Income Countries: A Comparison*, articles du FMI 43 (1): 38-71, Washington DC: FMI.
- OMS et UNICEF (2003) *Global Polio Eradication Status and Timelines*, consultation informelle de l'OMS/UNICEF avec les producteurs de vaccins de Sabin/Salk, 28 avril 2003 accessible à l'adresse http://www.who.int/vaccinesaccess/quality/vmc/opvipvmtg2003/presentations_2003/statusreport_manufacturer_mtg.ppt
- Osei, R, O Morrissey et T Lloyd (2003) *Modelling the Fiscal Response of Aid: An Impulse Response Analysis for Ghana*, CREDIT, document d'étude n° 03/10, University of Nottingham: Nottingham.
- Oxfam International (2004) *From "Donorship" to Ownership? Moving Towards PRSP Round Two*, Oxfam International: Oxford.
- Partenariat stratégique pour l'Afrique (2003) *Summary of Findings from Survey of Alignment of Budget Support and Balance of Payments Support for National PRS Processes*, PSA: Washington DC: Banque mondiale.
- Projet Millénaire de l'ONU (2004) *Interim Report of Task Force 1 on Poverty and Economic Development*, coordonné par Jeffrey Sachs, pour le projet Millénaire de l'ONU, accessible à l'adresse <http://www.unmillenniumproject.org/>

Projet Millénaire de l'ONU (2005) *Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals – Overview*, rapport sur le projet Millénaire au secrétaire général de l'ONU: New York.

Reisen, H (2004) *Innovative Approaches to Funding the Millennium Development Goals*, Centre de développement de l'OCDE, note de politique n° 24: Paris.

République du Mozambique (2004) *Review of the Economic and Social Plan for 2003*, Mozambique, Maputo, mars 2004, accessible à l'adresse http://poverty.worldbank.org/files/BPES_2003_Inglis_FMI.pdf

Sackey, H (2001) *External Aid inflows and the real exchange rate in Ghana*, document d'étude de l'AERC n° 110, AERC Research Consortium, novembre 2001: Nairobi.

SEO (2004a) *2003 Annual Review of Development Effectiveness*, rapport n° 28290, Service d'évaluation des opérations, Washington DC: Banque mondiale.

SEO (2004b) *Books, buildings, and Learning Outcomes: An impact evaluation of World Bank support to Basic Education in Ghana*, rapport n° 28779, Service d'évaluation des opérations, Washington DC: Banque mondiale.

Teera, J et J Hudson (2004) Tax Performance: A Comparative Study, *Journal of International Development*, 16: 785-802.

Annexe 9 : Notes

- 1 Écart type de 5,82 (1966-1983) par rapport à 1,82 (1984-2003).
- 2 Lloyd, T, O Morrissey et R Osei (2001) Aid, Exports and Growth in Ghana, CREDIT, document d'étude n° 01/01, University of Nottingham: Nottingham.
- 3 Sowa, N (1996) Politics and Partnership in Ghana in the 1980s, with Reference to Co-Financing as a Bilateral Aid Instrument, cité dans Foster, M et al (2003) The Case for Increased Aid, rapport définitif du DFID: Londres.
- 4 Devarajan, S, D Dollar et T Holmgren (2002) Aid & Reform in Africa – Lessons from 10 Case Studies, Washington DC: Banque mondiale.
- 5 Gouvernement ghanéen (2004) état d'avancement annuel 2003 de la Stratégie de réduction de la pauvreté du Ghana, gouvernement ghanéen: Accra.
- 6 Cf. projet Millénaire de l'ONU (2005), Investir dans le développement – Chapitre 17 : ressources nécessaires pour financer les OMD, accessible à l'adresse <http://www.unmillenniumproject.org/reports/index.htm>
- 7 D'après les calculs du FMI (2001), les pertes de change subies par l'économie ghanéenne à la suite des chocs dus aux termes de l'échange s'élevaient à : 308 millions d'USD (4 % du PIB) en 1999, 597 millions d'USD (12 % du PIB) en 2000 et 680 millions d'USD (14 % du PIB) en 2001. Pour 2001-2002, il s'agit plus ou moins de l'équivalent de l'aide versée au Ghana. « C'est pourquoi, à la marge, le financement des donateurs ne fait que combler un vide dans la balance des paiements du Ghana » (Foster et al, 2003)
- 8 Des rapports récents félicitent le Ghana pour l'amélioration de la gestion de son économie. Par exemple : document sur le point d'achèvement PPTE, 2004, CEA (2003) Rapport économique sur l'Afrique 2003 – Chapitre 5 : le Ghana, CEA: Addis-Abeba ou OCDE et BAD (2004) Perspectives économiques africaines – Le Ghana, OCDE et BAD: Paris et Tunis.
- 9 Par exemple, en 1992 un excédent budgétisé de 1,6 % s'est transformé en déficit de 8,2 % ; en 1996, un excédent de 0,5 % s'est transformé en déficit de 9,6 % et en 2000 un déficit projeté de 7,1 % s'est accentué pour atteindre 9,7 %.
- 10 Écart type de 0,9 (1966-1983) contre 2,6 (1984-2002).
- 11 Martin, M et al (2004) Long-Term Debt Sustainability for Africa, document préparé pour la Commission pour l'Afrique, Debt Relief International: Londres.
- 12 Banque mondiale, FMI et gouvernement ghanéen (2004) Évaluation et plan d'action sur la GDP, gouvernement ghanéen: Accra.
- 13 FMI (2004) Rapport sur le respect des normes et des codes – Module Transparence fiscale, Washington DC: FMI.
- 14 Voir par exemple Devas, N, S Delay et M Hubbard (2001) Revenue Authorities: Are they the right vehicle for improved tax administration? Public Administration and Development 21, 211-222.
- 15 Sackey, H.A. (2001) External Aid inflows and the real exchange rate in Ghana, document d'étude de l'AERC n° 110: Nairobi.
- 16 Données pour 2002 provenant des Indicateurs du développement en Afrique, 2004.
- 17 FMI (2004a) rapport pour la consultation 2004 sur l'article IV et le sixième bilan conformément à l'accord sur 3 ans au titre de la FCLP, 18 août 2004, accessible à l'adresse www.imf.org.
- 18 Gouvernement éthiopien (2001) programme de lutte contre la pauvreté et de développement durable, MOFED: Addis-Abeba et Banque mondiale (2003) évaluation de risques et de vulnérabilité, juin 2003, Banque mondiale: Addis-Abeba. Il convient de noter que le ratio de pauvres n'a pas beaucoup changé entre 1995/1996 et 1999/2000 (d'après les principales enquêtes sur les ménages). Cependant, les dépenses équivalentes par habitant adulte ont augmenté au rythme de 1,14 % ces cinq dernières années. De même, « les revenus, en tant qu'indicateur principal du bien-être dans le contexte éthiopien, ne permettent pas efficacement de suivre les changements », ce qui signifie qu'il est également nécessaire de s'intéresser aux actifs non monétaires et non négociables. (cf. MOFED et l'équipe de l'ONU chargée du pays (2004) MDGs report: Challenges and Prospects for Ethiopia, mars 2004: Addis-Abeba).
- 19 Tiré de Foster et al, 2003
- 20 Banque mondiale (2004) Ethiopia: Accelerating the Progress Towards the MDGs – Impact on Aid Requirements, Banque mondiale: Addis-Abeba.
- 21 Il convient de noter que le niveau d'aide de 2002 de 21,6 % du PIB ne correspond pas au niveau d'aide nécessaire pour atteindre les objectifs du programme Réduction de la pauvreté et développement soutenable, car une bonne partie de l'aide actuelle n'est pas alignée sur ce dernier. De même, suite à la sécheresse, les subventions d'aide d'urgence en 2002/2003 se sont élevées à 5 % du PIB (c (2004) Perspectives économiques africaines 2004 – Éthiopie, OCDE et BAD: Paris et Tunis).
- 22 Source: Indicateurs du développement en Afrique, 2004.
- 23 Là encore, il convient de noter que le doublement signifie un doublement à partir du niveau de 11 % du PIB en 2003/2004 car il s'agit du montant actuel des recettes budgétaires tirées des subventions étrangères.
- 24 Voir par exemple l'évaluation dans FMI (2004b) IMF and the World Bank Support Ethiopia's Completion Point and Approve Topping-Up of Debt Relief Under the Enhanced HIPC Initiative, communiqué de presse numéro 04/82 22 avril 2004: Washington D.C.
- 25 Telle est la conclusion d'une étude récente modélisant les effets futurs d'une augmentation de l'aide et dans laquelle les effets bénéfiques des investissements publics résultant de l'aide compensent les effets sur les taux de change. Voir Agenor, PR, K El Aynaoui et N Bayraktar (2005) Roads Out of Poverty? Assessing the Links between Aid, Public Investment, Growth, and Poverty Reduction, document de travail n°3490, Washington DC: Banque mondiale.
- 26 FMI, Banque mondiale et gouvernement éthiopien (2004) Ethiopia: Tracking Poverty-Reducing Spending: Second Assessment and Action Plan (AAP), projet de mission définitif, avril 2004: Washington D.C. et Addis-Abeba.
- 27 DFID (2004) Étude de risque fiduciaire, octobre 2004, DFID: Londres et Addis-Abeba.
- 28 Le ratio capital de la dette/exportations devrait être supérieur à l'objectif PPTE de 150 % jusqu'en 2022.
- 29 La modération du climat négatif et des chocs dus aux termes de l'échange constitue un autre domaine dans lequel les donateurs peuvent apporter un soutien. Voir la facilité d'amortissement des chocs proposée.

30 FMI (2004b).

31 Foster et al (2003).

32 Banque de France (2004) Rapport Annuel de la Zone Franc, à l'adresse www.banque-france.fr

- 63 Pour des exemples de suggestions, voir Christiansen, K, C Lockhart et E Coyle (2005) Harmonisation and Alignment in Fragile States, article présenté au Forum de haut niveau de l'OCDE/CAD sur l'efficacité du développement dans les États fragiles, 13-14 janvier 2005, Londres. Overseas Development Institute (ODI): Londres.
- 64 Chauvet et Collier, 2005.
- 65 Le fait de faire passer l'aide par des acteurs non étatiques peut faire une réelle différence au niveau local, mais, par définition, cela ne peut pas contribuer à créer la capacité dont les gouvernements ont besoin pour améliorer la gouvernance ou favoriser la croissance économique comme ils le devraient, alors qu'il s'agit là de conditions préalables au développement soutenable à long terme.
- 66 Source : projet arrêté à la réunion du Forum de haut niveau de l'OCDE/CAD sur l'efficacité du développement dans les États fragiles, 13-14 janvier 2005, Londres.
- 67 Lancaster, C et S Wangwe (2000) Managing a Smooth Transition from Aid Dependence in Africa, Economic Development Policy Essay, Overseas Development Council, Johns Hopkins University Press: Baltimore.
- 68 Harvey, C (2004) Relevance to Azerbaijan of Botswana's experience in managing mineral revenue, ronéo.
- 69 Pour une bonne vue d'ensemble, voir Acemoglu, D, S Johnson et JA Robinson (2003) Chapter 4: An African Success Story: Botswana, dans Rodrik, D (ed) In Search of Prosperity: Analytical Narratives on Economic Growth, Princeton University Press: Princeton, New Jersey.



